

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Politique monétaire et croissance économique, par Sir R. Harrod — La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1961 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## POLITIQUE MONETAIRE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

par Sir Roy HARROD,  
*Christ Church College, Oxford.*

L'objectif traditionnel de la politique monétaire est d'assurer la stabilité de l'étalon de valeur. Celle-ci peut être exprimée sous forme d'un indice de prix ayant une valeur constante. Il est toutefois peu probable qu'une stabilité absolue puisse être atteinte : des écarts de 1 ou 2 p.c. dans les deux sens peuvent être admis, pourvu que les mouvements de hausse ne soient guère plus fréquents que les mouvements en sens inverse.

On peut discuter de la façon dont l'indice devrait être établi. Une tentative éventuelle de stabilisation du niveau général des prix des produits de base courants qui sont échangés dans des marchés organisés, pourrait, à notre époque, entraîner un mouvement de hausse assez prononcé des prix des produits finis et du coût de la vie, ce qui serait considéré comme un résultat peu satisfaisant. Depuis Ricardo, certains ont défendu le point de vue que les éléments dont la valeur moyenne devrait être maintenue à un niveau constant en termes monétaires, ne sont nullement les produits de base, mais les facteurs de production, notamment la main-d'œuvre. Dans une économie en progression, cette thèse implique une baisse cumulative des prix des produits de base, à mesure que s'accroît la productivité des facteurs. En guise de compromis, on pourrait dire que la stabilité serait atteinte, à condition que l'augmentation ou la diminution de l'indice des prix des produits de base, de quelque manière qu'il soit défini, ne soit pas supérieure à l'augmentation ou la diminution de la production par habitant.

On peut sans aucun doute invoquer de nombreux arguments en faveur d'une baisse continue des prix endéans la limite spécifiée. Un renforcement des fonds d'amortissement favoriserait un niveau d'investissements élevé. Un tel régime serait particulièrement précieux dans les pays en voie de développement. Eu égard à l'histoire récente, l'idée d'une baisse continue des prix semble plutôt utopique. Il faut noter toutefois qu'à l'époque de l'étalon-or, les prix avaient, dans l'ensemble, diminué entre 1815 et 1895 (lorsque l'influence du procédé de cyanuration sur la production d'or de l'Afrique du Sud commença à se faire sentir). C'était l'époque où les débuts modestes, connus en Grande-Bretagne sous le nom de « révolution industrielle », devaient mener à la formation d'une industrie moderne dans un certain nombre de pays. Il y a lieu de noter que, tout récemment, un des premiers rapports du *British Council on Prices, Productivity and Incomes* exprimait, sans doute sous l'influence de Sir Dennis Robertson, le désir d'en arriver à un mouvement de baisse des prix.

Néanmoins, d'un point de vue réaliste, nous devons admettre qu'une baisse des prix, proportionnelle à l'augmentation de la production par personne, constitue un objectif trop ambitieux de nos jours. La réalisation de cet objectif soulève d'ailleurs certaines objections; ainsi, il serait trop favorable à la classe des rentiers dans les pays où le montant global des créances est fort élevé. Il pourrait, certainement, être considéré comme un résultat satisfaisant si la

stabilisation des prix des produits de base pouvait être atteinte.

Dans quelle mesure les autorités monétaires peuvent-elles contribuer à ce résultat ? Ceux qui attachent une grande importance à la théorie quantitative de la monnaie prétendent, peut-être, qu'il suffirait d'éviter que l'augmentation annuelle de la monnaie en circulation ne soit pas plus forte que l'accroissement de la production globale. La monnaie devrait être définie selon la conception moderne, en ce sens qu'elle comprend non seulement les billets de banque, mais, aussi, toutes les formes d'actifs parfaitement liquides (c'est-à-dire des actifs non productifs d'intérêt). L'élément le plus important d'entre eux est constitué par les dépôts en banque dont on peut disposer par chèque. Les banques centrales de la plupart des pays développés ont le pouvoir de régler, dans le cadre de leurs opérations, le volume de la circulation monétaire ainsi définie. Il faut admettre qu'au cours des dernières années, la Bundesbank a rencontré des difficultés pour neutraliser l'afflux de liquidités provenant de l'étranger, à la suite de l'excédent considérable de la balance des paiements de l'Allemagne et des mouvements spéculatifs ; les Allemands se sont plaints parfois de ce que le reste du monde exportait son inflation vers leur pays. Peut-être faut-il considérer ce cas comme exceptionnel et l'imputer à l'insuffisance des moyens d'action laissés à la banque centrale allemande après la réforme monétaire de 1948.

Bien qu'il n'y ait guère de difficultés à maintenir le stock monétaire dans la voie tracée, nous ne pouvons pas supposer que l'objectif de la stabilité des prix serait ainsi atteint. La vitesse de circulation de la monnaie varie sensiblement sous l'influence de forces non monétaires, non seulement dans le cadre des mouvements conjoncturels, mais également sur des périodes plus longues. Par exemple, la vitesse de circulation en Grande-Bretagne est beaucoup plus élevée à l'heure actuelle qu'avant la guerre. Ces variations contrarieraient les efforts fournis par la banque centrale en vue de stabiliser le niveau des prix, si ceux-ci se bornaient à éviter que l'augmentation de la quantité de monnaie ne dépasse un certain montant.

Quelles sont les influences extérieures entraînant des variations dans la vitesse de circulation ? Sous l'influence de Lord Keynes et pour faciliter l'analyse du problème, on a jugé utile d'introduire le concept de la « demande effective globale ». Il y a lieu de noter que cette « demande effective globale » doit être mesurée, non pas en termes monétaires, mais en termes de biens et services, tels que les biens de consommation, les biens d'investissement, les biens requis par le gouvernement, les biens destinés à l'exportation, pour lesquels il existe une demande effective. La demande globale peut se développer sensiblement, même si la banque centrale s'est abstenue de toute augmentation de la quantité de monnaie ; c'est notamment le cas lorsque le gouver-

nement effectue de nouvelles dépenses pour la défense nationale, sans augmentation suffisante des charges fiscales — et cette augmentation « suffisante » devrait être plus élevée que les sommes supplémentaires dépensées pour la défense nationale, si l'on veut maintenir le niveau de la demande globale —, ou lorsqu'un changement des prévisions provoque un accroissement de la demande de biens d'investissement. En ce qui concerne la monnaie, la demande accrue devient effective par une accélération de la vitesse de circulation. Si la quantité de biens et services qui font l'objet d'une demande effective dépasse le montant maximum que l'économie peut fournir, nous disons qu'il existe une pression inflationniste. Celle-ci peut conduire ou non à une hausse des prix. Si la hausse ne se produit pas, la demande excédentaire entraînera un allongement du délai entre les commandes et les livraisons ; elle sera ainsi, en un certain sens, contrariée. Toutefois, ceci provoquera des distorsions dans l'économie, et peut-être un déficit extérieur.

Eu égard à ce qui précède, la mission de la banque centrale doit être revue. La Banque devrait faire usage des instruments dont elle dispose en agissant de manière que la demande effective globale ne dépasse pas le potentiel d'offre de l'économie, ou, tout au moins, en introduisant un peu de souplesse dans ce domaine, afin de limiter la demande excédentaire à un faible montant ou à une période très courte. Les armes dont la banque centrale dispose sont connues. La principale lui permet de faire varier le stock monétaire, soit par des opérations d'open market, soit par des modifications, si elle en a le pouvoir, des réserves obligatoires des banques commerciales. Dans certaines circonstances, il ne sera même pas nécessaire de réduire le stock monétaire ; il suffira d'éviter toute augmentation. Cette politique restrictive provoquera une hausse des taux d'intérêt. Le degré de l'influence exercée par le taux d'intérêt sur le niveau des commandes a été controversé ; il ne fait pas de doute qu'elle se fait sentir dans certains secteurs. Cependant, la portée des restrictions monétaires dépasse les limites des secteurs qui sont influencés directement par les calculs du coût des emprunts. Bien plus nombreux sont les individus ou les firmes susceptibles de subir l'influence des facilités ou des difficultés à obtenir de l'argent de leurs bailleurs de fonds habituels, que ceux qui sont influencés par les calculs relatifs au coût de l'emprunt. La diminution des liquidités dans l'ensemble de l'économie, par suite des restrictions monétaires de la banque centrale, découragera l'octroi de crédits dans toute l'économie.

Les difficultés accrues à obtenir des crédits n'affecteront pas seulement les investissements industriels ; elles peuvent également toucher les consommateurs, comme l'expérience récente aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne l'a prouvé ; les consommateurs seront obligés de réduire leurs achats qu'ils auraient effectués s'ils avaient pu disposer d'avances bancaires ou d'autres formes de crédit

à la consommation. Ces difficultés peuvent également affecter sensiblement la demande de nouvelles habitations; elles peuvent avoir une influence sur les dépenses des autorités locales. Il y a lieu de noter que la banque centrale est en mesure, en modifiant la composition de son portefeuille, d'introduire des distinctions subtiles entre les taux d'intérêt à long et à court terme selon que la situation le requiert.

On en vient ainsi à se demander s'il est possible de ramener la demande effective globale au niveau du potentiel d'offre par la seule intervention de la politique monétaire. Cela dépendra dans une large mesure de l'ampleur de l'excédent de la demande globale, ainsi que de l'importance des forces qui la soutiennent. Si un gouvernement inaugure une politique d'importantes dépenses nouvelles pour la défense nationale, les forces peuvent être très considérables. Bien que certains théoriciens proclament que la politique monétaire est toute-puissante, tout homme sage sera probablement d'avis qu'elle ne pourra, à elle seule, assumer l'entièreté de la tâche si les forces qui favorisent la pression inflationniste sont puissantes. A l'heure actuelle, ce point de vue est généralement admis et on estime que des mesures complémentaires peuvent être requises dans ces cas, en étroite collaboration avec la politique de la banque centrale. L'arme fiscale de l'excédent budgétaire est bien connue et, depuis la guerre, elle a été utilisée avec succès en Grande-Bretagne dans certaines circonstances. Lorsqu'une économie possède un secteur public développé, le gouvernement peut user de ses droits ou de son influence pour ralentir l'investissement dans ce secteur. Dans certains pays, notamment en Grande-Bretagne, et, durant une certaine période après la guerre, aux Etats-Unis, on a également eu recours à une réglementation des conditions du crédit au consommateur. Il se peut également qu'une action directe — les taux d'intérêt mis à part — puisse être exercée sur l'utilisation de capitaux par les autorités locales.

Lorsque la demande est trop faible, de sorte que la production de l'économie reste inférieure à sa pleine capacité, toutes ces mesures peuvent être appliquées (en sens contraire) afin d'augmenter la demande effective globale.

Notons que la « pression inflationniste » a été définie comme une situation dans laquelle la quantité globale des biens et services demandés dépasse la quantité que l'économie serait normalement en mesure de produire. Cette définition est exprimée en termes de la demande; l'inflation des coûts est différente et sera étudiée plus loin. Soulignons que, selon cette définition, une pression inflationniste ne se manifeste que lorsque les commandes dépassent les possibilités de production; en d'autres mots, les commandes peuvent être trop élevées. Il est à noter que la production même ne peut pas être trop élevée. Les mesures restrictives, qualifiées de « désinflation », ne peuvent pas avoir pour but de réduire la production. L'objectif de l'économie est de produire, et il

serait absurde de poursuivre une politique visant à diminuer la production au-dessous d'un niveau qui n'est pas seulement potentiel, mais qui est effectivement atteint. On pourrait prétendre que l'emploi peut être trop élevé pour réaliser une production efficiente parce que les firmes qui ont un plus grand besoin de main-d'œuvre sont alors dans l'impossibilité d'enlever des travailleurs à d'autres firmes dont les besoins sont moindres, et parce que ceci provoquerait d'importants déplacements, peu économiques, de travailleurs qui abandonnent trop facilement leur emploi et vont d'un endroit à l'autre, au gré de leur fantaisie. Ce problème revêt cependant un autre aspect. Un degré d'emploi jugé excessif n'implique pas nécessairement que la production soit trop élevée. Au contraire, l'argument est que si le degré d'emploi était moindre, la production serait encore plus importante.

En tout cas, il faut admettre que des mesures visant à éliminer une demande dépassant la capacité de production de l'économie peuvent avoir l'effet indirect de provoquer, en fait, une réduction de la production. Les Américains ont trouvé une expression appropriée pour ce phénomène : *rolling readjustment*. Une telle diminution de la production n'est nullement souhaitable et elle ne pourrait être tolérée que pendant une très courte période. En fait, il est probable que, sauf en temps de guerre ou dans le cas d'un programme de défense très important, un excédent de la demande pourrait être éliminé dans un délai relativement bref par l'application de mesures comme celles qui ont été spécifiées ci-dessus. Des mesures monétaires seules suffiront souvent si les forces inflationnistes ne sont pas trop puissantes.

Une demande excédentaire n'influence pas seulement les prix des produits finis demandés, mais elle se répercute à travers tout le processus économique. En effet, les biens se trouvant à l'autre extrémité de l'échelle de production des produits finis, notamment les matières premières, peuvent être les premiers et le plus fortement influencés. En effet, ils sont sensibles aux fluctuations de la demande, tandis que les prix des produits finis dépendent souvent de la gestion des firmes qui sont adversaires de fréquentes modifications de leurs prix, et préfèrent laisser s'accumuler les commandes non exécutées, plutôt que d'augmenter leurs prix jusqu'au niveau que le marché peut supporter momentanément. La tendance haussière des prix peut également exercer une influence sur les salaires, à la fois parce que, dans les conditions décrites ci-dessus, une pénurie de main-d'œuvre est très probable et que toute hausse du coût de la vie provoquera des revendications salariales.

La politique monétaire, définie à l'aide de la notion de « demande effective globale », doit tendre à maintenir les commandes à un niveau approprié, c'est-à-dire au niveau auquel l'économie peut normalement les satisfaire. Ceci implique le « plein emploi ». On peut rétorquer que même si les com-

mandes atteignent ce niveau idéal et que l'on ne demande pas à l'économie d'aller au-delà de ses moyens, le plein emploi seul peut inciter les travailleurs à revendiquer des augmentations de salaires qui dépassent l'accroissement normal de la productivité. Il suffit que l'économie ait atteint le plein emploi et que celui-ci reste vraisemblablement à ce niveau, pour inciter les salariés à des revendications excessives; en outre, du fait que l'ampleur de la demande exige une rotation maximum et que les bénéficiaires atteignent vraisemblablement un niveau satisfaisant, les employeurs sont trop enclins à satisfaire les revendications salariales, car ils préfèrent éviter des difficultés ou des suspensions de travail. Par contre, en période de stagnation des affaires, une grève peut même être profitable, parce qu'elle permet d'arrêter certains frais généraux pendant que la grève se poursuit.

Si tout cela est vrai, le seul fait d'éviter un excès de commandes par rapport au potentiel d'offre peut ne pas suffire à assurer la stabilité monétaire. Les prix peuvent hausser, non pas en raison d'une demande excessive, mais parce que les coûts augmentent, et ces derniers peuvent monter non pas à cause d'une demande de main-d'œuvre dépassant l'offre, mais parce que les revendications de la main-d'œuvre peuvent devenir démesurées quand l'offre et la demande sont en équilibre. Les salaires ne sont pas déterminés par des démarcheurs ou des courtiers dans un marché organisé, mais par des procédés tels que les négociations collectives. Le seul fait qu'il n'y ait pas de demande excédentaire ne garantit nullement qu'un salaire trop élevé ne soit pas demandé ni accordé.

D'aucuns estiment que les autorités monétaires, en collaboration avec d'autres dirigeants de la politique économique, devraient user de leur influence afin d'assurer un certain sous-emploi. Cette action serait diamétralement opposée à une politique de croissance économique, comme on le verra ci-après. Si une crise de l'ampleur de celle des années 1930 peut entraîner une diminution des revendications salariales, il n'est pas absolument certain qu'un degré modéré de chômage aurait le même effet. Il est difficile d'établir, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pendant les dernières années, une corrélation étroite entre le degré d'activité et d'emploi, d'une part, et le rythme d'augmentation des salaires, d'autre part.

Indépendamment de l'effet du plein emploi sur les revendications salariales, on constate à cet égard un phénomène de première importance : un relâchement économique produit un effet inverse sur le mouvement inflationniste. Il est certain que pendant la période d'après-guerre en Grande-Bretagne — et ce cas peut également s'appliquer à d'autres pays —, un relâchement de la demande n'a pas eu comme principal effet d'augmenter le chômage, mais de créer un sous-emploi à l'intérieur des usines. Cette situation peut s'expliquer par les trois facteurs suivants :

1) de nos jours, les employeurs sont peut-être plus conscients de leur devoir social, ce qui les incite à ne pas licencier du personnel s'ils peuvent l'éviter. Il n'est pas extraordinaire d'entendre un industriel britannique se vanter d'avoir traversé une période de relâchement économique sans avoir été obligé de licencier un seul ouvrier;

2) le pouvoir des syndicats et des *shop stewards* s'accroît; ils sont en mesure de créer plus de difficultés qu'autrefois au cas où les travailleurs sont mis en chômage;

3) depuis la guerre, l'offre de main-d'œuvre a été fort réduite par rapport à la période d'avant-guerre, et ce fait suffit à rendre les employeurs réticents à licencier du personnel lorsque la tension se relâche, de crainte de ne pouvoir le réengager quand ils en auront réellement besoin, lors de la reprise des affaires.

Le sous-emploi à l'intérieur des usines fait monter inévitablement les coûts unitaires de la production. Aussi une pause de l'économie peut-elle obliger les producteurs à des majorations de prix qu'ils auraient pu éviter si leur entreprise avait travaillé à plein rendement. Cette réaction inverse d'une demande insuffisante, provoquant une inflation plus forte des prix, est un phénomène d'une extrême importance. Il y a lieu de noter que, dans cette perspective, deux causes distinctes sont agissantes :

1) les coûts unitaires augmentent parce que la main-d'œuvre engagée n'est pas utilisée pleinement, même s'il n'y a pas eu formellement un chômage partiel;

2) une répartition des frais généraux sur une base plus étroite peut faire augmenter les frais par ouvrier.

Le tableau ci-après montre clairement qu'en Grande-Bretagne le coût unitaire de la main-d'œuvre a moins augmenté pendant les périodes d'expansion, lorsque la demande était soutenue, que pendant les

### Activité et coûts en Grande-Bretagne

(Variations en pour cent par rapport à l'année précédente)

	I Production manufac- turière	II Production par personne employée	III Taux de base du salaire hebdo- madaire	IV Coûts unitaires de la main- d'œuvre (déduits de II et III)
1955 .....	+ 6,0	+ 4,0	+ 6,9	+ 2,8
Période de restrictions	1956 .....	0,0	+ 8,0	+ 9,0
	1957 <sup>1</sup> .....	+ 2,0	+ 2,0	+ 5,0
	1958 .....	- 1,0	0,0	+ 3,7
1959 .....	+ 6,6	+ 6,6	+ 2,7	- 3,8
1960 .....	+ 7,9	+ 3,6	+ 2,5	- 1,3
Période de restrictions	1961 Mai .....	+ 1,6	0,0	+ 3,6

<sup>1</sup> Le début de 1957 fut une période de relâchement partiel des restrictions, notamment jusqu'au moment où la dévaluation du franc français et les rumeurs concernant la réévaluation du deutsche mark avaient ébranlé la livre sterling et fourni aux autorités l'occasion d'appliquer une politique de déflation.

périodes durant lesquelles les autorités ont imposé des mesures restrictives et l'activité économique restait au-dessous de sa pleine capacité.

Le tableau ne remonte pas au-delà de 1954, puisque la dévaluation de la livre sterling en 1949 avait exercé jusqu'à ce moment une très grande influence sur les tendances inflationnistes en Grande-Bretagne.

En considérant les problèmes de croissance économique, nous ne devons pas nous préoccuper de la croissance qui résulte de l'augmentation numérique de la population active. Nous nous intéresserons plutôt à la croissance de la production par habitant. A cet égard, il y a une grande différence entre les problèmes des pays développés et ceux des pays en voie de développement. Dans ces derniers, un état de stagnation peut exister, non seulement à cause de l'absence de toute perspective d'augmentation de la demande, mais également parce qu'ils éprouvent des difficultés à élargir les cadres de spécialistes de tout genre indispensables à la mise en application de méthodes de production plus modernes. Un développement insuffisant du personnel qualifié peut également créer des difficultés dans les pays développés, mais il ne semble pas qu'elles revêtent une importance primordiale, sauf pendant des périodes exceptionnelles.

Dans les pays développés, l'accroissement de la production par habitant est dû à la mise en œuvre de découvertes technologiques récentes et à l'application d'idées nouvelles, notamment celles relatives à la répartition de la main-d'œuvre. Parmi les conditions indispensables à la croissance, il faut citer un rythme de progrès technique et d'idées nouvelles suffisant ainsi qu'un esprit d'initiative satisfaisant de la part des producteurs et commerçants. Mais ceci n'est qu'un aspect de la question. Souvent, la façon d'agir la plus avantageuse pour un producteur est de suivre les sentiers battus, *sauf s'il prévoit un élargissement de son marché*. Ce sont les perspectives d'un marché en expansion qui donnent aux producteurs l'occasion et le stimulant pour améliorer et moderniser leurs moyens de production. De telles améliorations entraînent souvent des dépenses d'investissement et, ce qui est plus important, soulèvent de sérieux problèmes de réorganisation des installations et de répartition des effectifs disponibles du personnel dirigeant aussi bien que de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Dans un marché stationnaire, les difficultés que susciteraient de telles mesures ne seraient pas en proportion des résultats. Par ailleurs, il faut pouvoir envisager les premières années à venir avec une certaine confiance en étant sûr que la situation favorable du marché persistera assez longtemps pour récupérer les dépenses effectuées dans l'exécution des projets de modernisation.

Les autorités monétaires ne peuvent nuire à la croissance économique si elles se bornent à neutraliser l'excès de la demande par rapport aux possibilités raisonnables de l'offre. Soulignons toutefois qu'elles ne peuvent en faire autant pour chaque

industrie séparément, puisque dans une économie en expansion il est inévitable que certains secteurs connaissent une expansion plus rapide que d'autres; certains peuvent même décliner, tandis que les secteurs en expansion se heurteront à des goulots d'étranglement. Cependant, si les autorités font plus que neutraliser la demande excédentaire, elles entraveront gravement la croissance économique.

On résiste difficilement à la tentation de tirer la conclusion suivante du tableau relatif à la Grande-Bretagne reproduit ci-contre. Pendant quatre années sur sept, des mesures restrictives ont été appliquées. Bien que certaines industries aient progressé considérablement, une vue générale révèle que l'investissement et la modernisation ont été nettement découragés par les restrictions. Pendant la plus grande partie des quatre années de restrictions, la moyenne générale de la production par personne n'a nullement augmenté; étant donné que les industries se sont largement rééquipées pendant cette période, il faut admettre que les personnes travaillant dans de nombreux secteurs ont connu un degré important de sous-emploi. Le seul fait qu'après la levée des restrictions, en 1958, la production par personne ait augmenté de 10 p.c. (la période effective d'augmentation ne comprenait qu'environ quinze mois), prouve que la production aurait pu être plus importante durant les années de restrictions précédentes. En conclusion, on peut émettre la suggestion que ce furent les restrictions mêmes plutôt qu'un manque d'énergie de la part des chefs d'entreprises, qui sont à l'origine du taux de croissance si bas en Grande-Bretagne pendant ces sept années. Il ne sert à rien d'avoir de l'énergie si les débouchés font défaut; et les débouchés faisaient défaut, parce leur expansion était freinée par des mesures politiques délibérées. Les pays de l'Europe continentale qui connaissaient des taux de croissance satisfaisants pendant cette période n'avaient pas été handicapés par une telle politique déflationniste officielle.

Il ne suffit pas que la politique ne soit pas déflationniste; les chefs d'entreprises doivent avoir la certitude qu'elle ne sera pas déflationniste dans les années à venir. Il n'y a eu que de brefs intervalles pendant lesquels les entrepreneurs britanniques pouvaient avoir une telle certitude.

C'est une erreur de croire que, si l'économie est fréquemment soumise à des restrictions pendant des périodes assez longues, le retard peut être rattrapé durant les périodes de plus forte expansion. L'investissement est, dans une certaine mesure, une opération continue. De nombreux producteurs en Grande-Bretagne avaient sans doute repris courage, lors de la reprise, pendant l'automne de 1958, d'une politique d'expansion. D'autres peuvent avoir eu besoin d'une période de certitude plus prolongée. Les hésitants eurent à peine le temps de faire des projets, qu'une nouvelle période de restrictions était annoncée. Il s'agit, ici, des mesures restrictives de 1960 plutôt que des nouvelles dispositions entrées en vigueur en juillet 1961.

La production britannique a été entravée par des pratiques restrictives de la part de la main-d'œuvre. On sait que des pratiques similaires existent dans d'autres pays, et il est malaisé d'en comparer l'incidence. Une modification de ces pratiques aurait certainement une influence salubre sur l'économie britannique, et sans doute, également, sur l'économie de tout autre pays. Des périodes de sous-emploi sont extrêmement nuisibles à cet égard. L'amélioration d'une méthode de production exige souvent une nouvelle répartition de la main-d'œuvre dans l'usine. Elle peut même rendre une partie de la main-d'œuvre excédentaire. La situation du travailleur est encore trop instable, pour qu'il ne craigne pas un état de choses. Mais sa crainte s'accroît sensiblement s'il se rend compte que, même en dehors de toute amélioration ou regroupement, il existe déjà un véritable sous-emploi de la main-d'œuvre à l'usine. Le seul fait que les employeurs soient bienveillants et évitent autant que possible de licencier du personnel, ne sert pas à grand-chose. Lorsqu'une usine travaille au-dessous de sa capacité, les travailleurs qui y sont occupés ne l'ignorent pas, et ils savent également que si les choses se gâtent encore quelque peu, les employeurs, aussi bienveillants soient-ils, seront obligés de licencier du personnel. Le fléau du chômage les guette. Dans de telles circonstances, la méfiance instinctive des ouvriers à l'égard de tout changement susceptible de provoquer un excédent de main-d'œuvre, sera renforcée. Leur volonté de ne pas abandonner les pratiques restrictives en sera redoublée.

Aussi peut-on opposer au point de vue selon lequel le plein emploi effectif peut provoquer des revendications salariales, ce qui n'est pas établi, deux facteurs incontestables : 1) le sous-emploi dans les usines fait monter les coûts unitaires; 2) le travail au ralenti rend les ouvriers plus réfractaires à la modernisation et à l'abandon de pratiques restrictives.

La crainte que la politique tendant à assurer une croissance maximum ne conduise à une inflation des salaires, est assez répandue. Elle a vraisemblablement influencé la politique des Etats-Unis durant l'hiver de 1959-1960, et elle est responsable du fait que le redressement succédant à la récession de 1958-1959 ait été, malheureusement, faible et de courte durée. On peut donc tirer une leçon générale de ce qui précède. Il faut admettre que, dans le cas de la Grande-Bretagne, la politique de restrictions excessives avait également été influencée par la situation de la balance extérieure des paiements, particulièrement après l'hiver de 1959-1960. Jusqu'à cette époque, la balance extérieure britannique avait été favorable pendant un certain nombre d'années, mais pas suffisamment pour permettre d'investir à l'étranger tous les montants jugés souhaitables.

Actuellement, il paraît probable que la plus grande partie du déficit de 1960 était due à la constitution de stocks, mais il s'est aussi produit une évolution

défavorable en Grande-Bretagne dans deux rubriques, à savoir : 1) les importations de produits finis et 2) les opérations invisibles. Les chiffres postérieurs à ceux de mars 1961, indiquent une régression des importations autres que celles de produits finis; si, en 1961, elles peuvent avoir été quelque peu au-dessous de la normale, dans l'ensemble, l'importation de cette catégorie de produits, due à la constitution de stocks, s'était sensiblement accélérée en 1960. Mais les importations de produits finis ont continué à s'accroître en 1961. Elles constituent donc le point crucial du problème britannique. La raison de la forte augmentation des entrées de cette catégorie de produits, qui a débuté en 1959, est sans nul doute la libération des importations. Il est vrai que seulement une partie limitée de cet accroissement s'explique par la suppression de restrictions antérieures à 1959, qui était plus ou moins associée à un retour à la convertibilité officielle de la livre sterling. Il y a cependant des raisons de penser que les libérations antérieures n'ont pas fait sentir immédiatement leur plein effet, partiellement du fait que la demande britannique n'était pas très soutenue, comme on l'a vu dans le tableau, mais surtout parce que vers le milieu des années 1950, les exportateurs en puissance désireux de vendre leurs produits en Grande-Bretagne connaissaient des pressions inflationnistes dans leur propre pays, et n'étaient pas parvenus à explorer, avant 1959, toutes les possibilités du marché britannique qui leur avait été ouvert depuis peu.

Dans ces conditions et alors que la trame des événements commençait à se dessiner nettement, j'estimais que la Grande-Bretagne aurait dû réimposer certaines restrictions à l'importation, comme mesure temporaire, jusqu'au moment où les exportations auraient augmenté suffisamment. L'évolution passée des exportations permettait un relâchement progressif des restrictions et la Grande-Bretagne aurait été en mesure de traverser plus aisément sa récente période de difficultés, s'il n'y avait eu une régression simultanée des exportations invisibles à concurrence d'environ 200 millions de livres par an. Une partie de cette perte pourrait être récupérée si le taux d'escompte était abaissé.

L'idée de réimposer des restrictions à l'importation, même temporairement, fut très mal accueillie. Cette décision aurait sans doute été une mesure rétrograde. Elle n'aurait probablement pas été contrecarrée, comme certains l'affirment, par des mesures de représailles, puisque la Grande-Bretagne avait un motif évident, à savoir la position de sa balance des paiements, qui aurait pu être invoquée au G.A.T.T., alors que les pays lésés, autres que les Etats-Unis, n'auraient pu user de représailles sans violer les principes du G.A.T.T. Les Etats-Unis, qui ont traversé leur période de déficits tout en montrant une grande compréhension des problèmes des autres pays, n'auraient vraisemblablement pas pris des mesures de rétorsion si les interventions britanniques ne comportaient pas de discrimination vis-à-vis des

produits américains; un arrangement dans ce sens aurait certainement pu être trouvé.

Nous aboutissons ainsi à une question de priorités. Il me semble que, pour tous les pays développés, la première devrait être de promouvoir la croissance économique. La question des restrictions à l'importation revêt une importance secondaire. En Grande-Bretagne, on adopte le point de vue opposé. J'estime que les pays industriels développés devraient fermement se mettre d'accord sur la priorité absolue à donner à une politique de croissance.

On a affirmé que la réimposition temporaire de restrictions à l'importation doit être condamnée comme une mesure contraire aux relations de bon voisinage. En réalité, cette affirmation n'est pas valable. Le principal résultat de la politique de stagnation que la Grande-Bretagne s'est imposée, a été une réduction des importations autres que celles de produits finis. Lorsque la Grande-Bretagne est obligée de redresser sa balance, le reste du monde est fatalement lésé dans la même proportion, tout comme les autres pays le sont par des mesures identiques aux Etats-Unis. Il importe surtout de savoir qui est lésé. Une politique de restrictions temporaires aux importations de produits finis qui, du point de vue britannique, ne sont pas strictement indispensables, affecterait principalement les pays développés fournisseurs de ces produits; or, ceux-ci sont parfaitement capables de sauvegarder leurs intérêts. La politique tendant à réduire les importations totales d'autant, notamment par une déflation et un freinage de la production intérieure, toucherait ceux qui fournissent les matières premières à l'industrie. Sur le plan mondial, il est plus grave de léser les producteurs de matières premières que les producteurs de produits finis, puisqu'un manque de recettes dans le chef des premiers aura des effets cumulatifs.

N'ayant pas imposé de restrictions aux importations, la Grande-Bretagne a été obligée d'emprunter considérablement à l'étranger, d'abord en 1960, en maintenant un taux d'escompte élevé et, ensuite, pour consolider sa dette, par l'exercice de son droit de tirage sur le Fonds Monétaire International. Ce dernier emprunt n'était destiné qu'accessoirement à faire face à un déficit futur, vraisemblablement très réduit, mais servait surtout de garantie contre le retrait éventuel des fonds à court terme qui avaient été attirés pendant l'année précédente. En pareille occasion, les autorités du Fonds Monétaire International aiment à voir le pays emprunteur prendre des mesures pour rétablir l'équilibre de sa balance des paiements. On ne peut douter que c'était partiellement — mais non uniquement — pour répondre à ce désir, que le Chancelier britannique a pris une nouvelle série de mesures en juillet 1961.

Une fois de plus, la politique de croissance est reléguée au second plan. Depuis le milieu de 1960, l'économie britannique travaille au-dessous de sa capacité. En juillet 1961, de nouvelles mesures,

d'une portée relativement étendue, étaient instaurées afin de réduire la demande.

D'autre part, le Chancelier a proposé une politique à long terme qui mérite d'être bien accueillie. Il s'est appliqué sérieusement à amener les employeurs et les travailleurs à faire preuve d'une bonne volonté réciproque dans la réalisation d'une politique salariale plus rationnelle. Espérons que cette politique tendra également à mettre fin aux pratiques restrictives des travailleurs. En vue, notamment, de s'assurer la compréhension des travailleurs, il a laissé entrevoir l'élaboration d'un plan à long terme prévoyant l'augmentation du revenu national et des investissements à laquelle seraient liées les augmentations de salaires qu'il serait possible d'accorder sans provoquer une inflation des coûts. Jusqu'ici tout va bien.

Soulignons qu'étant donné les habitudes démocratiques régnant en Grande-Bretagne, un tel plan n'aurait de chance de réussir que si l'on pouvait compter sur la bonne volonté des deux partenaires de l'industrie. Il a été jugé souhaitable de lier le projet d'une politique salariale à long terme plus rationnelle à une « pause » salariale à court terme, ce qui impliquait des propositions tendant à suspendre l'arbitrage traditionnel et les autres procédures de fixation des salaires. On peut craindre que ces propositions ne diminuent les chances de s'assurer la compréhension des travailleurs de l'industrie, essentielle à l'élaboration d'une politique à long terme.

En outre, la nouvelle vague de mesures déflationnistes, en provoquant une extension du sous-emploi, ne pourra guère, pour les raisons mentionnées ci-dessus, faciliter un arrangement avec les travailleurs.

Il ne fait pas de doute que les mesures prises en juillet dernier auraient été orientées quelque peu différemment si les responsables étaient partis de l'idée que la croissance dans tous les pays industriels, y compris la Grande-Bretagne, devait être le premier but de leurs politiques respectives. Ajoutons que l'accroissement de la production des pays industriels est la meilleure méthode pour aider les pays en voie de développement, à l'égard desquels les premiers se reconnaissent de plus en plus un devoir.

Revenons-en finalement à la politique monétaire. Les autorités monétaires de chaque pays devraient faire comprendre aux dirigeants de la politique économique de leur pays que leur rôle dans la répression de l'inflation des prix doit être limité. Lorsque la demande dépasse manifestement la capacité de production du pays, il est de leur devoir de prendre des mesures appropriées afin d'éponger la demande excédentaire. Mais il ne leur appartient pas et il leur est impossible d'empêcher une inflation dans la mesure où celle-ci est due à des augmentations excessives de salaires dans des conditions où il n'y a pas de pression inflationniste du côté de la demande. Ainsi, les compétences et les responsabilités peuvent être délimitées nettement. Une telle clarification est essentielle si les pays industriels veulent, comme il se doit, maintenir un taux de croissance maximum.



## LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AU PREMIER SEMESTRE DE 1961

Les dépenses d'importations de marchandises et les recettes d'exportations correspondantes se sont accrues au premier semestre de 1961 par rapport à la moyenne semestrielle de l'année 1960. D'une période à l'autre, la progression des dépenses a été supérieure à celle des recettes, mais l'évolution de ces dernières a été freinée dans les premiers mois de 1961 par les grèves survenues en Belgique à la fin de 1960 et au début de 1961. Cette détérioration du solde des exportations et des importations a été partiellement compensée par un accroissement du boni au titre des autres opérations sur marchandises.

Les opérations de transports se sont soldées par un déficit de 0,6 milliard au premier semestre de 1961 contre un boni de 1,2 milliard en 1960. Ce renversement s'explique par l'action conjuguée de deux facteurs : d'une part, une diminution des recettes en provenance du Congo, d'autre part, un accroissement des dépenses de l'U.E.B.L. en liaison avec la progression des importations de marchandises.

La rubrique déplacements à l'étranger s'est clôturée au premier semestre de 1961 par un déficit excédant de 1 milliard celui du semestre correspondant de 1960. L'aggravation de ce déficit est exclusivement imputable à un accroissement des dépenses. L'ampleur de cette évolution est trop grande pour pouvoir être interprétée comme la seule résultante d'un développement du tourisme belge et luxembourgeois en dehors de l'U.E.B.L.; il est probable qu'elle provient aussi de ce que des dépenses recensées auparavant parmi les opérations non déterminées ont été enregistrées au premier semestre de 1961 sous la rubrique déplacements à l'étranger.

Le boni au titre des revenus d'investissements, qui avait été de 2,3 milliards pour l'année 1960, n'a plus atteint que 0,5 milliard au premier semestre de 1961. Cette régression s'explique en ordre principal par une augmentation des dépenses qui résulte surtout de ce que les revenus d'investissements payés par le secteur privé ont progressé; le montant des intérêts payés sur la dette extérieure de l'Etat belge a également augmenté, mais dans une moindre mesure. Les paiements en provenance du Congo forment habituellement la majeure partie des recettes de l'U.E.B.L.

au titre des revenus d'investissements. Pour le premier semestre de 1961, ils se situent au même niveau que la moyenne semestrielle de 1960; toutefois, comme, par suite de facteurs saisonniers, ces paiements sont habituellement plus importants au premier semestre qu'au second, les chiffres du premier semestre de 1961 indiquent en fait une baisse des revenus d'investissements en provenance du Congo.

Les apports d'économies de la part de Belges et d'étrangers installés au Congo constituent une fraction importante des recettes de transferts privés de l'U.E.B.L. Ces apports, qui avaient atteint, pour des motifs de précaution, un montant particulièrement élevé au premier semestre de 1960, ont diminué par la suite et se sont situés au premier semestre de 1961 au même niveau que le semestre précédent.

De la fin de décembre 1960 à la fin de juin 1961, les mouvements de capitaux de l'Etat se sont soldés par une sortie nette pour l'U.E.B.L. de 6,2 milliards. Ce montant résulte, à concurrence de 5 milliards, de la diminution de la dette en monnaies étrangères de l'Etat belge logée à l'étranger <sup>(1)</sup> et, à concurrence de 0,5 milliard, de la réduction de la dette en francs belges de l'Etat belge logée à l'étranger. Pour le surplus, on notera que, pendant le premier semestre de 1961, l'Etat belge a effectué des paiements pour 0,6 milliard au titre d'amortissements et d'intérêts sur la dette en monnaies étrangères que le Trésor congolais avait contractée à l'étranger sous la garantie de l'Etat belge.

Les mouvements de capitaux des organismes paraétatiques d'exploitation et de crédit se sont soldés, au premier semestre de 1961, par une entrée nette globale de 0,6 milliard. On relèvera notamment que les engagements envers l'étranger de la Société Nationale des Chemins de fer belges, de la Société Nationale des Distributions d'Eau et de l'Institut National de Crédit Agricole se sont accrues, tandis

(1) La dette en monnaies étrangères de l'Etat belge a augmenté au premier semestre de 1961, mais la partie de cette dette logée en Belgique a augmenté davantage encore, ce qui explique la diminution, signalée dans le texte, de la partie logée à l'étranger.



## Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(Milliards de francs)

	1er semestre 1960			2e semestre 1960			Année 1960			1er semestre 1961		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>A. Transactions sur biens et services :</b>												
1. Opérations sur marchandises <sup>1</sup> .....												
1.1 Exportations et importations f.o.b. <sup>2</sup> .....	80,0	78,9	+ 1,1	79,3	82,3	- 3,0	159,3	161,2	- 1,9	81,7	86,4	- 4,7
1.2 Travail à façon .....	1,6	0,5	+ 1,1	2,1	0,6	+ 1,5	3,7	1,1	+ 2,6	2,3	0,5	+ 1,8
1.3 Opérations d'arbitrages (nettes) .....	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	0,6	—	+ 0,6	1,2	—	+ 1,2
2. Or non monétaire .....	0,5	0,5	...	0,5	1,1	- 0,6	1,0	1,6	- 0,6	0,2	0,6	- 0,4
3. Transports <sup>2</sup> .....	6,4	5,0	+ 1,4	5,5	5,7	- 0,2	11,9	10,7	+ 1,2	5,1	5,7	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances .....	0,7	1,1	- 0,4	0,6	1,1	- 0,5	1,3	2,2	- 0,9	1,0	1,1	- 0,1
5. Déplacements à l'étranger <sup>1</sup> .....	2,1	2,5	- 0,4	3,4	4,4	- 1,0	5,5	6,9	- 1,4	2,1	3,5	- 1,4
6. Revenus d'investissements .....	5,9	3,5	+ 2,4	3,0	3,1	- 0,1	8,9	6,6	+ 2,3	5,0	4,5	+ 0,5
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	1,4	2,4	- 1,0	1,2	2,6	- 1,4	2,6	5,0	- 2,4	0,9	2,2	- 1,3
8. Autres .....	8,0	5,4	+ 2,6	8,0	5,2	+ 2,8	16,0	10,6	+ 5,4	7,7	5,4	+ 2,3
<b>Total des transactions sur biens et services .....</b>	<b>107,0</b>	<b>99,8</b>	<b>+ 7,2</b>	<b>103,8</b>	<b>106,1</b>	<b>- 2,3</b>	<b>210,8</b>	<b>205,9</b>	<b>+ 4,9</b>	<b>107,2</b>	<b>109,9</b>	<b>- 2,7</b>
<b>B. Transferts :</b>												
9. Transferts privés .....	2,4	0,4	+ 2,0	1,7	0,6	+ 1,1	4,1	1,0	+ 3,1	1,8	0,4	+ 1,4
10. Transferts de l'Etat .....	...	1,7	- 1,7	...	0,8	- 0,8	...	2,5	- 2,5	...	...	...
<b>Total des transferts .....</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>4,1</b>	<b>3,5</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>0,4</b>	<b>+ 1,4</b>
<b>C. Mouvement des capitaux :</b>												
11. Etat .....	4,1	5,0	- 0,9	7,1	3,0	+ 4,1	11,2	8,0	+ 3,2	0,4	6,6	- 6,2
12. Autres pouvoirs publics .....	1,5	...	+ 1,5	0,2	...	+ 0,2	1,7	...	+ 1,7	...	...	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	0,1	- 0,1	0,9	0,4	+ 0,5
14. Organismes paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	0,5	0,4	+ 0,1
15. Autres .....												
15.1 Court terme (net) .....	—	1,3	- 1,3	1,5	—	+ 1,5	0,2	—	+ 0,2	0,1	—	+ 0,1
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières .....	4,7	6,1	- 1,4	4,2	6,8	- 2,6	8,9	12,9	- 4,0	7,1	9,6	- 2,5
15.3 Autres (nets) <sup>1</sup> .....	—	0,1	- 0,1	1,4	—	+ 1,4	1,3	—	+ 1,3	2,2	—	+ 2,2
<b>Total du mouvement des capitaux .....</b>	<b>10,3</b>	<b>12,5</b>	<b>- 2,2</b>	<b>14,5</b>	<b>9,9</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>23,4</b>	<b>21,0</b>	<b>+ 2,4</b>	<b>11,2</b>	<b>17,0</b>	<b>- 5,8</b>
<b>D. Opérations non déterminées <sup>1</sup> .....</b>	<b>0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>- 1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>- 1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>3,7</b>	<b>- 2,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>- 0,8</b>
<b>E. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>0,9</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>—</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,3</b>
<b>Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....</b>	<b>121,0</b>	<b>115,9</b>	<b>+ 5,1</b>	<b>121,2</b>	<b>120,1</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>240,3</b>	<b>234,1</b>	<b>+ 6,2</b>	<b>121,2</b>	<b>128,8</b>	<b>- 7,6</b>

<sup>1</sup> Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

<sup>2</sup> La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation de marchandises.

que, dans le même laps de temps, ceux de la Régie des Télégraphes et des Téléphones ont diminué.

Les transactions identifiées en valeurs mobilières se sont clôturées par une sortie nette de capitaux de 2,5 milliards au premier semestre de 1961, mais celle-ci a été compensée, à concurrence de 2,2 milliards, par des entrées nettes au titre des mouvements des « autres capitaux » (rubrique 15.3).

Finalement, les avoirs extérieurs nets de l'ensemble des organismes monétaires de l'U.E.B.L., qui avaient augmenté de 1,1 milliard de la fin de juin à la fin de décembre 1960, ont diminué de 7,6 milliards au premier semestre de 1961. Cette diminution doit être attribuée aux grèves de décembre 1960-janvier 1961, qui ont freiné les exportations, et surtout au déficit du mouvement des capitaux de l'Etat. Rappelons que ce déficit ne résulte pas d'une diminution de la dette en monnaies étrangères de l'Etat, mais de ce que les banques belges ont absorbé à la fois l'augmentation de cette dette et une partie de ladite dette placée antérieurement à l'étranger. Pour financer leurs souscriptions, les banques se sont endettées envers leurs correspondants étrangers. De ce fait, la diminution des avoirs extérieurs nets de 7,6 milliards, signalée plus haut, se retrouve à concurrence de 10,5 milliards dans les banques, alors que les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale

et des organismes publics monétaires ont progressé de 2,9 milliards (1).

---

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici comment une augmentation de la dette en monnaies étrangères de l'Etat est comptabilisée dans la balance des paiements. Deux cas principaux peuvent se présenter :

1) la dette nouvelle est placée à l'étranger; l'Etat vend à la Banque Nationale les monnaies étrangères que lui procure ce placement. La balance des paiements enregistre une entrée au titre du mouvement des capitaux de l'Etat et, en contrepartie, une augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale;

2) la dette nouvelle est souscrite par des banques belges; celles-ci financent cette souscription en s'endettant auprès de leurs correspondants étrangers; comme dans le premier cas, les monnaies étrangères que l'augmentation de la dette procure à l'Etat sont vendues par lui à la Banque Nationale. La souscription de la dette nouvelle par les banques belges n'est pas enregistrée dans la balance des paiements; il s'agit, en effet, d'une transaction entre résidents, alors que le poste « mouvement des capitaux » de la balance, comme d'ailleurs tous les autres postes, enregistre uniquement les transactions des résidents avec les non-résidents. Par contre, l'endettement contracté par les banques belges envers leurs correspondants étrangers apparaît dans la balance des paiements, où il constitue une diminution des avoirs extérieurs nets de ces banques. Cette diminution a comme contrepartie l'augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale qui résulte de la vente à celle-ci par l'Etat des monnaies étrangères provenant de l'augmentation de la dette. En d'autres termes, la souscription par les banques belges d'une dette en monnaies étrangères de l'Etat ne se traduit, dans la balance des paiements, que par une modification de la répartition des avoirs extérieurs nets entre les divers organismes monétaires.

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de septembre 1961. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE — BANQUE

Banque du Congo belge, 1909-1959. (*L. Cuypers, Bruxelles, 1959, 207 p.*)

Statistiques financières et monétaires. Note méthodologique. (*Bulletin général de Statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 9, 1961, pp. 7-17.*)

## 3. PRIX — SALAIRES

Enquête sur les salaires dans l'industrie belge. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, XLVII, nos 7-8, juillet-août 1961, pp. 1.210-1.227.*)

## 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

BAUDUIN E., Pourquoi, d'un mois à l'autre, de telles différences dans le produit des impôts directs ? (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XXXVII, n° 373, août-septembre 1961, pp. 1.396-1.415.*)

HEPERS V., Un impôt temporaire ... qui a la vie dure ! (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XXXVII, n° 373, août-septembre 1961, pp. 1.434-1.481.*)

PIRAUX M., La fraude fiscale. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XXXVIII, n° 7, septembre 1961, pp. 537-548.*)

## 7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ALTMAN O., Aussenmärkte für Dollar, Pfunde und andere Währungen. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort sur-le-Main, n° 18, 15 septembre 1961, pp. 878-880.*)

HAWTREY R., The Pound at Home and Abroad. (*Longmans, Londres, 1961, 212 p.*)

International Development Lending Institutions. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLIII, n° 9, septembre 1961, pp. 156-161.*)

LANGEVELD W., Monetaire hervormers. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLVI, n° 2.305, 27 septembre 1961, pp. 904-907.*)

TRAUTMANN W., Zenophon Zolotas und die internationale Liquidität. (*Der Volkswirt, Francfort sur-le-Main, XV, n° 35, 2 septembre 1961, pp. 1.850-1.852.*)

## 9. INTEGRATION EUROPEENNE

De vrijmaking van het kapitaalverkeer in de E.E.G. (*Amsterdamsche Bank, Economisch kwartaaloverzicht, Amsterdam, n° 133, 1961, pp. 72-80.*)

Où en est le Marché commun ? (*Communautés européennes, Paris, 1961, 48 p.*)

## 10. GENERALITES

de BARSY E., Les techniques financières, source de force institutionnelle. (*Res Publica, Bruxelles, III, 1961, n° 3, pp. 229-242.*)

La petite et moyenne entreprise dans l'économie belge. Carte économique. 1. Eléments de base de la carte économique. 2. La concentration. (*Centre national pour l'expansion économique des petites et moyennes entreprises, Bruxelles, 1960-1961, 2 vol., 109-125 p.*)

MASOIN M., Les instruments de la politique économique. (*Res Publica, Bruxelles, III, 1961, n° 3, pp. 197-204.*)

SIMONET H., Planification et politique économique. (*Socialisme, Bruxelles, VIII, n° 47, septembre 1961, pp. 535-556.*)

YAKEMTCHOUK R., L'industrialisation régionale. (*Rayonne et fibres synthétiques, Bruxelles, XVII, n° 9, septembre 1961, pp. 897-904.*)

# LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

## II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

### Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Décision du Conseil concernant des modifications aux règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (Moniteur du 4 septembre 1961, p. 6.879).

#### Accord additionnel

conclu par échange de lettres datées à Paris les 2 mai et 7 juillet 1961, en exécution du paragraphe III de l'acte final annexé à la Convention entre la Belgique et la France, pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, signés à Bruxelles le 16 mai 1931 (Moniteur du 5 septembre 1961, p. 6.888).

### Loi du 30 août 1961

contenant le budget du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre-Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Culturelles pour l'exercice 1961 (Moniteur du 11 septembre 1961, p. 7.012).

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1961 afférentes au budget du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre-Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Culturelles (...) des crédits s'élevant à la somme de 891.807.000 francs.

### Loi du 30 août 1961

contenant le budget du Ministère des Affaires Africaines pour l'exercice 1961 (Moniteur du 22 septembre 1961, p. 7.218).

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1961 afférentes au Ministère des Affaires Africaines (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.000.000.000 francs.

### Arrêté royal du 8 septembre 1961

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 16 septembre 1961, p. 7.121).

### Arrêté royal du 11 septembre 1961

mettant à la disposition du Premier Ministre une somme de 750.000 francs, prélevée sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture (Moniteur du 23 septembre 1961, p. 7.265).

### Arrêté royal et arrêté ministériel du 25 septembre 1961

relatif à l'émission de l'emprunt 1961-1981 de 6 milliards de francs (Moniteur du 27 septembre 1961, p. 7.342).

Article 1<sup>er</sup>. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1961-1981 de 6 milliards de francs ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :  
5,25 p.c. l'an à partir du 9 octobre 1961 jusqu'au 8 octobre 1966;  
5,50 p.c. l'an à partir du 9 octobre 1966 jusqu'au 8 octobre 1971;  
5,75 p.c. l'an à partir du 9 octobre 1971 jusqu'au 8 octobre 1981.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable, à partir de la deuxième année (...).

Les obligations désignées par le tirage au sort sont remboursables (...):  
le 9 octobre des années 1963 à 1970 : au pair;  
le 9 octobre des années 1971 à 1975 : à 102,50 p.c.;  
le 9 octobre des années 1976 à 1980 : à 105 p.c.  
Les obligations non amorties avant le 9 octobre 1981 sont remboursables à cette date à 108 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :

le 9 octobre 1966, au pair de leur valeur nominale;  
le 9 octobre 1971, à 102,50 p.c. de leur valeur nominale;  
le 9 octobre 1976, à 105 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 9. — Les intérêts et la prime de remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Article 1<sup>er</sup>. — La souscription (...) sera clôturée dès que les souscriptions atteindront le capital nominal de 6 milliards de francs et au plus tard le 25 octobre 1961.

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 985 francs net par 1.000 francs de capital nominal; il est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

### III. — LEGISLATION AGRICOLE

#### Arrêté ministériel du 31 août 1961

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 septembre 1961, p. 6.954).*

### IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

#### Arrêté royal du 22 août 1961

*portant modification de certaines dispositions de la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil National des Charbonnages, ainsi que l'Institut National de l'Industrie Charbonnière (Moniteur du 12 septembre 1961, p. 7.027).*

Vu la loi du 13 août 1947, instituant le Conseil National des Charbonnages, ainsi que l'Institut National de l'Industrie Charbonnière.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957.

Considérant que l'Institut National de l'Industrie Charbonnière est classé dans la catégorie C des organismes soumis à la loi du 16 mars 1954; qu'il y a lieu d'apporter aux disposi-

tions légales relatives à cet Institut les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec ladite loi.

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 19 de la loi du 13 août 1947, instituant le Conseil National des Charbonnages, ainsi que l'Institut National de l'Industrie Charbonnière, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Le contrôle de l'Institut s'effectue conformément à la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

#### Arrêté royal du 23 août 1961

*déterminant les modalités de fonctionnement de l'Institut National de l'Industrie Charbonnière (Moniteur du 12 septembre 1961, p. 7.028).*

### V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

#### Loi du 20 juillet 1961

*modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, les lois relatives au contrat d'emploi coordonnées le 20 juillet 1955 et l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, en vue de promouvoir l'accueil des travailleurs dans l'entreprise (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.832).*

#### Arrêté royal du 14 septembre 1961

*rendant obligatoire la décision du 19 décembre 1960 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique, relative à la réduction de la durée du travail dans les entreprises artisanales de la transformation des métaux (Moniteur du 23 septembre 1961, p. 7.279).*

## IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

### Arrêté royal du 21 août 1961

rendant obligatoire la décision du 5 mai 1961 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Hainaut, fixant les salaires minimums pour la campagne 1961-1962, et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 14 septembre 1961, p. 7.069).

### Arrêté royal du 5 septembre 1961

rendant obligatoire la décision du 14 juin 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie céramique, fixant les salaires minimums et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, dans certains secteurs (Moniteur du 23 septembre 1961, p. 7.272).

### Arrêté ministériel du 8 septembre 1961

réglementant les prix du gaz fourni par la distribution publique (Moniteur du 16 septembre 1961, p. 7.122).

### Arrêté ministériel du 8 septembre 1961

complétant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 21 septembre 1961, p. 7.195).

### Arrêtés royaux du 14 septembre 1961

rendant obligatoires les décisions du 27 avril 1961 de la Commission paritaire nationale du transport, fixant le salaire minimum du personnel roulant des exploitations de services publics d'autobus et de services spéciaux d'autobus (Moniteur du 30 septembre 1961, p. 7.439).

### Arrêté royal du 14 septembre 1961

rendant obligatoire la décision du 7 juin 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, modifiant la décision du 25 mai 1960, de la même commission fixant les salaires minimums des travailleurs manuels occupés dans les scieries et le commerce du bois, rendue obligatoire par arrêté royal du 14 octobre 1960 (Moniteur du 30 septembre 1961, p. 7.441).

## X. — LEGISLATION SOCIALE

### (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

#### Loi du 17 juillet 1961

portant majoration des montants de la pension de retraite et de survie des ouvriers, employés et assurés libres (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.833).

#### Arrêté royal du 24 août 1961

fixant le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.835).

#### Arrêté royal du 24 août 1961

portant augmentation des pensions de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.836).

#### Arrêté royal du 24 août 1961

portant augmentation des prestations prévues aux articles 9 et 18 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.837).

#### Arrêté royal du 24 août 1961

modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1961, p. 6.838).

**Arrêté royal du 30 août 1961**

*portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 13 septembre 1961, p. 7.043).*

**Arrêté royal du 5 septembre 1961**

*modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 13 septembre 1961, p. 7.044).*

**Arrêté royal du 14 septembre 1961**

*rendant obligatoire la décision du 7 décembre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois modifiant sa décision du 8 juillet 1959 mettant en concordance les statuts du Fonds forestier avec la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence et modifiant les décisions des 24 août 1955 et 7 août 1957 de ladite commission (Moniteur du 23 septembre 1961, p. 7.276).*

**XI. — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE**

**Arrêté royal du 28 août 1961**

*relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux immeubles d'habitation, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1961 au 31 décembre 1961 (arrêté n° 38) (Moniteur du 16 septembre 1961, p. 7.126).*

---



# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1958	1959 <sup>2</sup>	1960 <sup>2</sup>
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.079	9.129	9.178
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.904	5.902	5.906
dont : Hommes .....	»	2.902	2.929	2.927	2.928
Femmes .....	»	2.948	2.975	2.975	2.978
Population active <sup>1</sup> :	Revue du Travail	3.481	3.512	3.501	3.504
dont : Agriculture .....	»	423	276	264	257
Industries extractives .....	»	191	168	161	131
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.194	1.174	1.203
Bâtiment et construction .....	»	197	240	242	241
Transports .....	»	243	248	244	240
Commerce, banques, assurances, et services .....	»	1.024	1.266	1.284	1.312
Chômeurs complets .....	»	92	120	142	120

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Chiffres pour la population active : provisoires.

**I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1948	1950	1951	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :										
a) Salaires et traitements .....	112,50	121,99	139,39	151,90	160,86	173,30	187,52	192,99	195,01	207,22
b) Rémunération des forces armées ...	4,35	5,22	6,59	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,16	12,10
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,28	16,19	18,29	22,10	24,08	26,35	29,97	30,74	29,89	32,90
<b>Total ...</b>	<b>133,13</b>	<b>143,40</b>	<b>164,27</b>	<b>183,04</b>	<b>194,55</b>	<b>209,01</b>	<b>227,39</b>	<b>234,36</b>	<b>236,06</b>	<b>252,22</b>
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture .....	22,06	19,41	21,58	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,72	22,62
b) Professions libérales .....	6,26	6,78	7,90	9,29	9,52	9,95	10,19	11,20	11,86	12,52
c) Commerce et artisanat .....	62,60	62,10	64,60	69,30	71,60	73,90	74,10	73,80	74,60	77,00
<b>Total ...</b>	<b>90,92</b>	<b>88,29</b>	<b>94,08</b>	<b>100,02</b>	<b>102,73</b>	<b>104,68</b>	<b>107,56</b>	<b>107,26</b>	<b>110,18</b>	<b>112,14</b>
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation) .....	3,75	4,46	5,22	5,31	5,99	6,45	6,20	5,58	5,96	6,33
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :										
a) Intérêts .....	6,16	7,25	7,79	10,68	11,87	12,78	13,56	14,70	15,70	16,95
b) Loyers .....	14,10	16,80	18,00	26,90	28,00	30,00	31,70	33,40	35,60	37,00
c) Dividendes et tantièmes .....	5,68	6,73	8,59	8,94	10,32	11,93	12,93	11,88	11,07	12,91
<b>Total ...</b>	<b>25,94</b>	<b>30,78</b>	<b>34,38</b>	<b>46,52</b>	<b>50,19</b>	<b>54,71</b>	<b>57,59</b>	<b>59,98</b>	<b>62,37</b>	<b>66,86</b>
5. Libéralités des sociétés	0,21	0,31	0,40	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40	0,50
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation) .....	4,11	7,31	9,81	8,80	11,38	12,51	9,40	6,28	9,74	9,92
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique .....	4,30	4,64	8,22	6,87	6,74	8,26	8,66	7,79	7,52	8,98
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....	0,08	0,88	0,91	1,67	1,56	1,43	1,43	0,10	1,56	2,00
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes .....	0,23	0,44	0,51	0,72	0,97	0,82	0,84	0,89	0,89	0,82
10. Moins : intérêts de la dette publique .....	-6,70	-7,17	-7,30	-8,98	-10,09	-10,62	-11,04	-11,89	-13,20	-14,93
<b>Revenu national net au coût des facteurs .....</b>	<b>255,97</b>	<b>273,34</b>	<b>310,50</b>	<b>344,36</b>	<b>364,50</b>	<b>387,78</b>	<b>408,52</b>	<b>410,75</b>	<b>421,48</b>	<b>444,84</b>

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

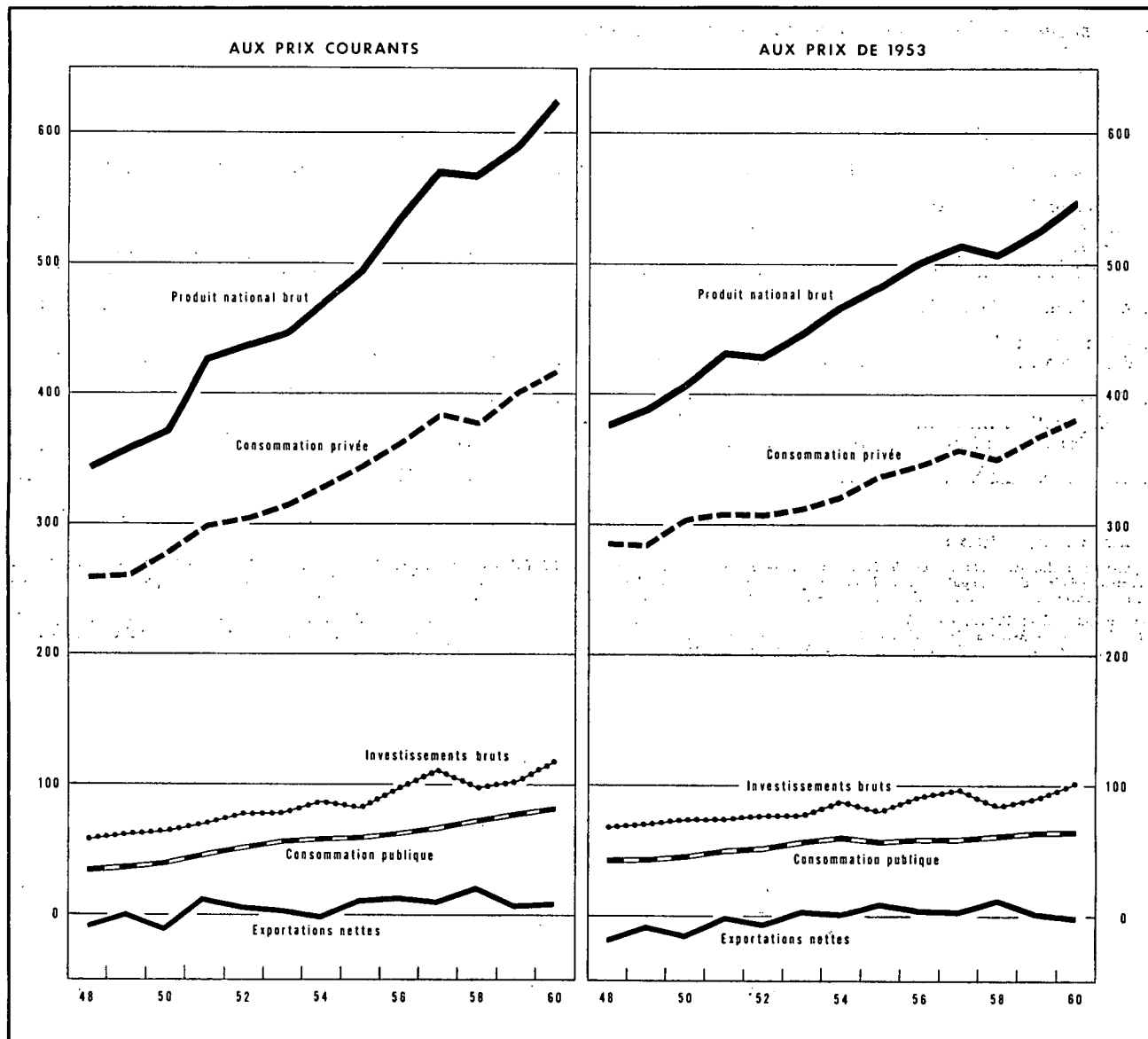
	1948	1950	1951	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture, pêche .....	32,2	30,6	33,4	35,6	34,9	34,6	36,1	35,4	36,9	36,2
B. Energie .....	19,1	23,6	26,7	28,8	30,7	33,0	35,2	33,5	29,7	30,8
C. Industries alimentaires et tabac .....	25,9	25,9	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	17,0	18,2	20,8	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
H. Matériaux de construction .....	8,0	7,9	9,8	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
I. Métallurgie de base ...	11,5	10,0	17,0	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
J. Fabrications métalliques .....	22,6	22,0	25,2	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
E. F. G. K. autres industries .....	22,9	27,6	34,6	36,8	41,0	44,8	46,4	46,2	50,1	53,9
<i>Ensemble des industries (B à K) <sup>1</sup></i> .....	<i>126,9</i>	<i>136,3</i>	<i>164,2</i>	<i>169,2</i>	<i>182,1</i>	<i>201,4</i>	<i>210,5</i>	<i>202,4</i>	<i>209,5</i>	<i>228,2</i>
L. Construction .....	20,7	25,7	25,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
M. Transports et communications .....	22,0	25,9	30,1	32,8	35,3	39,0	41,1	41,7	43,9	47,1
N. Commerce de gros et de détail .....	23,4	25,6	27,7	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
O. Finance, Banque, Assurance .....	6,3	7,2	8,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
P. Immeubles d'habitation	16,0	19,8	21,4	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
S. Administration civile et défense .....	28,4 <sup>1</sup>	25,4	30,0	36,8	38,0	40,4	43,2	47,0	47,9	49,5
Q. R. T. Services divers ...	38,7	47,3	51,2	56,3	59,1	62,0	65,7	71,3	73,9	79,3
U. Contribution du Reste du monde .....	5,7	4,9	5,7	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
V. Produit national brut identifié au coût des facteurs (A à U) .....	320,4	347,7	397,7	435,5	457,5	494,1	523,5	520,2	538,7	574,8
W. Impôts indirects moins subventions .....	24,5	28,6	31,3	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
<i>Impôts indirects</i> .....	32,6	32,6	36,6	40,7	44,8	49,2	51,5	52,4	n.d.	n.d.
<i>Moins subventions</i> ...	- 8,1	- 4,0	- 5,2	- 4,8	- 5,4	- 7,5	- 7,3	-10,6	n.d.	n.d.
X. <i>Produit national brut aux prix du marché (V + W)</i> .....	345,0	376,3	429,1	471,3	496,9	535,8	567,7	562,0	586,3	626,8
Y. Ajustement statistique .	- 0,7	- 4,4	- 0,2	- 0,1	- 1,2	- 1,1	+ 3,3	+ 6,5	+ 3,8	- 0,9
Z. <i>Produit national brut aux prix du marché (X + Y)</i> .....	344,3	371,9	428,9	471,2	495,7	534,7	571,0	568,5	590,1	625,9

<sup>1</sup> Les dépenses d'enseignement public n'ayant pu être isolées pour 1948 des autres dépenses de l'Etat, la valeur ajoutée correspondante est incluse dans la rubrique « Administration civile et défense ».

**I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES**

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)  
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



**I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS**

	1948	1950	1951	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	257,1	277,5	299,3	327,8	343,3	360,6	383,8	377,1	400,9	416,6
2. Consommation publique	35,8	40,6	47,4	58,7	59,5	63,4	67,1	73,6	78,6	83,4
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i> .....	53,0	63,3	64,9	81,2	82,1	93,2	102,0	96,5	104,0	113,8
<i>Etat</i> .....	48,3	54,7	53,1	67,4	70,3	79,8	87,7	84,6	91,3	100,4
<i>Moins importations</i> ...	4,7	8,6	11,8	13,8	11,8	13,4	14,3	11,9	12,7	13,4
4. Accroissement de stocks	5,3	0,4	5,4	4,4	- 0,1	4,7	8,1	0,7	- 0,6	4,0
5. Dépenses intérieures de l'économie .....	351,2	381,8	417,0	472,1	484,8	521,9	561,0	547,9	582,9	617,8
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i> .....	-6,9	-9,9	11,9	-0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Moins importations</i> ...	85,0	97,1	146,8	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	91,9	107,0	134,9	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. Produit national brut ...	344,3	371,9	428,9	471,2	495,7	534,7	571,0	568,5	590,1	625,9

I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1953

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1948	1950	1951	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée	286,0	304,5	308,5	320,5	337,4	346,4	356,6	349,6	368,4	381,8
2. Consommation publique	43,7	46,0	51,0	60,8	58,0	59,6	59,9	62,0	65,4	65,6
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	61,3	73,5	69,5	82,4	80,2	86,9	88,8	83,6	90,3	96,9
<i>Etat</i>	55,2	63,1	57,6	68,0	69,5	75,3	77,4	73,4	79,6	86,0
	6,1	10,4	11,9	14,4	10,7	11,6	11,4	10,2	10,7	10,9
4. Accroissement de stocks	5,8	0,1	4,7	4,4	...	4,3	7,4	0,4	0,2	3,8
5. Dépenses intérieures de l'économie	396,8	424,1	433,7	468,1	475,6	497,2	512,7	495,6	523,9	548,1
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i>	18,9	15,0	0,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	1,2
<i>Moins importations</i>	90,8	108,1	123,9	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
	109,7	123,1	124,6	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut	377,9	409,1	433,0	469,3	484,1	502,1	515,4	506,9	525,3	546,9

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Annuaire Démographique (O.N.U.)*. — *Revue Internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.  
 Revenu national et P.N.B. — *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.)* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Bulletin statistique (O.E.C.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.)*.

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,2	89,5	99,5	99,7	
1959 3 <sup>e</sup> trimestre	97,6	86,7	97,8	99,9	92,9	98,1	93,3	88,7	99,0	104,9	
4 <sup>e</sup> trimestre	97,9	84,6	99,0	102,2	94,5	101,4	96,8	88,2	100,9	103,4	
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	95,9	82,4	98,5	101,8	97,8	104,5	94,7	86,0	99,9	95,0	
2 <sup>e</sup> trimestre	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
3 <sup>e</sup> trimestre	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
4 <sup>e</sup> trimestre	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
1960 Mai	97,5	78,4	100,1	102,9	96,2	107,4	97,8	91,4	98,7	100,4	
Juin	97,8	77,2	100,5	103,2	97,2	108,0	98,9	91,2	99,1	101,5	
Juillet	97,5	74,9	100,5	102,9	97,1	109,6	99,5	92,3	97,5	101,4	
Août	98,3	73,3	101,7	103,6	99,7	110,9	101,9	93,8	99,0	102,5	
Septembre	99,1	73,4	102,6	104,9	100,5	111,8	103,8	92,5	99,4	103,4	
Octobre	99,0	72,9	102,7	103,2	100,7	113,4	105,4	88,8	100,0	102,5	
Novembre	98,9	72,7	102,8	105,7	101,0	113,0	106,2	89,8	100,8	101,6	
Décembre	97,8	72,4	102,2	106,3	103,6	112,4	108,8	86,9	100,0	97,9	
1961 Janvier	94,8	71,6	100,1	105,9	102,6	109,6	111,5	83,7	99,0	86,4	
Février	97,5	71,1	102,1	105,5	103,2	114,4	110,3	86,1	99,9	94,0	
Mars	99,1	70,2	103,4	107,1	103,3	115,6	110,1	88,7	100,9	98,6	
Avril	99,2	69,4	103,3	106,4	105,2	115,3	110,7	88,9	99,7	100,1	
Mai	99,6	68,6	103,7	106,7	107,5	115,2	111,7	89,0	99,9	101,6	

## II - 2. — CHOMAGE

### Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs		
						Complets	Partiels et accidentels	
1952	302	246,5	173,6	72,9	6.204	20,4	8,7	9,2
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.718	20,5	8,5	9,8
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,6	8,2	17,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	78	221,5	138,0	83,5	5.758	22,0	8,4	6,6
2 <sup>e</sup> trimestre	74	148,6	105,1	43,5	3.664	20,2	6,9	12,9
3 <sup>e</sup> trimestre	76	123,0	92,3	30,7	3.117	20,2	5,0	13,2
4 <sup>e</sup> trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3
2 <sup>e</sup> trimestre	74	111,2	85,0	26,2	2.408	20,2	6,5	8,5
3 <sup>e</sup> trimestre	76	90,3	70,6	19,7				
1960 Octobre	29	121,2	94,3	26,9	3.515	22,5	5,6	8,4
Novembre	23	132,2	105,0	27,2	3.040	19,1	6,0	6,6
Décembre	24	162,0	114,7	47,3	3.889	20,3	5,2	4,4
1961 Janvier	30	225,5	128,1	97,4	6.766	25,2	9,5	3,0
Février	24	159,8	121,6	38,2	3.835	20,4	7,0	4,3
Mars	24	135,0	105,7	29,3	3.240	20,1	6,0	5,7
Avril	28	120,4	92,8	27,6	3.371	22,5	6,9	7,7
Mai	22	108,9	83,1	25,8	2.396	18,3	6,0	8,7
Juin	24	102,4	77,6	24,8	2.458	19,9	6,6	9,2
Juillet	29	92,5	72,1	20,4	2.683	23,7	6,6	8,2
Août	23	89,4	69,9	19,5	2.057	19,2	5,6	8,7
Septembre	24	88,4	69,3	19,1	2.122	19,6	6,7	8,7
Octobre	29	92,6	69,2	23,4				

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

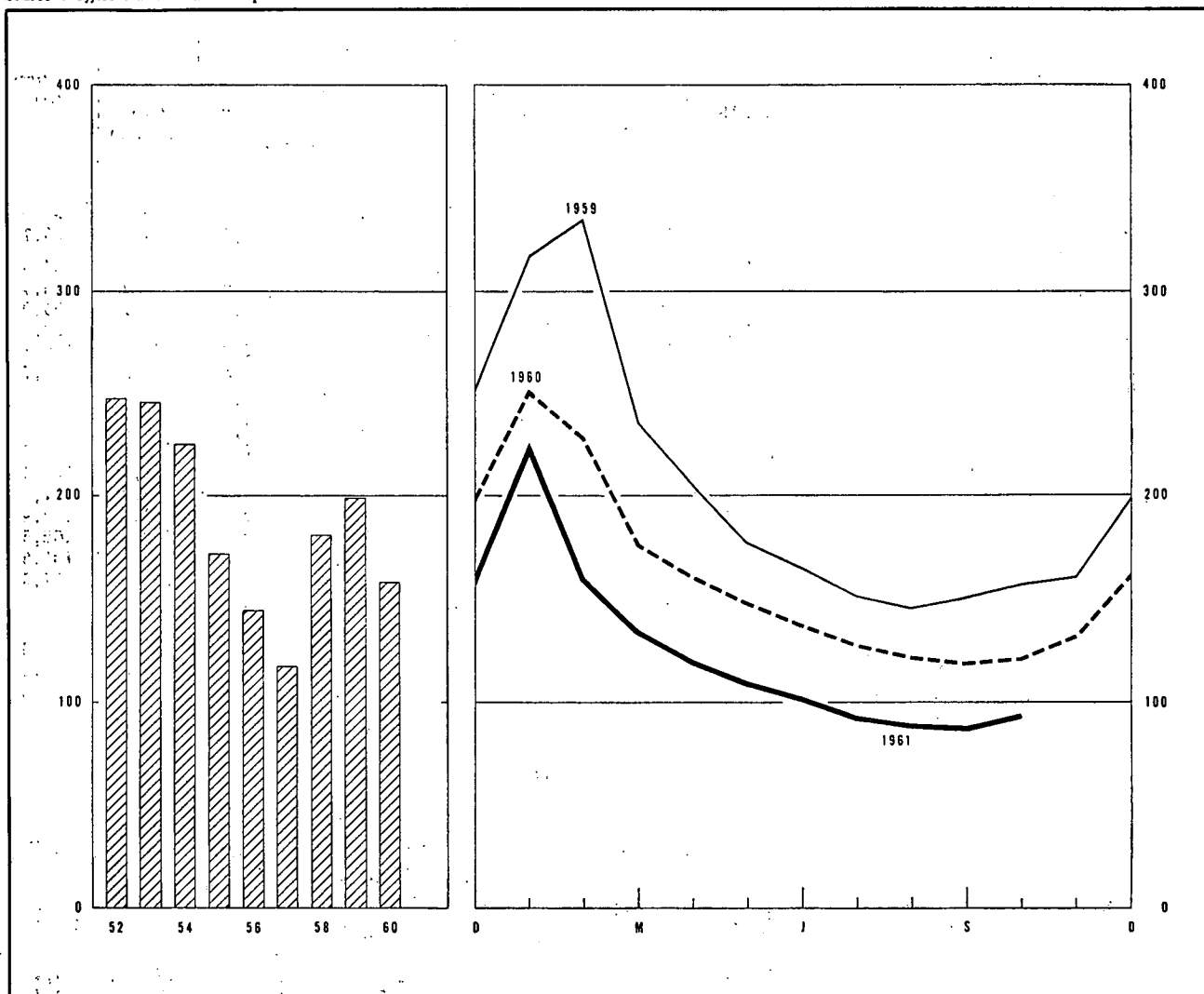
2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage =  $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

## II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés  
Chômeurs complets + chômeurs partiels  
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1958	1959	1960	1961
1952	247	289	299	206	251	Janvier	204	317	252	226
1953	246	296	230	212	243	Février	204	335	229	160
1954	225	319	219	179	179	Mars	204	236	177	135
1955	172	280	152	116	137	Avril	175	205	161	120
1956	145	247	122	95	115	Mai	167	177	148	109
1957	117	144	96	88	138	Juin	159	165	137	102
1958	181	204	166	149	204	Juillet	150	152	128	93
1959	199	292	182	150	171	Août	146	146	122	89
1960	158	221	149	123	137	Septembre	153	151	119	88
1961		177	111	90		Octobre	168	157	121	93
						Novembre	195	161	132	
						Décembre	253	199	162	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).



### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (est.)
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	259	274	272	260	280	296	275	273	258
dont : froment .....	170	184	191	188	208	219	201	203	205
seigle .....	82	82	74	68	66	69	66	63	46
Céréales non panifiables .....	258	233	234	254	238	240	256	252	261
Plantes industrielles .....	96	95	98	99	92	94	89	96	92
Plantes racines et tuberculifères .....	161	163	152	151	145	141	143	131	118
Légumes cultivés pour la graine .....	12	13	13	14	13	12	12	11	10
Prés et prairies .....	821	815	815	818	814	811	827	819	819
Divers .....	148	149	147	132	137	123	133	156	157
Total ...	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.715
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	560	575	714	597	751	779	793	773	
Autres céréales .....	997	972	1.008	985	961	983	1.046	1.034	
Betteraves sucrières .....	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	
Lin (graines et paille) .....	193	236	272	235	182	170	125	214	
Chicorée à café .....	34	109	95	54	51	56	44	55	
Pommes de terre .....	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	219	208	195	189	182	178	170	159	147
Total des bovidés .....	2.291	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690	2.700
dont : vaches laitières et de trait .....	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022	1.020
Porcs .....	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726	1.760
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	370	381	392	400	391	412	424	441	

<sup>1</sup> Recensements au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Aiglefin .....	387	383	448	546	519	445	374	232	262
Cabillaud .....	678	852	715	870	764	662	834	653	689
Plie .....	337	421	378	392	379	427	451	381	390
Sole .....	453	502	465	323	299	289	315	257	350
Raie .....	306	277	241	312	314	356	337	342	323
Hareng .....	1.168	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	308
Crevettes .....	217	164	122	178	266	84	64	89	38

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agefi	Source : F.I.B.
	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général 2	Indice général
1954 .....	104	106	106	108	105	104
1955 .....	112	116	116	120	111	111
1956 .....	119	125	123	128	120	118
1957 .....	120	126	124	129	123	121
1958 .....	114	121	116	122	116	110
1959 .....	117	128	122	131	121	111
1960 .....	125	139	p 129	p 140	132	p 121
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	124	138	129	140	131	122
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127	141	133	145	134	122
3 <sup>e</sup> trimestre .....	120	134	124	135	129	p 117
4 <sup>e</sup> trimestre .....	129	144	p 131	p 142	132	p 122
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 122	p 137	p 126	p 137	130	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 134	p 150	p 142	p 155	145	
3 <sup>e</sup> trimestre .....					p 139	
1960 Octobre .....	136	152	135	147	137	p 120
Novembre .....	132	146	p 138	p 149	135	p 125
Décembre .....	121	134	p 119	p 129	124	p 121
1961 Janvier .....	p 98	p 111	p 98	p 107	104	
Février .....	p 125	p 140	p 138	p 149	134	
Mars .....	p 144	p 161	p 141	p 154	152	
Avril .....	p 130	p 146	p 141	p 153	142	
Mai .....	p 133	p 148	p 143	p 156	145	
Juin .....	p 139	p 156	p 143	p 156	147	
Juillet .....			p 119	p 130	p 126	
Août .....			129 <sup>a</sup>		p 142	
Septembre .....					p 148	
Octobre .....					148 <sup>b</sup>	

1 L'indice a été élargi (cfr. Recherches économiques de Louvain du 2 novembre 1961).

2 La pondération de l'indice a été changée à partir de janvier 1960.

3 Programme.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs) <sup>1</sup>

Base 1953 = 100

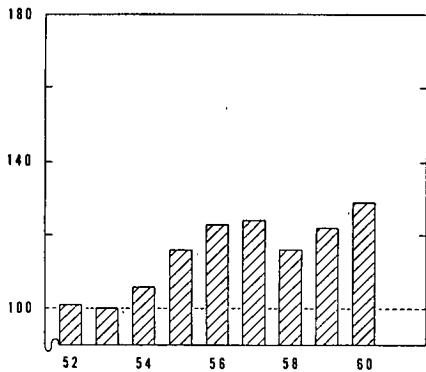
Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	dont :														
		Combustible et énergie	Matériaux de construction					Sidéurgie et métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries alimentaires	Industrie textile					
			Total	dont : verre plat	Total	Filatures					Tissages			Bonne- terie		
						Total	Coton				Laine	Total	Coton		Laine	
1952 .....	101	97	92	66	110	105	98	90	88	91	77	93	92	93	89	
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
1954 .....	106	99	106	108	109	107	104	108	110	111	102	108	112	106	107	
1955 .....	116	103	119	136	127	126	109	110	109	105	110	108	108	112	120	
1956 .....	123	105	124	151	137	135	112	118	115	109	120	115	116	121	137	
1957 .....	124	104	121	130	131	135	113	122	121	113	126	119	125	118	139	
1958 .....	116	99	117	148	126	127	115	101	99	89	102	96	99	93	128	
1959 .....	122	88	131	186	136	132	116	113	115	102	126	108	110	108	139	
1960 .....	p 129	89	143	212	148	p 140	122	121	125	108	138	118	126	110	149	
1959 4 <sup>e</sup> trim. . .	131	94	144	196	148	142	120	127	128	106	146	121	124	117	158	
1960 1 <sup>er</sup> trim. . .	129	93	133	214	152	144	111	120	129	113	142	115	124	104	141	
2 <sup>e</sup> trim. . .	133	88	155	225	152	147	125	122	126	105	142	119	126	112	145	
3 <sup>e</sup> trim. . .	124	84	146	211	148	131	129	110	112	97	120	108	115	103	143	
4 <sup>e</sup> trim. . .	p 131	89	139	198	142	p 141	124	133	134	116	149	127	137	122	168	
1961 1 <sup>er</sup> trim. . .	p 126	86	124	180	126	p 140	p 115	p 128	p 134	117	152	p 120	127	122	p 159	
2 <sup>e</sup> trim. . .	p 142	91	p 147	169	162	p 162	p 129	p 133	p 136	117	153	p 125	127	130	p 159	
1960 Août .....	124	84	148	214	151	127	128	107	109	97	112	100	106	96	150	
Septembre .....	137	91	149	203	159	149	132	127	128	109	141	126	132	125	174	
Octobre .....	135	91	148	201	156	143	129	137	141	138	148	129	142	121	172	
Novembre .....	p 138	94	146	203	155	p 147	132	137	138	116	155	130	142	126	182	
Décembre .....	p 119	82	124	191	115	p 133	112	124	123	94	145	121	128	119	151	
1961 Janvier .....	p 98	66	105	182	52	p 107	110	119	127	108	144	112	120	113	140	
Février .....	p 138	96	128	181	159	p 155	115	132	138	124	155	125	131	126	167	
Mars .....	p 141	95	138	176	168	p 156	p 119	p 133	p 137	119	156	p 125	131	127	p 169	
Avril .....	p 141	92	p 140	168	161	p 161	p 120	p 132	p 136	120	152	p 123	127	129	p 160	
Mai .....	p 143	91	p 150	171	161	p 163	p 124	p 135	p 138	119	156	p 126	127	132	p 161	
Juin .....	p 143	89	p 151	170	166	p 161	p 145	p 132	p 134	113	151	p 125	127	129	p 155	
Juillet .....	p 119	73	p 136	p 179	137	p 131	p 124		p 103	102	91				p 118	
Août .....	p 129	p 83		p 182	p 147										p 165	

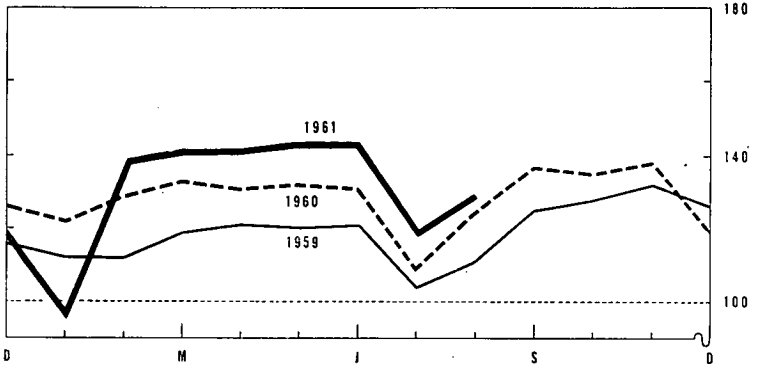
1 L'indice a été élargi (cfr. Recherches économiques de Louvain du 2 novembre 1961).

### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

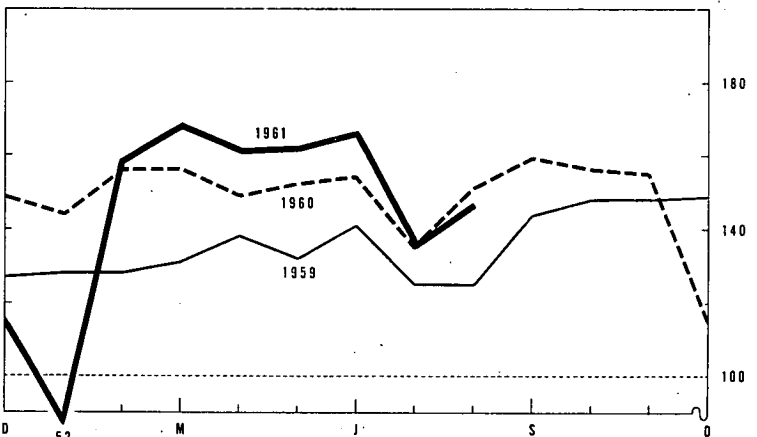
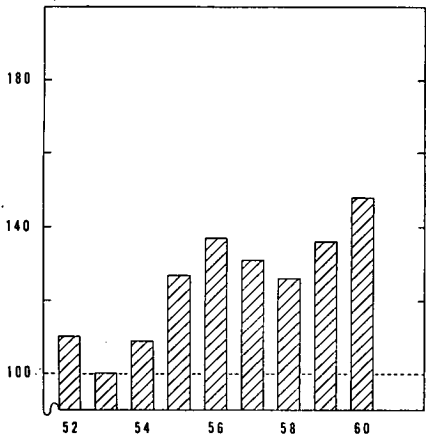
Base 1953 = 100



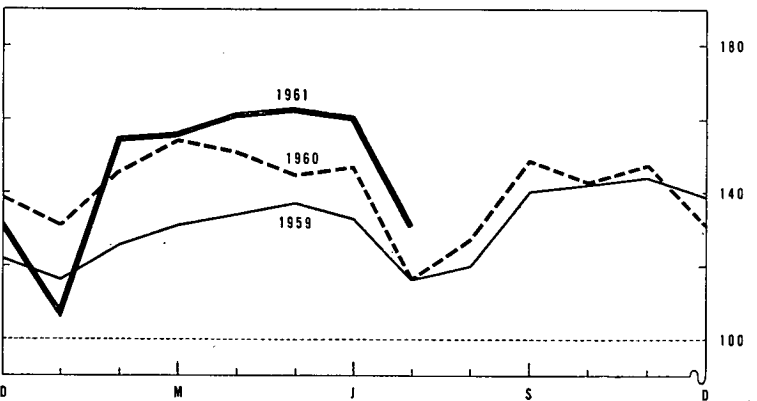
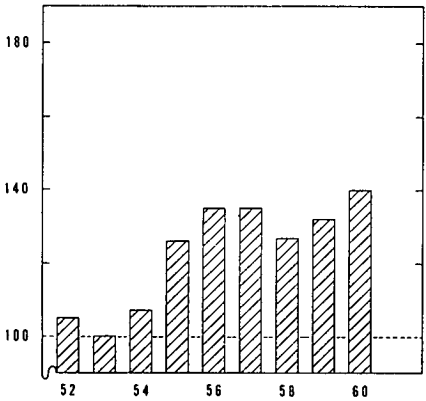
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



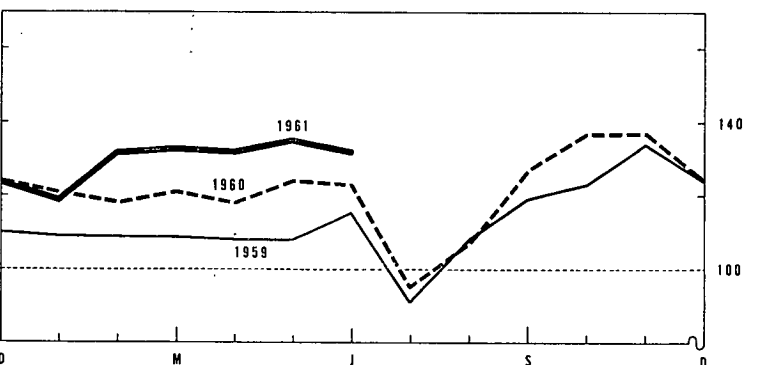
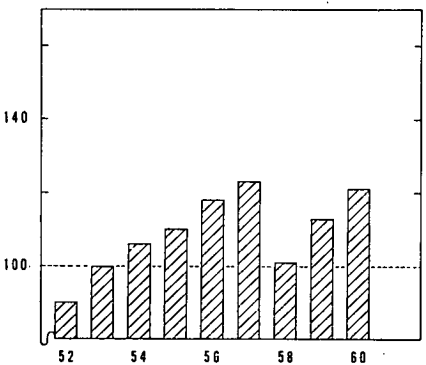
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



**IV - 3. — ENERGIE**

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des charbonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruë 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1952 .....	2.532	1.673	— 35	2.621	739	772	255	77	146
1953 .....	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954 .....	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955 .....	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956 .....	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957 .....	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958 .....	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959 .....	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960 .....	1.872	6.565	159	2.468	1.019	1.176	669	109	200
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.961	7.440	152	2.505	980	1.211	694	111	210
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.873	7.417	185	2.408	1.004	1.122	652	111	196
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.757	6.979	135	2.419	1.021	1.132	725	113	197
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.897	6.565	150	2.539	1.072	1.238	605	101	198
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.761	6.505	162	2.326	1.071	1.194	712	88	187
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.914	6.203	116	2.530	1.104	1.199	768	115	201
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 1.652	p 5.366				1.188			
1960 Octobre .....	1.944	6.794	82	2.532	1.051	1.262	537	114	207
Novembre .....	2.015	6.678	139	2.551	1.077	1.234	693	109	203
Décembre .....	1.731	6.565	228	2.535	1.087	1.218	586	79	183
1961 Janvier .....	1.338	6.491	121	1.913	1.041	1.080	629	38	136
Février .....	1.863	6.357	221	2.589	1.079	1.196	698	105	202
Mars .....	2.082	6.505	145	2.476	1.094	1.306	810	121	224
Avril .....	1.864	6.440	137	2.463	1.095	1.182	802	118	206
Mai .....	1.930	6.361	147	2.572	1.111	1.196	827	115	205
Juin .....	1.947	6.203	65	2.556	1.106	1.219	676	110	194
Juillet .....	1.386	5.957	134	2.128	1.054	1.072	818	102	175
Août .....	p 1.763	p 5.659			p 1.076	1.193	851	105	190
Septembre .....	p 1.807	p 5.366				1.295			
Octobre .....	p 1.861	p 5.086							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés, + la variation des stocks. (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue.)

**IV - 4. — METALLURGIE**

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1952 .....	417	314	2,43	1,58	4,01	4,11
1953 .....	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954 .....	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955 .....	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956 .....	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957 .....	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958 .....	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959 .....	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960 .....	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	591	424	4,54	2,83	7,37	7,32
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	607	433	4,30	2,72	7,02	7,15
2 <sup>e</sup> trimestre .....	610	409	4,33	2,82	7,15	7,61
3 <sup>e</sup> trimestre .....	620	403	4,35	2,75	7,10	6,68
4 <sup>e</sup> trimestre .....	560	382	4,63	3,42	8,05	7,58
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	480	339	p 4,97	p 3,26	p 8,23	p 7,47
2 <sup>e</sup> trimestre .....	649	440	p 5,82	p 3,93	p 9,75	p 8,19
1960 Octobre .....	638	435	4,70	2,80	7,50	7,49
Novembre .....	606	411	4,61	3,31	7,92	7,27
Décembre .....	436	299	4,58	4,16	8,74	7,99
1961 Janvier .....	130	118	p 4,45	p 2,72	p 7,17	p 5,58
Février .....	600	414	p 4,94	p 3,29	p 8,23	p 7,45
Mars .....	709	484	p 5,53	p 3,77	p 9,30	p 9,37
Avril .....	638	424	p 5,65	p 4,82	p 10,47	p 8,19
Mai .....	653	436	p 6,47	p 3,43	p 9,90	p 7,75
Juin .....	656	461	p 5,35	p 3,53	p 8,88	p 8,63
Juillet .....	p 564	p 350	p 4,97	p 2,98	p 7,95	p 7,84
Août .....	634					
Septembre .....	646					
Octobre .....	629					

1 Estimation sur base chiffre Agr/i.

### IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )
Nombre										
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530

### IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3.227	2.395	492	356
2 <sup>e</sup> trimestre	4.093	3.568	661	521
3 <sup>e</sup> trimestre	3.370	3.131	618	531
4 <sup>e</sup> trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	3.824	2.780	575	440
2 <sup>e</sup> trimestre	4.262	3.922	731	602
3 <sup>e</sup> trimestre	3.547	3.454	665	578
1960 Septembre	3.554	3.269	655	492
Octobre	3.499	2.879	500	478
Novembre	2.705	2.596	518	427
Décembre	3.083	2.044	570	403
1961 Janvier	3.265	1.674	447	317
Février	3.646	2.718	549	458
Mars	4.560	3.947	730	546
Avril	4.018	3.901	675	585
Mai	4.270	4.157	695	572
Juin	4.497	3.707	824	648
Juillet	3.693	3.450	724	546
Août	3.708	3.395	668	620
Septembre	3.239	3.516	604	568

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir à été accordée.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.F.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.*

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustible et huiles minérales	Minerais			
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)			(milliers)			
1952	629	506	5.501	2.153	661	2.608	28,7	4,2
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	696	572	5.488	2.074	1.119	483	68,6	10,0
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	695	545	5.189	2.001	1.170	182	66,3	9,7
2 <sup>e</sup> trimestre	717	521	5.053	1.913	1.156	216	141,3	16,6
3 <sup>e</sup> trimestre	736	516	4.972	1.871	1.206	198	123,7	14,2
4 <sup>e</sup> trimestre	711	518	5.065	1.957	1.090	581	103,5	14,6
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	p 668	468	4.415	1.733	930	117	76,9	11,2
2 <sup>e</sup> trimestre	p 737	557	5.360	2.031	1.251	154		
1960 Août	734	530	5.210	1.998	1.222	207	138,5	15,7
Septembre	745	541	5.209	1.942	1.268	216	134,3	16,3
Octobre	765	578	5.623	2.052	1.267	703	119,6	17,8
Novembre	725	567	5.587	2.172	1.209	753	87,2	12,0
Décembre	644	410	3.985	1.646	794	286	103,8	14,0
1961 Janvier	p 577	282	2.624	1.200	355	68	85,2	11,8
Février	p 675	552	5.158	2.076	1.122	132	65,8	10,0
Mars	p 752	570	5.462	1.924	1.314	150	79,7	11,8
Avril	p 712	536	5.143	1.952	1.210	132	87,6	12,0
Mai	p 760	553	5.304	2.039	1.193	138	92,6	12,6
Juin	p 739	582	5.632	2.103	1.351	193		
Juillet	p 749	528	4.837	1.776	1.243	147		
Août	p 769	540	5.199	1.928	1.264	218		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

#### V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1952	2.335	1.304	986	126	130	78
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3.981	1.993	1.468	146	125	91
2 <sup>e</sup> trimestre	3.764	1.698	1.266	146	163	89
3 <sup>e</sup> trimestre	3.864	1.856	1.187	168	202	62
4 <sup>e</sup> trimestre	3.487	1.718	1.232	140	173	58
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	3.567	1.674	1.160	121	154	51
2 <sup>e</sup> trimestre	3.872	1.960	1.275	146	153	67
3 <sup>e</sup> trimestre	3.935			161		
1960 Septembre	3.755	1.868	1.146	175	243	62
Octobre	4.167	1.798	1.254	165	207	64
Novembre	3.642	1.923	1.280	156	103	47
Décembre	2.653	1.434	1.163	99	208	63
1961 Janvier	2.816	1.425	768	109	190	33
Février	3.875	1.887	1.226	131	124	61
Mars	4.011	1.709	1.486	124	147	60
Avril	3.788	1.893	1.328	115	163	60
Mai	3.916	2.156	1.221	148	164	53
Juin	3.911	1.831	1.276	175	132	87
Juillet	3.868	2.036	1.316	151	200	48
Août	4.021			170		
Septembre	3.917			161		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

#### V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.295	282
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
4.780	404
5.223	449
5.327	458
5.056	431
4.645	393
5.702	491
5.408	460
5.537	492
5.149	425
4.483	376
3.899	320
4.327	364
5.710	494
5.445	475
5.691	484
5.971	514

**V - 2. — TOURISME**

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1952	670	516	30	25	37	8	15
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	343	216	22	18	14	17	15
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	302	171	19	16	11	15	10
2 <sup>e</sup> trimestre	1.193	862	57	32	107	36	32
3 <sup>e</sup> trimestre	3.335	2.619	176	64	261	60	41
4 <sup>e</sup> trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	347	226	23	16	13	16	9
2 <sup>e</sup> trimestre	1.187	874	50	32	93	39	26
1960 Juin	1.801	1.335	66	42	184	49	43
Juillet	4.477	3.732	132	68	318	63	51
Août	4.517	3.479	321	88	351	90	43
Septembre	1.009	643	74	35	113	32	30
Octobre	422	249	27	23	22	24	24
Novembre	351	224	24	17	12	17	13
Décembre	346	231	19	17	12	12	9
1961 Janvier	278	189	14	12	7	10	7
Février	303	193	19	16	10	14	9
Mars	461	296	37	19	22	23	12
Avril	971	707	54	26	63	35	20
Mai	897	598	45	34	81	38	28
Juin	1.692	1.316	51	37	136	45	30

**V - 3. — COMMERCE INTERIEUR**

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habillem-ent	Ameu-blement	Ménage		Indice général	Hom-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	173	170	176	124	166	141	134	106	149	151	134	121	132			
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	139	158	134	139	149	135	124	94	143	139	139	123	137			
2 <sup>e</sup> trimestre	153	152	168	141	155	135	174	109	153	140	145	126	141			
3 <sup>e</sup> trimestre	154	152	153	152	172	136	122	105	166	141	148	127	146			
4 <sup>e</sup> trimestre	179	173	180	133	172	144	157	118	159	157	140	124	143			
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	146	155	148	152	156	p 142	146	120	p 154	p 144	145	p 129	p 148			
2 <sup>e</sup> trimestre	156	154	169	144	162	p 142	212	109	p 159	p 151	146	p 132	p 145			
1960 Août	146	143	133	145	166	134	102	71	175	139	151	128	151			
Septembre	156	152	157	168	177	136	127	83	156	136	150	122	138			
Octobre	168	165	189	140	168	140	173	117	147	140	146	122	135			
Novembre	179	164	168	132	154	132	148	109	158	149	144	124	156			
Décembre	191	191	184	126	193	161	149	128	173	183	129	127	138			
1961 Janvier	129	136	139	132	126	p 143	131	168	p 154	p 142	125	p 128	p 147			
Février	142	154	131	157	167	p 134	126	72	p 147	p 144	153	p 128	p 148			
Mars	168	175	174	168	175	p 148	181	121	p 162	p 147	158	p 131	p 150			
Avril	153	159	162	141	156	p 136	232	112	p 147	p 147	139	p 126	p 136			
Mai	154	156	162	145	164	p 146	231	97	p 163	p 156	143	p 134	p 150			
Juin	161	148	182	147	165	p 144	173	119	p 167	p 151	157	p 135	p 150			
Juillet	165	149	179	154	179	p 134	161	194	p 158	p 146	144	p 124	p 138			
Août	143	149	128	134	163		110	71	p 180	p 145	145		p 151			

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.



V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.179	524	130	525	8,31	1,55	3,37	3,39	3,96	1,10	1,36	1,50
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 1 <sup>er</sup> semestre .....	58	25	1	32	72,6	29,2	7,0	36,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 <sup>er</sup> semestre .....	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 <sup>e</sup> semestre .....	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 <sup>er</sup> semestre .....	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4

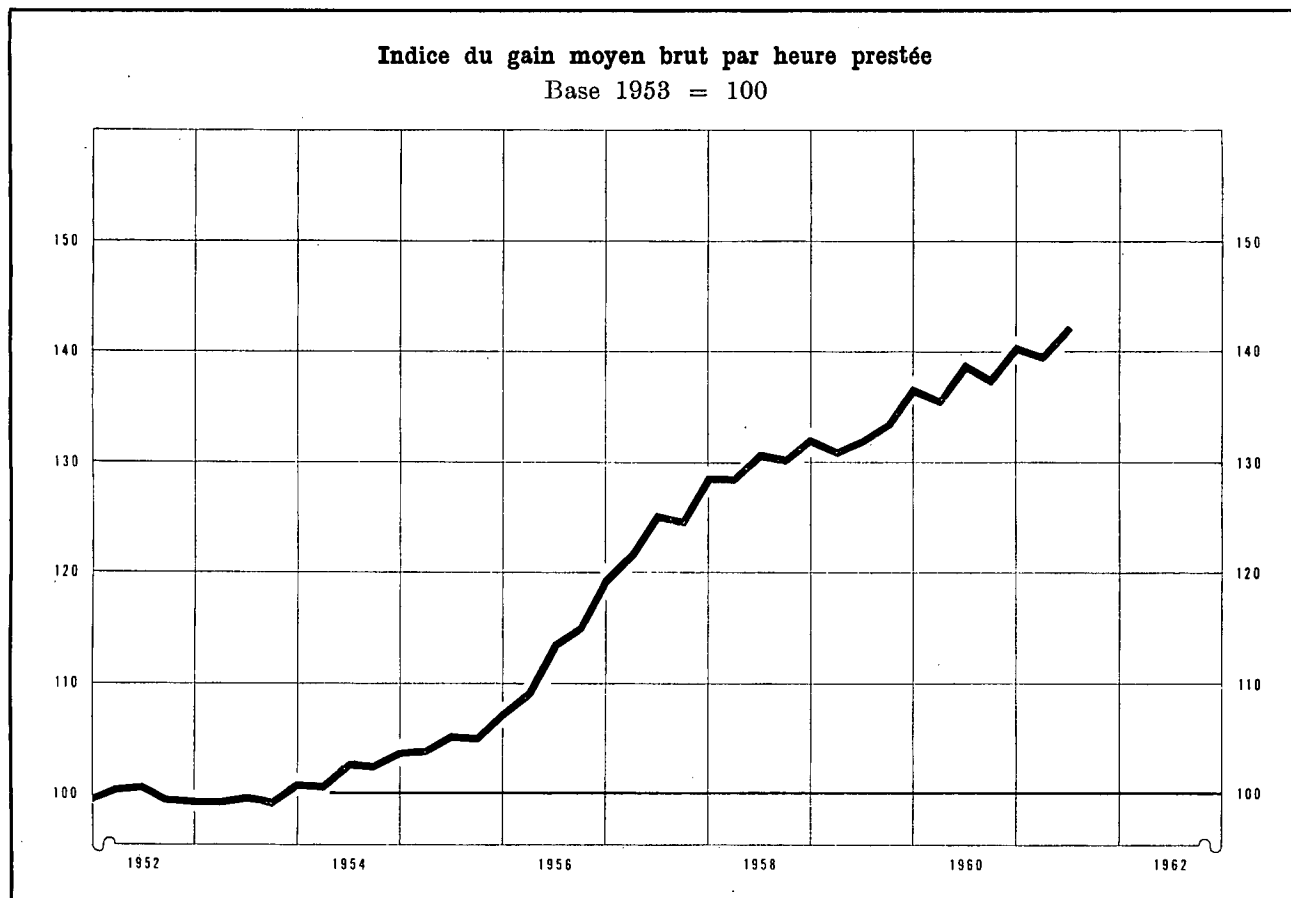
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	552	3,8	1,1	2,5	19,7	11,9	16,4	239,2	18,2	8,6	227,6	3,2
2 <sup>e</sup> semestre ...	633	3,5	1,2	2,2	19,3	11,6	18,3	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 <sup>e</sup> semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	3.956	367	53	93	1.016	292	144	276	34	331	1.326	24
2 <sup>e</sup> semestre ...	4.230	364	55	110	952	280	139	345	38	317	1.593	37
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 <sup>e</sup> semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,3	1,3	2,3	25,7	7,4	3,6	7,0	0,9	8,4	33,5	0,6
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	8,6	1,3	2,6	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimonsuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.E.C.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1952 .....	100	100	100	100	98
1953 .....	100	100	100	100	100
1954 .....	103	103	102	102	103
1955 .....	106	105	106	108	106
1956 .....	115	114	114	118	114
1957 .....	125	125	125	129	125
1958 .....	131	129	129	125	132
1959 .....	133	131	132	121	135
1960 .....	138	135	137	128	p 141
1959 Décembre .	137	133	134		138
1960 Mars .....	136	133	135		p 138
Juin .....	139	135	137		p 143
Septembre .	138	135	136		p 141
Décembre .	141	136	138		p 144
1961 Mars .....	p140	p137	p139		p 144
Juin .....	p142	p139	p140		p 147

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas
1952 .....	28,11	83,5	86,7	59,0
1953 .....	28,25	85,8	91,0	61,2
1954 .....	28,74	86,2	94,3	67,5
1955 .....	29,91	90,6	98,4	69,2
1956 .....	32,68	90,2	97,6	69,6
1957 .....	35,67	90,6	93,7	70,1
1958 .....	37,03	94,0	95,0	69,2
1959 .....	38,30	95,9	95,0	68,8
1960 .....	39,70	101,3	98,4	73,0
1957 Août-Octobre .	36,12	92,1	94,4	70,9
1958 Février-Avril .	36,54	93,7	95,4	70,1
Août-Octobre .	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril .	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril .	39,48	97,5	97,3	73,5
Août-Octobre .	39,93	105,0	99,5	72,6

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV<sup>e</sup> Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours de change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérimo 645 au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 80 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril	
1952 .....	284	54,0	126	39,7	28	259	964	44,0	2,40
1953 .....	271	57,9	147	33,8	20	256	732	41,1	2,54
1954 .....	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955 .....	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956 .....	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957 .....	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958 .....	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959 .....	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960 .....	252	36,5	89	33,2	32	246	797	33,0	2,77
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	259	36,7	93	30,3	34	259	791	40,7	2,77
2 <sup>e</sup> trimestre .....	252	37,1	95	30,5	38	254	789	33,2	2,77
3 <sup>e</sup> trimestre .....	244	36,1	84	34,0	30	245	807	30,5	2,77
4 <sup>e</sup> trimestre .....	252	36,1	83	32,3	26	226	800	27,2	2,77
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	255	37,2	85	32,7	25	223	797	32,3	2,78
2 <sup>e</sup> trimestre .....	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
3 <sup>e</sup> trimestre .....	254	35,3		p 35,1	p 25	p 230	p 937		
1960 Octobre .....	249	36,2	81	32,2	28	222	804	28,5	2,77
Novembre .....	253	36,0	84	32,3	26	226	801	27,0	2,77
Décembre .....	253	36,0	83	32,3	25	231	795	27,0	2,77
1961 Janvier .....	257	36,5	82	32,3	25	220	784	30,0	2,77
Février .....	256	37,3	86	32,4	24	223	793	32,0	2,77
Mars .....	252	37,7	87	33,3	25	226	815	35,0	2,79
Avril .....	250	37,0	93	33,7	26	229	837	37,0	2,89
Mai .....	246	37,6	96	34,1	26	242	862	35,0	2,89
Juin .....	246	37,8	95	34,5	25	236	894	37,0	2,89
Juillet .....	249	37,2	93	34,8	25	230	914	36,0	2,89
Août .....	255	36,1	94	35,2	25	231	953	36,0	
Septembre .....	257	32,7		p 35,4	p 25	p 229	p 953		
Octobre .....		p 33,1		p 35,6	p 24	p 228	p 945		

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1952 .....	110	105	103	104	102	129
1953 .....	100	100	100	100	100	100
1954 .....	99	103	102	101	104	111
1955 .....	100	98	103	105	99	165
1956 .....	98	102	105	108	100	203
1957 .....	93	100	104	107	98	145
1958 .....	84	96	98	100	96	87
1959 .....	84	93	100	103	94	93
1960 .....	85	90	99	104	90	95
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	87	91	101	105	92	100
2 <sup>e</sup> trimestre .....	87	92	100	105	90	95
3 <sup>e</sup> trimestre .....	85	89	98	103	90	89
4 <sup>e</sup> trimestre .....	82	86	98	103	90	96
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	83	88	99	103	91	100
2 <sup>e</sup> trimestre .....	85	89	100	104	90	104
3 <sup>e</sup> trimestre .....	84	91	99	104	90	103
1960 Octobre .....	83	87	98	102	90	91
Novembre .....	82	86	98	103	90	95
Décembre .....	82	86	98	103	90	101
1961 Janvier .....	82	87	98	102	91	99
Février .....	83	88	99	103	91	101
Mars .....	84	90	99	104	91	99
Avril .....	85	89	100	104	91	102
Mai .....	86	89	100	105	91	106
Juin .....	85	90	99	104	89	104
Juillet .....	85	90	99	104	90	101
Août .....	84	91	100	104	91	103
Septembre .....	84	92	99	104	90	106
Octobre .....	83	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

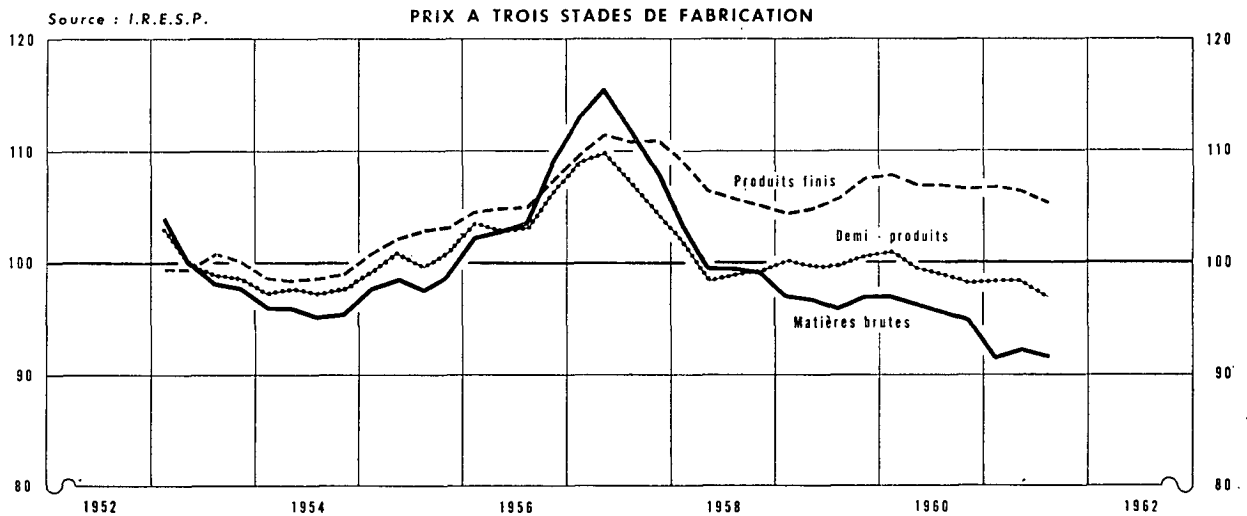
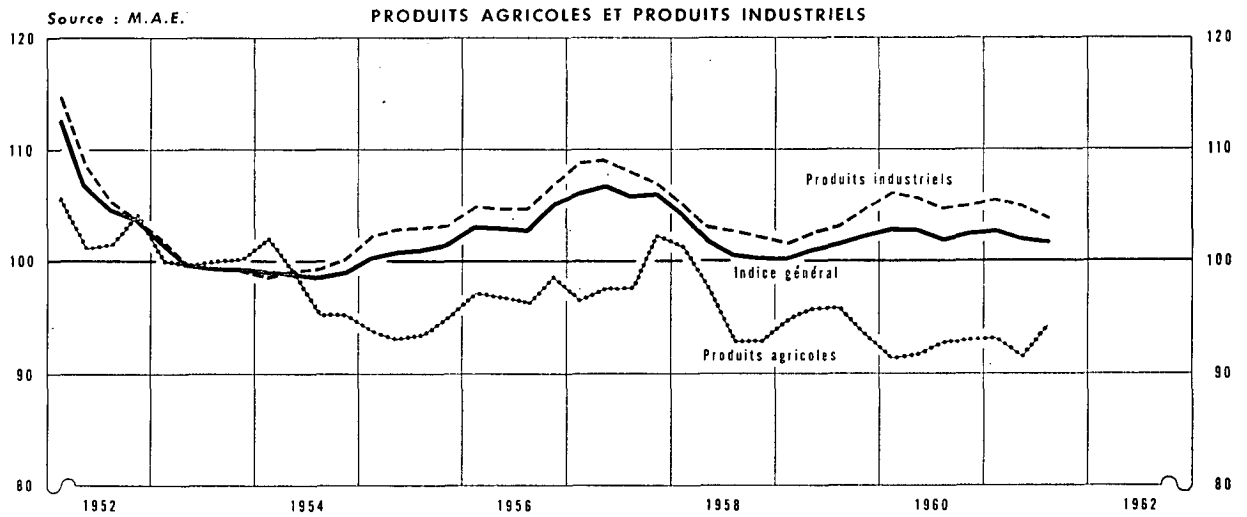
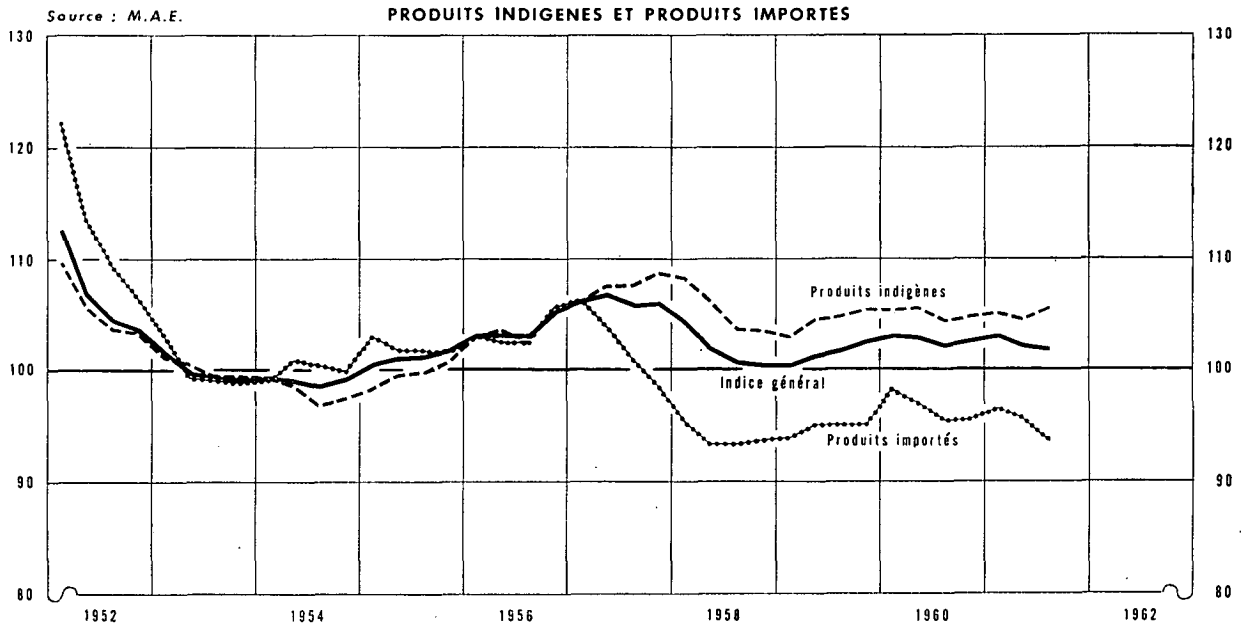
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1952 .....	107,0	105,5	113,0	103,1	103,9	102,1	108,0	110,0	108,9	107,3	114,2	98,9	113,2	110,6	104,5
1953 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 .....	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955 .....	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956 .....	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957 .....	106,1	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958 .....	101,7	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959 .....	101,3	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	108,3	115,4	95,7	99,3	105,5
1960 .....	102,5	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre ..	102,9	105,4	98,1	91,3	94,0	88,5	106,1	102,3	110,5	92,3	109,5	121,3	96,1	100,6	107,9
2 <sup>e</sup> trimestre ..	102,7	105,7	97,1	91,7	91,9	91,3	105,7	100,8	110,1	93,4	107,6	121,3	95,2	99,5	106,8
3 <sup>e</sup> trimestre ..	102,0	104,3	95,4	92,8	100,4	85,9	104,6	101,2	110,7	90,0	105,5	121,4	94,1	98,9	107,0
4 <sup>e</sup> trimestre ..	102,4	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	92,8	98,1	106,7
1961 1 <sup>er</sup> trimestre ..	102,8	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,5	98,2	106,9
2 <sup>e</sup> trimestre ..	102,0	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	92,1	98,2	106,3
3 <sup>e</sup> trimestre ..	101,8	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,5	96,7	105,2
1960 Octobre .....	102,4	104,7	95,5	93,3	105,4	82,9	104,9	101,6	109,6	92,7	104,9	121,7	92,6	98,3	106,4
Novembre ...	102,5	104,8	95,7	93,2	108,0	80,8	105,1	101,6	109,8	93,5	105,6	121,7	92,7	97,9	106,8
Décembre .....	102,2	104,5	95,3	92,4	106,7	80,6	105,0	101,4	109,6	93,2	105,6	121,7	93,2	98,2	107,0
1961 Janvier .....	102,4	105,0	95,6	93,4	106,5	82,5	104,9	100,9	109,1	94,0	105,3	121,7	91,1	97,8	106,8
Février .....	102,8	105,0	96,9	92,9	109,3	79,6	105,6	101,6	109,4	95,6	106,3	121,5	91,3	98,1	106,9
Mars .....	103,1	105,1	97,1	93,3	113,7	77,5	105,7	101,2	109,6	95,6	106,6	121,5	92,1	98,6	107,0
Avril .....	102,2	104,0	97,0	90,7	110,1	75,6	105,4	100,0	109,8	95,3	105,6	121,7	91,8	98,4	106,1
Mai .....	101,9	104,0	95,8	90,8	111,4	74,9	105,0	99,8	109,6	94,8	104,3	121,7	92,3	98,3	106,2
Juin .....	101,9	105,4	94,5	92,8	108,8	79,8	104,5	99,3	109,4	93,5	104,0	121,7	92,3	97,8	106,6
Juillet .....	102,2	105,7	94,2	94,3	113,4	79,4	104,2	98,4	109,1	93,5	104,0	121,7	91,8	96,9	105,5
Août .....	101,4	105,0	93,2	93,0	112,7	77,7	103,7	98,4	109,1	91,7	102,3	121,7	91,9	96,7	105,2
Septembre ...	101,9	105,8	93,2	95,7	107,8	85,5	103,7	98,4	108,7	91,7	103,3	121,9	90,9	96,5	104,8
Octobre .....													90,7	96,3	104,8

### VII . 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

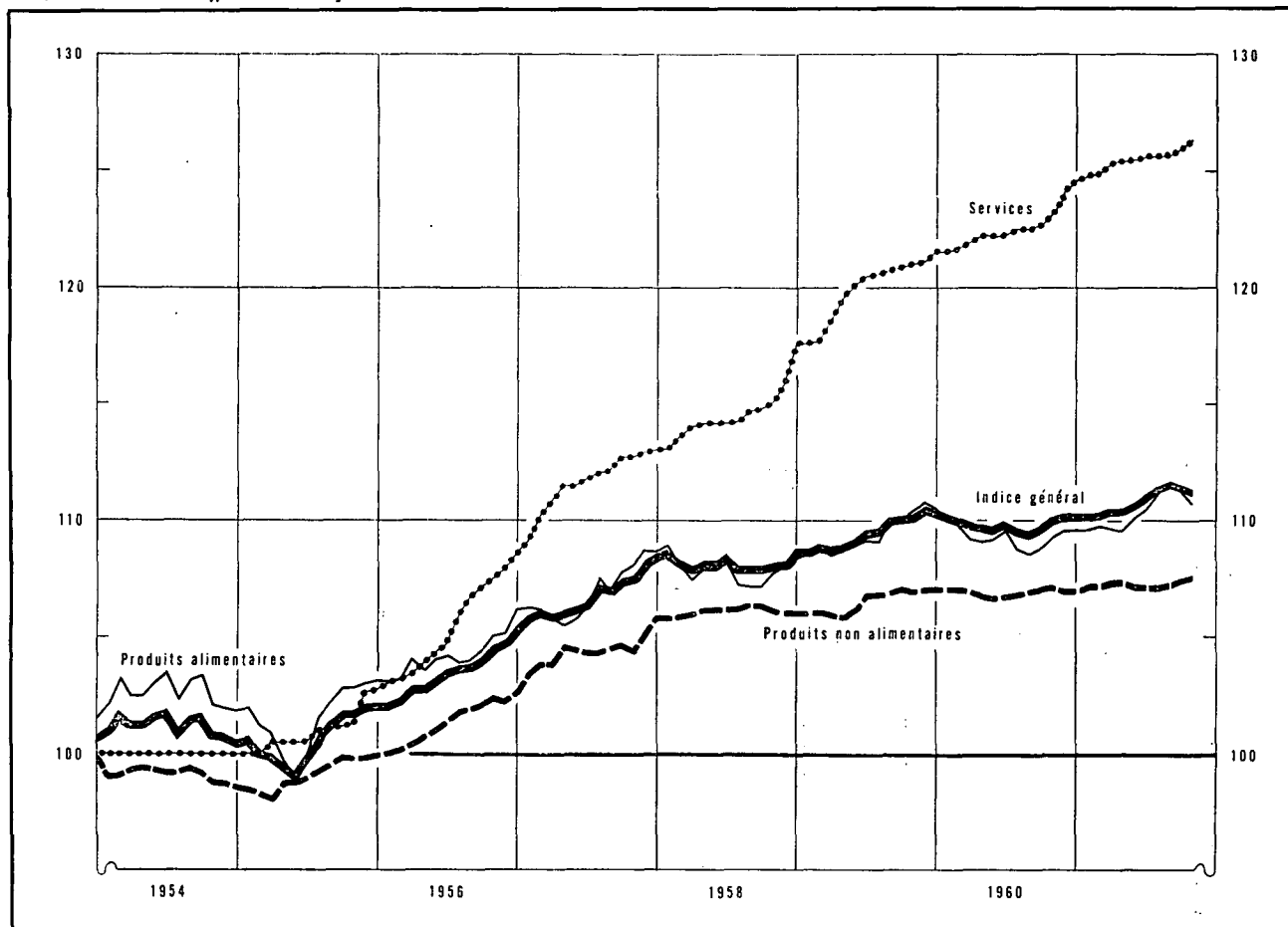
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

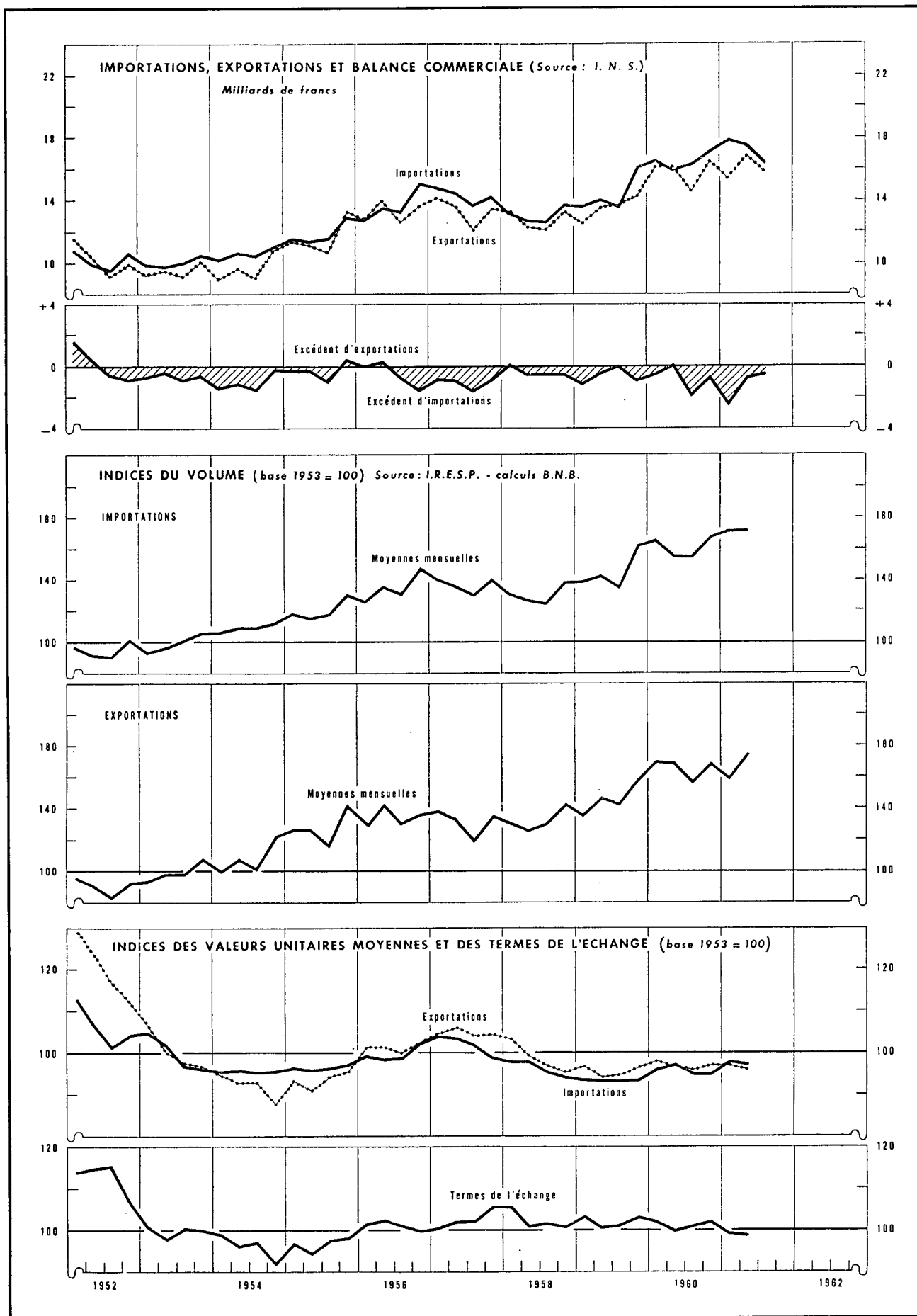
Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1953 .....	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954 .....	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955 .....	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956 .....	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957 .....	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	110,11	110,48	109,7	109,7	107,1	107,2	121,7	125,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	109,84	110,81	109,3	110,0	106,8	107,2	122,3	125,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	109,66	111,54	108,7	111,4	107,0	107,3	122,6	125,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	110,27		109,5		107,2		124,0	
Janvier .....	110,28	110,43	110,1	109,6	107,1	107,2	121,5	124,8
Février .....	110,17	110,49	109,8	109,8	107,1	107,2	121,7	124,9
Mars .....	109,89	110,53	109,3	109,6	107,0	107,3	122,0	125,3
Avril .....	109,79	110,55	109,1	109,5	106,8	107,3	122,3	125,4
Mai .....	109,76	110,83	109,3	110,1	106,7	107,2	122,2	125,5
Juin .....	109,96	111,06	109,6	110,5	106,8	107,2	122,3	125,6
Juillet .....	109,67	111,45	108,8	111,3	106,9	107,2	122,5	125,6
Août .....	109,56	111,68	108,6	111,7	107,0	107,3	122,5	125,7
Septembre .....	109,76	111,48	108,8	111,3	107,1	107,5	122,7	126,0
Octobre .....	110,14	111,32	109,3	110,8	107,3	107,6	123,3	126,3
Novembre .....	110,34		109,6		107,1		124,2	
Décembre .....	110,34		109,6		107,1		124,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financienste Dagblad, The Financial Times, L'Information.

### VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.





**VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL**

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)		Balance commerciale	Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100			des termes de l'échange 1	
	Importations	Exportations			du volume importations exportations	des prix à l'importation l'exportation			
1952	10,3	10,2	- 0,1	100	96	92	107	120	113
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	161	166	96	97	101
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	16,6	16,1	- 0,5	97	165	170	96	98	102
2 <sup>e</sup> trimestre	15,9	16,0	+ 0,1	100	155	169	97	97	100
3 <sup>e</sup> trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	96	101
4 <sup>e</sup> trimestre	17,1	16,4	- 0,7	96	168	169	95	97	102
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	17,8	15,3	- 2,5	86	171	160	98	97	99
2 <sup>e</sup> trimestre	17,5	16,8	- 0,7	96	171	175	97	96	99
3 <sup>e</sup> trimestre p	16,3	15,8	- 0,5	93					
1960 Septembre	16,5	14,8	- 1,7	90	161	162	95	95	100
Octobre	16,8	16,4	- 0,4	98	166	178	95	96	101
Novembre	16,9	15,7	- 1,2	93	170	173	95	97	103
Décembre	16,5	15,8	- 0,7	96	167	157	95	97	103
1961 Janvier	16,5	12,0	- 4,5	73	} 171	} 160	} 98	} 97	} 99
Février	18,1	15,8	- 2,3	87					
Mars	18,8	18,2	- 0,6	97					
Avril	17,0	16,9	- 0,1	100					
Mai	17,7	16,5	- 1,2	93					
Juin	17,7	17,0	- 0,7	96					
Juillet	16,3	15,7	- 0,6	96					
Août	16,1	14,4	- 1,7	90					
Septembre p	16,6	17,4	+ 0,8	105					

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

**VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS**

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1952	2,7	1,9	1,1	1,6	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,0	10,2
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	3,1	3,0	1,3	2,7	1,3	0,2	0,4	0,5	0,8	0,5	1,4	15,2
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3,6	3,2	1,7	2,4	1,3	0,2	0,5	0,5	0,6	0,4	1,7	16,1
2 <sup>e</sup> trimestre	3,6	3,5	1,3	2,3	1,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,3	2,0	16,0
3 <sup>e</sup> trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 <sup>e</sup> trimestre	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
1960 Août	3,2	2,1	1,2	2,0	1,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	1,6	13,1
Septembre	3,6	2,7	1,1	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	1,9	14,8
Octobre	3,5	3,2	1,5	2,6	1,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	2,1	16,4
Novembre	3,6	3,0	1,3	2,5	1,1	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	2,1	15,7
Décembre	3,1	3,4	1,2	2,4	1,0	0,2	0,3	0,4	1,3	0,5	2,0	15,8
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,3	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,7	15,7
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
2 <sup>e</sup> trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
1961 Janvier	1,57	2,55	1,24	2,30	1,00	0,15	0,25	0,27	0,60	0,50	1,56	11,99
Février	2,99	3,43	1,46	2,48	1,24	0,22	0,40	0,48	0,67	0,52	1,88	15,77
Mars	3,76	4,34	1,60	2,72	1,46	0,19	0,45	0,50	0,59	0,55	2,05	18,21
Avril	3,38	4,53	1,29	2,42	1,30	0,16	0,38	0,46	0,59	0,48	1,91	16,90
Mai	3,29	3,69	1,31	2,61	1,15	0,22	0,48	0,46	1,03	0,42	1,86	16,52
Juin	3,43	3,97	1,40	2,58	1,28	0,27	0,44	0,44	0,79	0,37	2,04	17,01
Juillet	3,09	3,77	1,18	2,38	1,19	0,22	0,42	0,42	0,69	0,41	1,92	15,69
Août	2,91	2,79	1,20	2,14	1,17	0,24	0,56	0,43	0,73	0,44	1,82	14,43

1 Y compris les produits de l'industrie pétrolière.

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1961.

### VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation				Biens d'équipement	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques <sup>1</sup>	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires <sup>2</sup>	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction <sup>3</sup>	à divers secteurs de la production				Total	non durables				durables	
											huiles minérales	combustibles solides	produits chimiques	autres produits		alimentaires					autres <sup>4</sup>
																produits animaux	produits végétaux				
1951	7.481	1.754	1.621	1.055	275	181	153	160	82		350	359	243	1.248	2.238	428	622		1.188	881	10.600
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73		478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76		484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74		541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74		649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78		809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94		957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244 <sup>5</sup>	98	111	897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244 <sup>5</sup>	105	227	946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488
1953 1 <sup>er</sup> semestre	6.407	1.831	1.261	874	264	114	130	71	74		487	295	194	812	2.364	392	647		1.325	1.089	9.860
2 <sup>e</sup> semestre	6.897	1.897	1.210	1.043	294	204	99	98	77		480	386	209	900	2.259	389	570		1.300	1.172	10.328
1954 1 <sup>er</sup> semestre	6.978	1.915	1.236	1.016	286	135	121	103	73		528	409	237	919	2.331	350	727		1.254	1.167	10.476
2 <sup>e</sup> semestre	7.417	2.000	1.187	1.050	300	253	115	103	76		554	470	263	1.046	2.194	347	561		1.286	1.161	10.772
1955 1 <sup>er</sup> semestre	7.830	2.351	1.255	847	408	169	123	119	71		622	451	291	1.123	2.346	348	664		1.334	1.282	11.458
2 <sup>e</sup> semestre	8.499	2.585	1.167	977	426	312	109	133	75		676	498	320	1.221	2.387	390	610		1.387	1.356	12.242
1956 1 <sup>er</sup> semestre	9.043	3.000	1.297	1.004	485	138	135	112	77		810	486	353	1.146	2.445	344	715		1.386	1.638	13.126
2 <sup>e</sup> semestre	9.643	2.946	1.257	1.175	529	255	114	150	80		808	737	382	1.210	2.662	427	754		1.481	1.840	14.145
1957 1 <sup>er</sup> semestre	10.189	2.937	1.613	1.048	568	188	138	143	87		1.009	757	407	1.294	2.819	395	782		1.642	1.650	14.658
2 <sup>e</sup> semestre	9.440	2.717	1.241	1.042	496	265	111	152	89		1.035	677	395	1.220	2.869	412	752		1.705	1.636	13.945
1958 1 <sup>er</sup> semestre	8.412	2.420	975	1.033	378	137	112	112	91		955	648	416	1.135	2.827	335	813		1.679	1.686	12.925
2 <sup>e</sup> semestre	8.781	2.455	894	1.086	524	249	100	131	97		958	753	405	1.129	2.689	369	670		1.650	1.680	13.150
1959 1 <sup>er</sup> trimestre	9.239	2.623	1.025	1.243	656	114	134	206 <sup>5</sup>	95	84	1.013	728	390	928	2.802	354	717	257	1.474	1.557	13.598
2 <sup>e</sup> trimestre	9.366	2.777	1.033	957	664	190	164	240 <sup>5</sup>	102	117	911	700	464	1.047	2.905	314	801	269	1.521	1.739	14.010
3 <sup>e</sup> trimestre	9.236	2.771	1.026	1.024	672	280	129	256 <sup>5</sup>	96	119	713	621	433	1.096	2.841	335	690	286	1.530	1.559	13.636
4 <sup>e</sup> trimestre	10.886	3.260	1.268	1.455	708	240	140	275 <sup>5</sup>	97	124	950	660	494	1.215	3.328	500	794	290	1.744	1.905	16.119
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	11.464	3.598	1.444	1.505	633	163	191	210 <sup>5</sup>	96	225	1.102	635	631	1.031	3.042	352	822	309	1.559	2.123	16.629
2 <sup>e</sup> trimestre	10.931	3.770	1.207	1.173	635	238	159	183 <sup>5</sup>	109	219	893	629	639	1.077	3.083	325	874	311	1.573	1.883	15.897
3 <sup>e</sup> trimestre	11.549	3.813	1.126	1.181	981	367	158	290 <sup>5</sup>	104	236	982	675	660	976	3.040	359	756	309	1.616	1.736	16.325
4 <sup>e</sup> trimestre	11.864	4.049	1.302	1.252	842	316	181	296 <sup>5</sup>	111	227	806	670	732	1.030	3.178	401	767	321	1.689	2.059	17.101

<sup>1</sup> Y compris les pièces détachées d'automobiles.

<sup>2</sup> Y compris les céréales.

<sup>3</sup> Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

<sup>4</sup> Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

<sup>5</sup> Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

VIII - 4. — INDICES DU VOLUME ET DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	INDICES DU VOLUME								INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES							
	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.)</b>																
Biens de production .....	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5
Biens de consommation ...	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3
Biens d'équipement .....	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1
<b>Ensemble ...</b>	<b>96,8</b>	<b>110,6</b>	<b>119,7</b>	<b>133,8</b>	<b>135,7</b>	<b>132,4</b>	<b>147,5</b>	<b>163,9</b>	<b>106,2</b>	<b>95,1</b>	<b>96,7</b>	<b>99,1</b>	<b>102,8</b>	<b>96,1</b>	<b>93,6</b>	<b>95,6</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.)</b>																
Sidérurgie .....	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1
Fabrications métalliques ...	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8
Métaux non ferreux .....	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5
Textiles .....	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1
Produits chimiques .....	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2
Combustibles .....	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8
Industrie pétrolière .....	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4
Verres et glaces .....	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7
Produits agricoles .....	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7
Ciments .....	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0
Carrières .....	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3
Céramiques .....	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5
Bois et meubles .....	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5
Peaux et cuirs .....	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1
Papier et livre .....	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3
Tabacs .....	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3
Caoutchouc .....	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1
Industries alimentaires ...	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5
Divers .....	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7
<b>Ensemble ...</b>	<b>94,4</b>	<b>109,4</b>	<b>125,7</b>	<b>135,3</b>	<b>131,8</b>	<b>134,7</b>	<b>150,3</b>	<b>168,3</b>	<b>115,7</b>	<b>92,8</b>	<b>96,6</b>	<b>101,5</b>	<b>105,8</b>	<b>98,3</b>	<b>94,8</b>	<b>97,1</b>
									<b>INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE <sup>1</sup></b>							
<b>Ensemble ...</b>									<b>108,9</b>	<b>97,6</b>	<b>99,9</b>	<b>102,4</b>	<b>102,9</b>	<b>102,3</b>	<b>101,3</b>	<b>101,6</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange :  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

**VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale <sup>1</sup>			France <sup>1</sup>			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	1,11	0,98	- 0,13	1,04	0,76	- 0,28	1,35	1,56	+ 0,21
1953 .....	1,24	0,88	- 0,36	1,12	0,75	- 0,37	1,38	1,68	+ 0,30
1954 .....	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955 .....	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956 .....	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957 .....	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958 .....	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959 .....	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960 .....	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	2,49	2,23	- 0,26	2,11	1,52	- 0,59	2,67	3,17	+ 0,50
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,71	2,40	- 0,31	2,19	1,50	- 0,69	2,38	3,30	+ 0,92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,60	2,53	- 0,07	2,30	1,62	- 0,68	2,30	3,31	+ 1,01
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,91	2,44	- 0,47	2,11	1,53	- 0,57	2,48	3,11	+ 0,63
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,00	2,57	- 0,43	2,37	1,88	- 0,49	2,63	3,66	+ 1,03
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3,10	2,41	- 0,69	2,76	1,78	- 0,98	2,72	3,67	+ 0,95
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
1960 Août .....	2,71	2,25	- 0,46	1,74	1,37	- 0,37	2,41	2,80	+ 0,39
Septembre .....	3,12	2,53	- 0,59	2,27	1,55	- 0,72	2,86	3,33	+ 0,47
Octobre .....	2,98	2,59	- 0,39	2,45	2,05	- 0,40	2,61	3,67	+ 1,06
Novembre .....	2,66	2,64	- 0,02	2,32	1,84	- 0,48	2,67	3,56	+ 0,89
Décembre .....	3,04	2,35	- 0,69	2,29	1,66	- 0,63	2,58	3,65	+ 1,07
1961 Janvier .....	2,57	2,19	- 0,38	2,09	1,46	- 0,63	2,48	3,29	+ 0,81
Février .....	3,41	2,50	- 0,91	2,95	1,83	- 1,12	2,65	3,59	+ 0,94
Mars .....	3,33	2,56	- 0,77	3,20	2,04	- 1,16	3,04	4,12	+ 1,08
Avril .....	3,00	2,46	- 0,54	2,53	1,97	- 0,56	2,60	4,48	+ 1,88
Mai .....	3,26	2,45	- 0,81	2,79	1,93	- 0,86	2,67	3,80	+ 1,13
Juin .....	3,18	2,45	- 0,73	2,75	2,04	- 0,71	2,70	4,10	+ 1,40
Juillet .....	3,01	2,56	- 0,45	2,38	1,77	- 0,61	2,27	3,64	+ 1,37
Août .....	3,00	2,31	- 0,69	2,24	1,43	- 0,81	2,62	3,15	+ 0,53
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. <sup>2</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	0,14	0,28	+ 0,14	3,64	3,58	- 0,06	5,35	6,35	+ 1,00
1953 .....	0,15	0,31	+ 0,16	3,89	3,62	- 0,27	5,67	5,72	+ 0,05
1954 .....	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955 .....	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956 .....	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957 .....	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958 .....	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959 .....	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960 .....	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,38	0,40	+ 0,02	7,65	7,32	- 0,33	10,12	9,90	- 0,22
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,38	0,43	+ 0,05	7,66	7,63	- 0,03	10,26	10,48	+ 0,22
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,42	0,47	+ 0,05	7,62	7,93	+ 0,31	9,95	10,72	+ 0,77
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,38	0,49	+ 0,11	7,88	7,57	- 0,31	10,18	10,16	- 0,02
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,39	0,55	+ 0,16	8,39	8,66	+ 0,27	11,02	11,76	+ 0,74
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,46	0,45	- 0,01	9,04	8,30	- 0,74	11,58	11,10	- 0,48
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
1960 Août .....	0,37	0,40	+ 0,03	7,23	6,82	- 0,41	9,41	9,25	- 0,16
Septembre .....	0,37	0,57	+ 0,20	8,62	8,00	- 0,62	11,08	10,48	- 0,60
Octobre .....	0,41	0,54	+ 0,13	8,47	8,85	+ 0,38	10,97	11,70	+ 0,73
Novembre .....	0,37	0,54	+ 0,17	8,02	8,58	+ 0,56	10,68	11,37	+ 0,69
Décembre .....	0,36	0,49	+ 0,13	8,27	8,15	- 0,12	10,84	11,28	+ 0,44
1961 Janvier .....	0,38	0,35	- 0,03	7,52	7,30	- 0,22	9,64	9,38	- 0,26
Février .....	0,44	0,49	+ 0,05	9,46	8,40	- 1,06	11,99	11,23	- 0,76
Mars .....	0,56	0,49	- 0,07	10,12	9,20	- 0,92	13,12	12,67	- 0,45
Avril .....	0,50	0,50	...	8,63	9,41	+ 0,78	11,14	12,14	+ 1,00
Mai .....	0,48	0,51	+ 0,03	9,20	8,69	- 0,51	11,72	11,67	- 0,05
Juin .....	0,48	0,55	+ 0,07	9,11	9,14	+ 0,03	11,52	12,22	+ 0,70
Juillet .....	0,45	0,47	+ 0,02	8,11	8,44	+ 0,33	10,65	11,14	+ 0,49
Août .....	0,51	0,41	- 0,10	8,37	7,30	- 1,07	10,67	10,11	- 0,56

<sup>1</sup> La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.

<sup>2</sup> Y compris l'Espagne à partir de 1960.

**VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

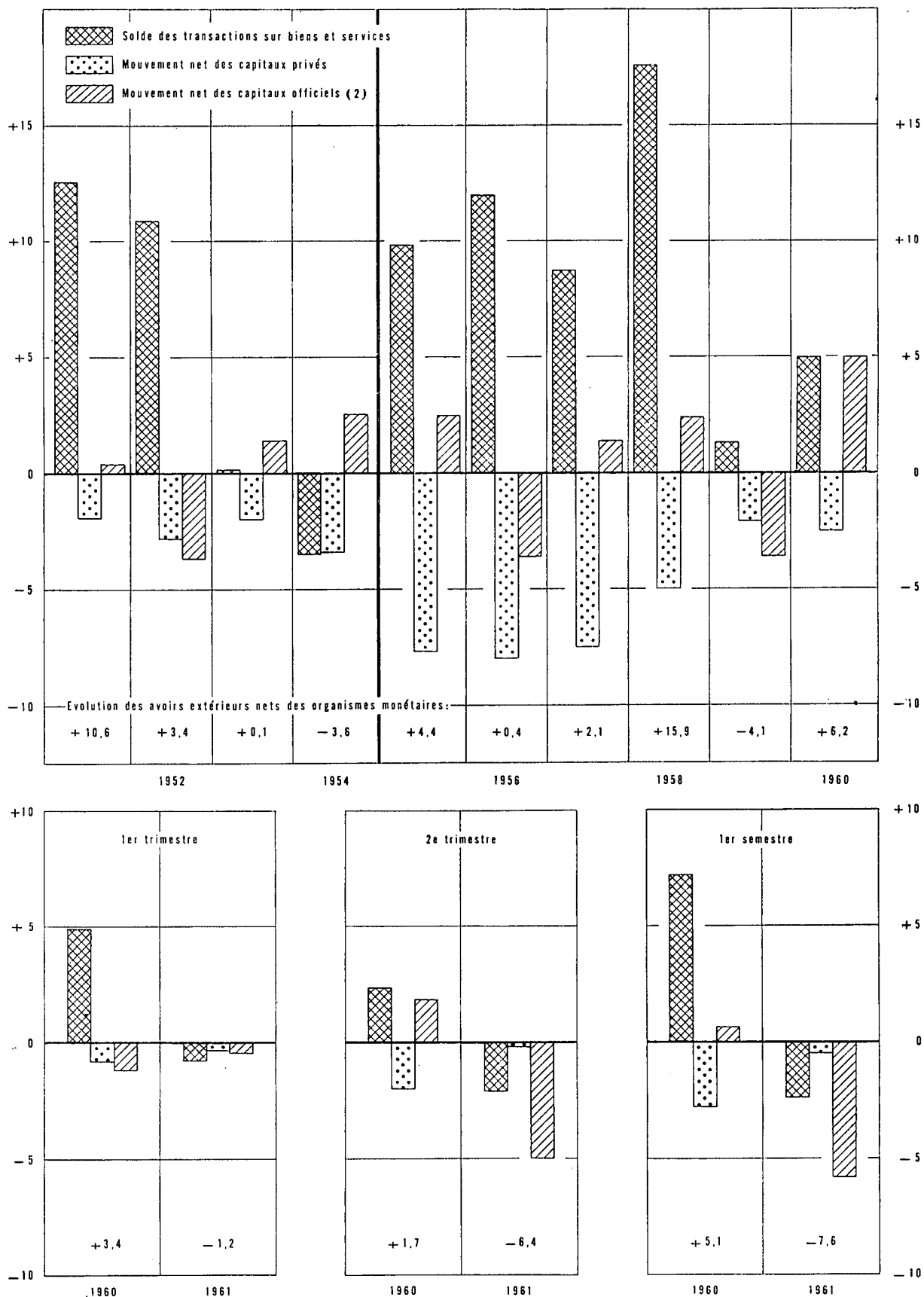
Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	1,50	0,77	- 0,73	0,84	1,13	+ 0,29	0,95	0,62	- 0,33
1953 .....	1,04	0,96	- 0,08	0,91	0,73	- 0,18	1,00	0,56	- 0,44
1954 .....	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955 .....	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956 .....	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957 .....	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958 .....	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959 .....	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960 .....	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,61	1,84	+ 0,23	1,31	0,93	- 0,38	1,02	0,66	- 0,36
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,78	1,92	+ 0,14	1,23	0,85	- 0,38	1,13	0,85	- 0,28
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,64	1,44	- 0,20	1,20	0,85	- 0,35	0,90	0,83	- 0,07
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,48	1,29	- 0,19	1,14	0,76	- 0,38	0,92	0,73	- 0,19
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,61	1,31	- 0,30	1,29	1,02	- 0,27	0,86	0,91	+ 0,05
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,64	1,23	- 0,41	1,32	0,86	- 0,46	1,01	0,90	- 0,11
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,55	1,56	+ 0,01	1,24	0,87	- 0,37	0,87	0,85	- 0,02
1960 Août .....	1,45	1,14	- 0,31	1,01	0,68	- 0,33	0,88	0,73	- 0,15
Septembre .....	1,35	1,33	- 0,02	1,28	0,68	- 0,60	0,92	0,74	- 0,18
Octobre .....	1,45	1,44	- 0,01	1,25	0,86	- 0,39	0,84	0,92	+ 0,08
Novembre .....	1,59	1,05	- 0,54	1,29	0,95	- 0,34	0,95	0,85	- 0,10
Décembre .....	1,75	1,38	- 0,37	1,29	0,98	- 0,31	0,79	0,92	+ 0,13
1961 Janvier .....	1,73	1,05	- 0,68	1,09	0,67	- 0,42	1,13	0,42	- 0,71
Février .....	1,57	1,11	- 0,46	1,27	0,83	- 0,44	0,98	1,06	+ 0,08
Mars .....	1,61	1,55	- 0,06	1,58	1,09	- 0,49	0,93	1,22	+ 0,29
Avril .....	1,58	1,50	- 0,08	1,31	0,82	- 0,49	0,87	0,90	+ 0,03
Mai .....	1,40	1,66	+ 0,26	1,22	0,86	- 0,36	0,88	0,86	- 0,02
Juin .....	1,66	1,51	- 0,15	1,20	0,92	- 0,28	0,86	0,79	- 0,07
Juillet .....	1,18	1,56	+ 0,38	1,44	0,89	- 0,55	0,93	0,74	- 0,19
Août .....	1,37	1,38	+ 0,01	1,07	0,71	- 0,36	0,99	0,65	- 0,34
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientales		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	0,68	0,63	- 0,05	0,82	0,60	- 0,22	0,24	0,42	+ 0,18
1953 .....	0,78	0,38	- 0,40	0,75	0,55	- 0,20	0,24	0,38	+ 0,14
1954 .....	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955 .....	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956 .....	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957 .....	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958 .....	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959 .....	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960 .....	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,74	0,76	+ 0,02	0,91	0,36	- 0,55	0,55	0,44	- 0,11
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,71	0,80	+ 0,09	1,00	0,38	- 0,62	0,40	0,57	+ 0,17
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,81	0,64	- 0,17	1,01	0,37	- 0,64	0,43	0,60	+ 0,17
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,79	0,60	- 0,19	1,08	0,15	- 0,93	0,61	0,54	- 0,07
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,65	0,68	+ 0,03	1,32	0,13	- 1,19	0,56	0,58	+ 0,02
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,73	0,55	- 0,18	1,02	0,17	- 0,85	0,48	0,53	+ 0,05
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,76	0,61	- 0,15	0,93	0,21	- 0,72	0,44	0,60	+ 0,16
1960 Août .....	0,88	0,49	- 0,39	0,90	0,06	- 0,84	0,60	0,53	- 0,07
Septembre .....	0,68	0,63	- 0,05	0,69	0,07	- 0,62	0,51	0,48	- 0,03
Octobre .....	0,72	0,66	- 0,06	1,23	0,10	- 1,13	0,57	0,49	- 0,08
Novembre .....	0,65	0,66	+ 0,01	1,39	0,10	- 1,29	0,53	0,58	+ 0,05
Décembre .....	0,60	0,62	+ 0,02	1,01	0,17	- 0,84	0,52	0,59	+ 0,07
1961 Janvier .....	0,76	0,31	- 0,45	1,56	0,10	- 1,46	0,39	0,27	- 0,12
Février .....	0,73	0,54	- 0,19	0,92	0,23	- 0,69	0,56	0,60	+ 0,04
Mars .....	0,71	0,79	+ 0,08	0,60	0,19	- 0,41	0,53	0,73	+ 0,20
Avril .....	0,66	0,61	- 0,05	0,74	0,20	- 0,54	0,42	0,47	+ 0,05
Mai .....	0,86	0,51	- 0,35	0,78	0,26	- 0,52	0,40	0,67	+ 0,27
Juin .....	0,77	0,70	- 0,07	1,26	0,17	- 1,09	0,51	0,67	+ 0,16
Juillet .....	0,71	0,65	- 0,06	1,10	0,22	- 0,88	0,54	0,43	- 0,11
Août .....	0,64	0,65	+ 0,01	0,58	0,19	- 0,39	0,54	0,50	- 0,04

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N. B. du tableau VIII - 2.

## IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. <sup>1</sup>  
(milliards de francs)



<sup>1</sup> Les balances des années 1961, 1952, 1953 et 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des périodes plus récentes.  
<sup>2</sup> Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>A. Transactions sur biens et services.</b>									
1. Opérations sur marchandises <sup>1</sup> .....									
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) <sup>2</sup> .....	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9
1.2. Travail à façon .....	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6
1.3. Opérations d'arbitrage .....	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6
2. Or non monétaire .....	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6
3. Transports <sup>2</sup> .....	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2
4. Primes et indemnités d'assurances .....	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9
5. Déplacements à l'étranger <sup>1</sup> .....	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4
6. Revenus d'investissements .....	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4
8. Autres .....	+ 0,6	+ 0,7	+ 2,1	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	+ 0,2	- 3,5	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9
<b>B. Transferts.</b>									
9. Transferts privés .....	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1
10. Transferts publics .....	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6
<b>C. Mouvement des capitaux.</b>									
11. Etat .....				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 <sup>3</sup>	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2
12. Autres pouvoirs publics .....				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,1
15. Autres .....									
15.1 Papier commercial ...	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2
15.2 Autres <sup>1</sup> .....	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 <sup>3</sup>	- 4,9	- 0,9	- 2,7
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,6	+ 2,4
<b>D. Opérations non déterminées <sup>1</sup></b>	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1
<b>E. Erreurs et omissions .....</b>	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4
<b>Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....</b>	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2

<sup>1</sup> Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.2) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

<sup>2</sup> La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

<sup>3</sup> Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.2 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels et semestriels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1959		1960				1961	
	1er semestre	2e semestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services et transferts privés .....	+ 2,4	+ 2,0	+ 6,0	+ 3,2	- 1,9	+ 0,7	+ 0,2	- 1,5
2. Transferts publics .....	- 0,3	- 0,5	- 1,2	- 0,5	- 0,2	- 0,6	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation .....	+ 0,1	- 3,7	- 1,2	+ 1,8	- 1,9	+ 6,2	- 0,8	- 4,8
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme <sup>1</sup> .....	- 1,3	+ 0,1	- 0,9	- 0,4	- 0,3	+ 1,8	- 0,4	+ 0,5
4.2 Autres .....	- 1,7	+ 0,8	+ 0,1	- 1,6	- 1,7	+ 0,5	+ 0,1	- 0,4
5. Opérations non déterminées et erreurs et omissions .....	- 0,6	- 1,4	+ 0,6	- 0,8	...	- 1,5	- 0,3	- 0,2
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	- 1,4	- 2,7	+ 3,4	+ 1,7	- 6,0	+ 7,1	- 1,2	- 6,4

<sup>1</sup> Papier commercial plus, à partir de 1961, l'évolution des avoirs en francs belges des sociétés du Congo et du Ruanda-Urundi auprès de leurs sièges en U.E.B.L.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE  
AVEC LES PAYS AUTRES QUE LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI <sup>1</sup>**

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Opérations sur marchandises <sup>2</sup> .....	+12,5	- 0,8	- 4,1	+ 3,9	+ 4,0	- 4,4	+ 2,8	- 2,4	+ 2,2
2. Transactions invisibles ...	- 8,3	- 6,6	- 7,7	- 3,7	- 4,0	- 0,5	+ 2,9	- 6,8	- 5,9
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2) .....	+ 4,2	- 7,4	-11,8	+ 0,2	...	- 4,9	+ 5,7	- 9,2	- 3,7
4. Transferts :									
Privés .....	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,1
Publics .....	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,3	- 0,1	- 0,5	- 1,1
5. Mouvement des capitaux :									
Etat .....				+ 2,6	- 1,3	+ 4,2 <sup>3</sup>	+ 1,3	+ 1,3	+ 5,8
Autres pouvoirs publics .....				+ 0,2	...	...	...	- 0,8	+ 1,7
Organismes paraétatiques d'exploitation .....	- 1,2	+ 4,5	+ 2,4	...	...	...	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1
Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,1	...
Autres :									
Papier commercial .....	- 1,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	+ 0,2
Autres .....	- 0,8	- 2,8	- 2,6	- 4,8	- 7,8	- 6,7 <sup>3</sup>	- 1,2	- 5,1	- 5,7
Total ...	- 3,3	+ 1,2	- 0,4	- 1,5	- 9,2	- 1,5	- 0,7	- 4,4	+ 1,9
6. Règlements multilatéraux ..	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,4	+ 8,3	+ 9,6	+ 9,3	+10,5	+13,6	+10,8
7. Opérations non déterminées et erreurs et omissions ...	+ 0,8	+ 0,1	...	- 1,4	- 1,5	- 1,9	- 0,2	- 2,1	- 2,0
8. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	+ 3,9	+ 0,7	- 2,6	+ 6,1	- 0,7	+ 1,3	+16,6	- 2,6	+ 5,9

<sup>1</sup> Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.2) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

<sup>2</sup> La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

<sup>3</sup> Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.2 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, page 805 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1959 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.E.C.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).



## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1952 .....	50,29	14,27	139,86	—	11,45	—	—	—	—	—	51,38		173,98 <sup>1</sup>	—
1953 .....	49,96	14,27	140,14	13,19 <sup>1</sup>	11,47	11,97 <sup>1</sup>	—	9,67 <sup>1</sup>	6,99 <sup>1</sup>	7,24 <sup>1</sup>	50,81		174,04	—
1954 .....	50,05	14,27	140,05	13,18	11,46	11,94	—	9,64	7,00	7,21	51,44		174,04	—
1955 .....	50,23	14,27	139,56	13,15	11,41	11,89	7,97 <sup>1</sup>	9,64	6,98	7,21	50,94		174,04	—
1956 .....	49,92	14,19	139,48	13,11	11,41	11,91	7,96	9,63	6,98	7,21	50,73		174,03	—
1957 .....	50,24	{ 14,27 <sup>2</sup> 11,89 <sup>3</sup>	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 <sup>5</sup>	52,396 <sup>5</sup>	174,02	193,10 <sup>1</sup>
1958 .....	49,89	11,84 <sup>4</sup>	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959 .....	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960 .....	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1960 1 <sup>er</sup> trimestre ..	49,88	10,16	139,81	13,22	11,51	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,401	52,398	174,24	191,89
2 <sup>e</sup> trimestre ..	49,85	10,17	139,89	13,22	11,53	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,180	51,178	174,30	191,66
3 <sup>e</sup> trimestre ..	49,97	10,20	140,44	13,25	11,60	11,98	8,05	9,69	7,01	7,26	51,324	51,323	174,97	193,35
4 <sup>e</sup> trimestre ..	49,73	10,14	139,76	13,18	11,55	11,92	8,01	9,62	6,97	7,22	50,776	50,774	174,11	191,49
1961 1 <sup>er</sup> trimestre ..	49,87	10,18	139,70	{ 13,19 <sup>6</sup> 13,86 <sup>7</sup>	11,56	{ 11,95 <sup>8</sup> 12,56 <sup>7</sup>	8,02	9,65	6,98	7,22	50,373	50,373	174,12	191,53
2 <sup>e</sup> trimestre ..	50,00	10,20	139,71	13,91	11,56	12,59	8,06	9,68	6,99	7,22	{ 50,587 <sup>11</sup> 48,332 <sup>10</sup>	{ 50,586 <sup>11</sup> 48,313 <sup>10</sup>	174,33	192,03
3 <sup>e</sup> trimestre ..	49,79	10,14	139,42	13,82	11,53	12,48	8,02	9,63	6,97	7,21	48,237	48,234	173,83	192,92
1960 Octobre .....	49,84	10,16	140,10	13,22	11,57	11,95	8,03	9,65	6,99	7,24	50,918	50,916	174,53	192,29
Novembre ...	49,67	10,13	139,74	13,16	11,53	11,91	8,00	9,61	6,97	7,21	50,857	50,856	174,08	191,09
Décembre .....	49,67	10,13	139,43	13,17	11,54	11,91	8,00	9,60	6,96	7,21	50,552	50,550	173,71	191,09
1961 Janvier .....	49,80	10,16	139,75	13,20	11,56	11,94	8,02	9,63	6,97	7,22	50,132	50,134	174,11	191,37
Février .....	49,93	10,19	139,81	13,18	11,56	11,97	8,03	9,66	6,98	7,23	50,454	50,451	174,05	191,64
Mars .....	49,89	10,18	139,54	{ 13,16 <sup>9</sup> 13,86 <sup>7</sup>	11,55	{ 11,99 <sup>8</sup> 12,56 <sup>7</sup>	8,02	9,66	6,98	7,22	50,534	50,534	174,19	191,59
Avril .....	50,03	10,21	140,00	13,92	11,57	12,60	8,06	9,68	7,00	7,24	50,603	50,602	174,66	191,95
Mai .....	50,03	10,21	139,78	13,92	11,56	12,60	8,06	9,70	6,99	7,22	50,672	50,670	174,33	191,99
Juin .....	49,95	10,19	139,84	13,90	11,56	12,57	8,05	9,67	6,97	7,21	{ 50,444 <sup>9</sup> 48,332 <sup>10</sup>	{ 50,445 <sup>9</sup> 48,313 <sup>10</sup>	173,99	192,16
Juillet .....	49,79	10,16	138,76	13,86	11,54	12,51	8,02	9,64	6,94	7,18	48,150	48,145	173,17	192,80
Août .....	49,79	10,13	139,54	13,83	11,53	12,47	8,02	9,64	6,97	7,21	48,267	48,264	173,91	192,99
Septembre ...	49,78	10,12	139,97	13,78	11,53	12,46	8,02	9,62	6,99	7,23	48,295	48,294	174,40	192,96
Octobre .....	49,78	10,13	140,13	13,80	11,52	12,45	8,02	9,63	7,00	7,23	48,313	48,311	174,66	192,76

<sup>1</sup> Moyenne calculée depuis la date de cotation jusqu'au 31 décembre.

<sup>2</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 août 1957.

<sup>3</sup> Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957.

<sup>4</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 28 décembre 1958.

<sup>5</sup> Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957.

<sup>6</sup> Moyenne du 1 au 8 mars 1961.

<sup>7</sup> Moyenne du 6 au 30 mars 1961.

<sup>8</sup> Moyenne du 1 janvier au 8 mars 1961.

<sup>9</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> au 20 juin 1961.

<sup>10</sup> Moyenne du 21 au 30 juin 1961.

<sup>11</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 20 juin 1961.

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES

### 1. — SITUATION DE TRESORERIE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dettes flottantes intérieures (9)	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1959 6 prem. mois	55,0	47,2	- 7,8	8,5	0,1	- 8,4	-16,2	+12,0	- 0,9	+ 3,5	+ 0,9	+ 0,7
9 prem. mois	80,4	74,3	- 6,1	13,3	0,1	-13,2	-19,3	+20,2	- 7,3	+ 5,4	- 0,4	+ 1,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
1960 Mai	7,9	8,5	+ 0,6	2,0	...	- 2,0	- 1,4	+ 4,3	- 3,4	+ 1,3	+ 0,5	- 1,3
Juin	9,9	9,4	- 0,5	1,5	...	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	- 1,0	+ 1,4	+ 1,8	- 0,3
Juillet	9,1	12,5	+ 3,4	2,1	...	- 2,1	+ 1,3	...	- 0,3	- 0,4	- 1,2	+ 0,6
Août	8,0	8,6	+ 0,6	1,6	0,1	- 1,5	- 0,9	...	+ 1,1	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
Septembre	8,6	9,4	+ 0,8	2,0	...	- 2,0	- 1,2	...	- 0,5	+ 1,4	+ 0,5	- 0,2
Octobre	8,5	8,3	- 0,2	1,8	...	- 1,8	- 2,0	...	+ 2,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,5
Novembre	8,0	8,2	+ 0,2	1,2	...	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	- 3,5	+ 1,3	+ 0,6	...
Décembre	10,7	9,7	- 1,0	3,2	0,1	- 3,1	- 4,1	+ 4,1	- 3,7	+ 3,8	+ 0,9	- 1,0
1961 Janvier	18,7	11,4	- 2,3	1,8	...	- 1,8	- 4,1	+ 0,4	+ 3,5	+ 2,0	- 1,5	- 0,3
Février	11,0	8,1	- 2,9	1,0	...	- 1,0	- 3,9	...	+ 1,8	+ 2,9	- 0,9	+ 0,1
Mars	9,4	9,6	+ 0,2	0,7	...	- 0,7	- 0,5	...	+ 0,7	- 0,2	+ 0,9	- 0,9
Avril	11,9	8,0	- 3,9	0,7	...	- 0,7	- 4,6	...	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,8
Mai	9,5	9,6	+ 0,1	0,9	...	- 0,9	- 0,8	...	+ 0,3	+ 0,5	- 0,4	+ 0,4
Juin	11,2	11,4	+ 0,2	1,0	0,1	- 0,9	- 0,7	+ 6,8	- 6,3	- 0,3	+ 0,3	+ 0,2

<sup>1</sup> Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

### XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes <sup>2</sup>	Douanes et accises	Enregistrement <sup>3</sup>	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1952	2,7	1,1	2,1	5,9	0,32
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1959 9 premiers mois	3,5	1,6	2,9	8,0	0,51
1960 3 premiers mois	3,6	1,7	3,0	8,3	0,52
6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1960 Juillet	7,0	2,0	3,1	12,1	4,09
Août	3,4	1,8	3,1	8,3	0,01
Septembre	3,4	2,0	3,6	9,0	0,01
Octobre	2,7	1,8	3,4	7,9	0,03
Novembre	2,5	1,8	3,3	7,6	0,01
Décembre	2,0	2,1	3,4	7,5	0,05
1961 Janvier	5,9	1,9	3,2	11,0	1,10
Février	2,3	1,8	3,2	7,3	0,02
Mars	2,7	2,2	4,3	9,2	0,04
Avril	2,4	1,9	3,3	7,6	0,06
Mai	3,8	1,9	3,7	9,4	0,04
Juin	4,8	2,2	3,8	10,8	0,86
Juillet	6,9	1,9	3,6	12,4	4,06
Août	2,4	2,0	3,6	8,0	...
Septembre	2,5	2,0	3,7	8,2	0,01

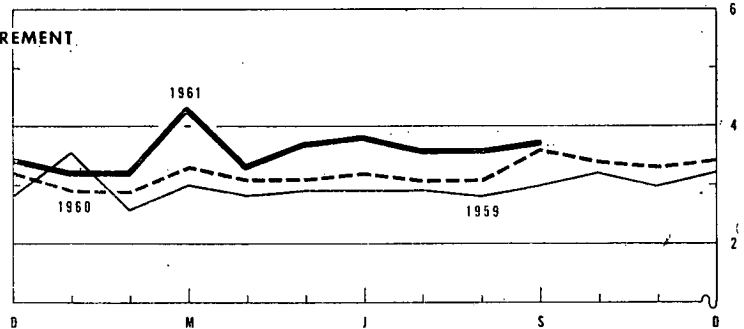
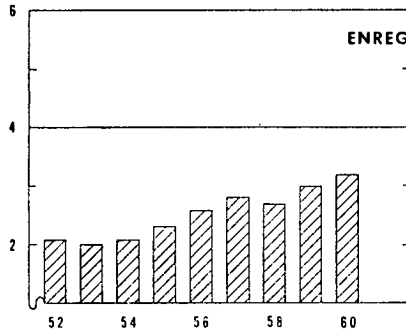
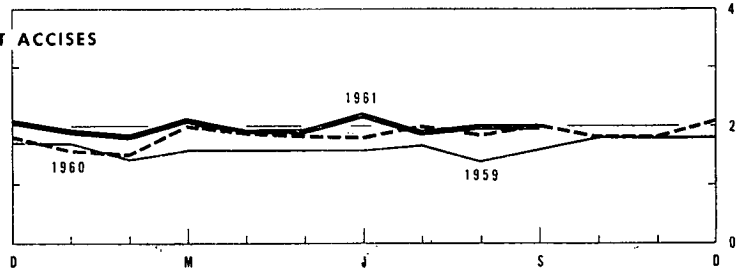
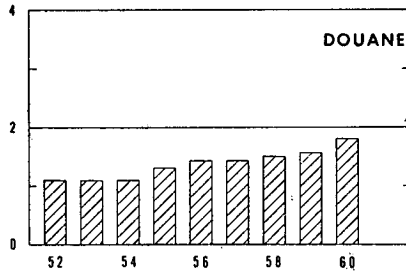
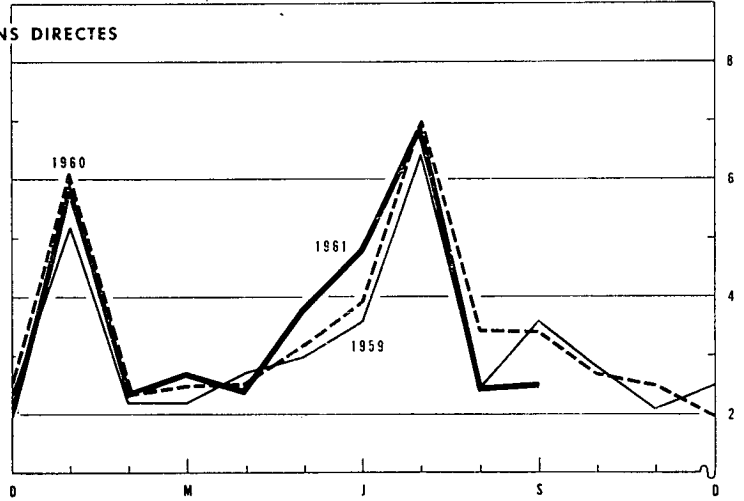
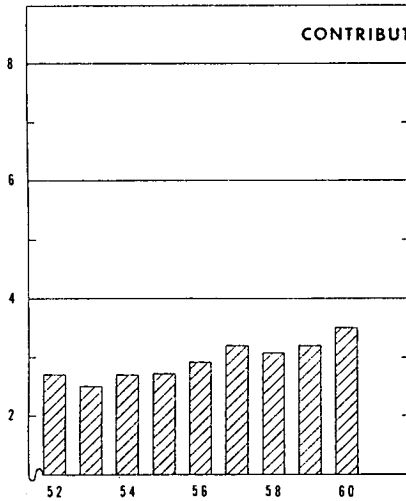
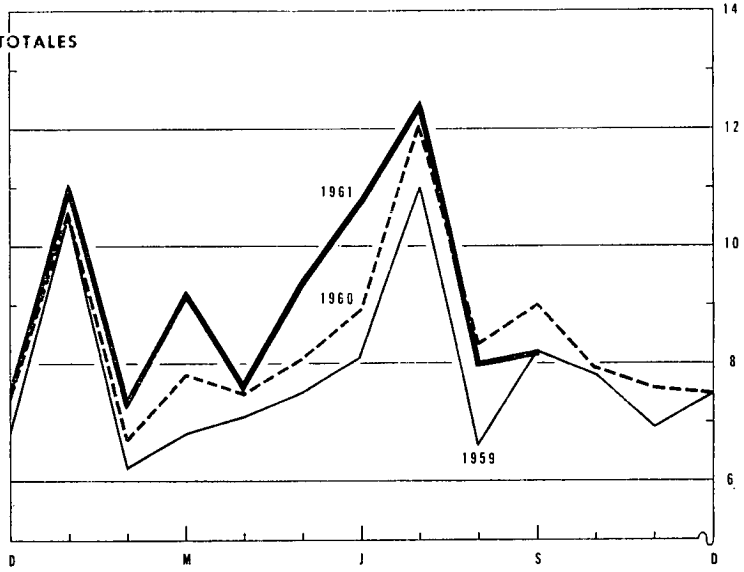
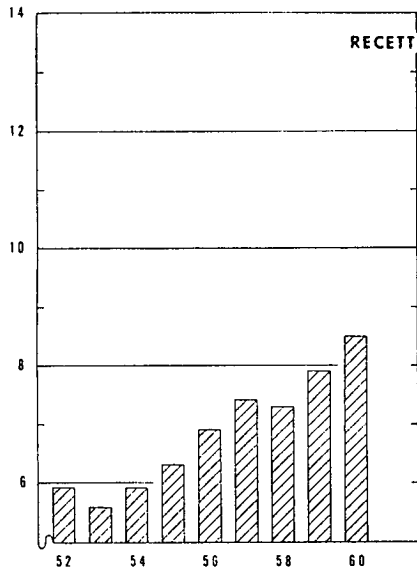
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

<sup>3</sup> La taxe de transmission a été portée le 5 mai 1961 de 5 p.c. à 6 p.c. (Loi du 3 mai 1961 - *Moniteur belge* du 5 mai 1961, p. 3.940).

### XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



**XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.  
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952 .....	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953 .....	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954 .....	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955 .....	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956 .....	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957 .....	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958 .....	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959 .....	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960 .....	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1960 9 premiers mois .....	28,6	+ 1,2	15,9	- 0,6	28,3	- 0,1	72,8	+ 0,5	
1961 9 premiers mois .....	28,2	- 0,4	17,3	+ 0,9	32,4	- 1,8	77,9	- 1,3	
Exercice 1960	1960 Juin .....	3,9	+ 0,2	1,8	...	3,2	...	8,9	+ 0,2
	Juillet .....	7,0	+ 0,3	2,0	...	3,1	...	12,1	+ 0,3
	Août .....	3,4	+ 0,4	1,8	...	3,1	+ 0,1	8,3	+ 0,5
	Septembre .....	3,4	...	2,0	...	3,6	+ 0,3	9,0	+ 0,3
	Octobre .....	2,7	+ 0,1	1,8	- 0,2	3,4	...	7,9	- 0,1
	Novembre .....	2,5	+ 0,1	1,8	...	3,3	...	7,6	+ 0,1
	Décembre .....	2,0	- 0,4	2,1	...	3,4	- 0,1	7,5	- 0,5
	1961 Janvier .....	3,7	- 0,1	0,4	...	...	...	4,1	- 0,1
	Février .....	1,0	- 0,1	...	...	...	...	1,0	- 0,1
Mars .....	0,7	...	...	...	0,1	+ 0,1	0,8	+ 0,1	
Ex. 1961	Janvier .....	2,2	- 0,1	1,4	+ 0,1	3,2	- 0,5	6,8	- 0,5
	Février .....	1,3	- 0,1	1,8	+ 0,2	3,2	- 0,3	6,3	- 0,2
	Mars .....	2,0	...	2,1	+ 0,2	4,3	+ 0,2	8,4	+ 0,4
	Avril .....	2,4	...	1,9	- 0,1	3,3	- 0,5	7,6	- 0,6
	Mai .....	3,8	+ 0,2	1,9	+ 0,1	3,7	- 0,1	9,4	+ 0,2
	Juin .....	4,8	+ 0,7	2,2	+ 0,3	3,8	...	10,8	+ 1,0
	Juillet .....	6,9	- 0,8	1,9	- 0,1	3,6	- 0,1	12,4	- 1,0
	Août .....	2,4	- 0,1	2,0	+ 0,1	3,6	- 0,1	8,0	- 0,1
	Septembre .....	2,5	- 0,1	2,0	...	3,7	- 0,4	8,2	- 0,5

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

**XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1960 <sup>2</sup>		Exercice 1960 : septembre 1960		Exercice 1961 : septembre 1961	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup> .....	41,4	40,5	3,4	3,5	2,5	2,6
contribution foncière .....	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe mobilière .....	4,2	3,5	0,1	0,1	0,2	0,2
taxe professionnelle <sup>3</sup> .....	27,3	26,4	2,4	2,5	1,6	1,7
impôt complémentaire personnel ...	4,1	3,9	0,6	0,6	0,4	0,3
contribution nationale de crise ...	2,2	1,9	0,1	0,1	0,1	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	2,7	2,7	...	...	...	...
divers <sup>4</sup> .....	0,4	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1
II. Douanes et accises .....	22,0	22,9	2,0	2,0	2,0	2,0
dont : douanes .....	6,0	5,7	0,5	0,5	0,5	0,5
accises .....	14,9	17,0	1,4	1,5	1,4	1,5
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement .....	38,5	38,6	3,6	3,2	3,7	4,1
dont : enregistrement .....	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,3
successions .....	2,0	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	32,0	31,9	3,0	2,7	3,2	3,5
Total ...	101,9	102,0	9,0	8,7	8,2	8,7
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 0,1		+ 0,3		- 0,5

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

<sup>2</sup> L'exercice 1960 commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1960 a été clôturé le 31 mars 1961. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

<sup>3</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

<sup>4</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— La détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, no 6, décembre 1960 : « Les budgets de 1960 et 1961 ».

### XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1954 Septembre .....	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9	120,7	...	2,1	122,8	38,8	47,0	- 2,7	+ 0,8	- 5,7
1954 Décembre .....	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3	119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	- 2,9	+ 1,0	- 5,0
1955 Mars .....	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4	120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
1955 Juin .....	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
1955 Septembre .....	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
1955 Décembre .....	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars .....	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
1956 Juin .....	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
1956 Septembre .....	196,0	23,6	2,6	...	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
1956 Décembre .....	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars .....	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
1957 Juin .....	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
1957 Septembre .....	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
1957 Décembre .....	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre .....	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars .....	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
1958 Juin .....	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
1958 Septembre .....	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
1958 Décembre .....	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,7	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,8
1959 Mars .....	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
1959 Juin .....	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
1959 Septembre .....	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
1959 Décembre .....	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars .....	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
1960 Juin .....	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
1960 Septembre .....	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
1960 Décembre .....	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars .....	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
1961 Juin .....	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi-monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(Milliards de francs)

**Actif**

	Banque Nationale de Belgique		Organismes publics monétaires <sup>1</sup>		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>								
1. Or .....	56,6	53,7	—	—	—	—	56,6	53,7
2. Participation au F.M.I. ....	4,4	4,4	—	—	—	—	4,4	4,4
3. Actions et obligations .....	0,1	0,1	—	—	1,2	1,3	1,3	1,4
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	2,7	1,7	1,2	0,6	0,5	3,2	4,4
5. Créance sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	3,1	2,4	—	—	—	—	3,1	2,4
6. Autres :								
a) en monnaies étrangères convertibles ...	15,5	19,9	—	—	12,2	14,0	27,7	33,9
b) en francs belges convertibles .....	...	...	—	—	1,8	1,7	1,8	1,7
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres .....	...	0,2	—	—	0,4	0,7	0,4	0,9
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	-0,5	-0,2	-0,5	-0,2
Total des créances sur l'étranger .	80,6	83,4	1,7	1,2	15,7	18,0	98,0	102,6
dont : à vue <sup>3</sup> .....	75,2	76,2	—	—	9,9	12,5	85,1	88,7
autres <sup>4</sup> .....	5,4	7,2	1,7	1,2	5,8	5,5	12,9	13,9
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>								
1. Pièces et billets .....	0,7	0,6	...	...	2,2	2,1	2,9	2,7
2. Autres :								
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	...	...	1,8	0,2	1,8	0,2
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	2,1	1,5	2,1	1,5
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,1	...	...	2,3	2,7	2,3	2,8
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>								
1. Sur l'Etat :								
a) à un an au plus .....	8,4	7,2	33,3	33,4	39,0	46,1	80,7	86,7
b) à plus d'un an :								
— obligations généralement accessibles au public .....	2,4	2,3	5,1	5,1	18,3	19,3	25,8	26,7
— autres .....	34,0	34,0	—	—	3,2	2,0	37,2	36,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :								
a) à un an au plus .....	—	—	1,5	2,1	—	—	1,5	2,1
b) à plus d'un an :								
— obligations généralement accessibles au public .....	0,1	0,1	0,2	0,2	1,6	1,5	1,9	1,8
— autres .....	—	—	—	—	0,9	0,9	0,9	0,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :								
a) acceptations .....	0,4	0,4	0,8	1,2	1,2	1,1	2,4	2,7
b) effets commerciaux .....	2,8	1,7	0,1	...	19,7	21,0	22,1	22,7
c) avances .....	...	...	0,5	0,6	26,4	28,0	26,9	28,6
d) obligations :								
— généralement accessibles au public .....	...	...	—	—	1,9	2,0	1,9	2,0
— autres .....	—	—	—	—	0,7	1,0	0,7	1,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>5</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :								
a) à un an au plus .....	...	...	—	—	...	...	...	...
b) à plus d'un an :								
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	—	—	5,6	5,9	5,6	5,9
— autres .....	—	—	0,2	0,2	...	0,3	0,2	0,5
D. Autres .....	25,5	26,6	3,8	3,6	30,3	33,6	59,6	63,8
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>154,4</b>	<b>156,4</b>	<b>47,0</b>	<b>47,6</b>	<b>172,9</b>	<b>187,2</b>	<b>374,3</b>	<b>391,2</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actif à court terme), Crédit Communal de Belgique (actif formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> B.N.B. : total des rubriques A1, 5 et 6.

<sup>4</sup> B.N.B. : total des rubriques A2, 3 et 4.

<sup>5</sup> Aux dates, pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DÉPÔTS**

(Milliards de francs)

**Passif**

	Banque Nationale de Belgique		Organismes publics monétaires <sup>1</sup>		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961	31 mars 1961	30 juin 1961
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>								
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :								
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	—	—	12,4	22,4	12,4	22,4
b) en francs belges convertibles .....	0,2	0,2	—	—	7,0	6,5	7,2	6,7
c) en monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres <sup>2</sup> .....	0,4	0,3	1,3	1,3	3,8	4,0	5,5	5,6
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	-0,7	-0,5	-0,7	-0,5
<b>Total des engagements envers l'étranger</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>22,5</b>	<b>32,4</b>	<b>24,6</b>	<b>34,4</b>
dont : à vue .....	0,8	0,7	1,3	1,3	20,5	30,0	22,6	32,0
autres .....	—	—	—	—	2,0	2,4	2,0	2,4
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>								
1. Pièces et billets <sup>3</sup> .....	2,2	2,1	0,7	0,6	—	—	2,9	2,7
2. Autres :								
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	...	...	...	0,1	...	0,1
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts .....	1,8	0,2	2,1	1,5	2,3	2,7	6,2	4,4
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>								
1. Monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	120,4	122,6	5,2	5,3	—	—	125,6	127,9
2. Monnaie scripturale :								
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>5</sup> .....	0,5	0,4	27,2	28,6	60,7	61,4	88,4	90,4
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	8,7	8,5	—	—	8,7	8,5
3. Liquidités quasi monétaires :								
a) détenues par les entreprises et particuliers :								
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	21,7	22,3	21,7	22,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	15,8	15,7	15,8	15,7
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	7,9	7,9	7,9	7,9
b) détenues par le Trésor .....	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	7,9	8,2	7,9	8,2
5. Autres :								
a) envers le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	...	...	0,4	0,2	0,4	0,2
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres .....</b>	<b>28,5</b>	<b>30,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>33,7</b>	<b>36,3</b>	<b>64,2</b>	<b>68,3</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>154,4</b>	<b>156,4</b>	<b>47,0</b>	<b>47,6</b>	<b>172,9</b>	<b>187,2</b>	<b>374,3</b>	<b>391,2</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> B.N.B. : y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; Organismes publics monétaires et Banques de dépôts : y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

<sup>3</sup> B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

<sup>4</sup> Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

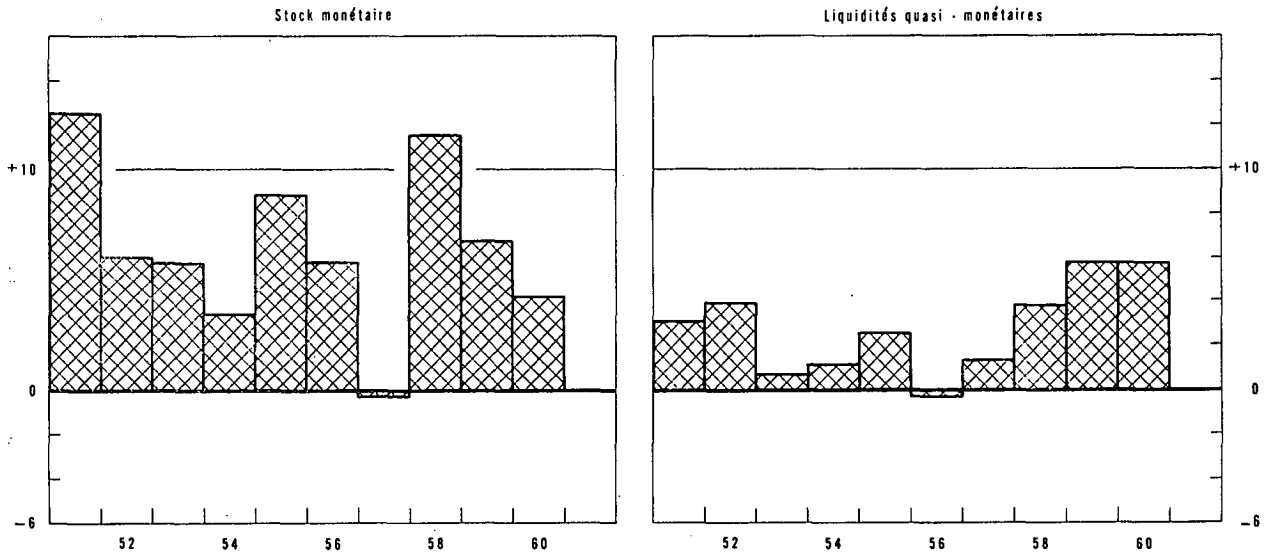
<sup>5</sup> B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

<sup>6</sup> Aux dates, pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

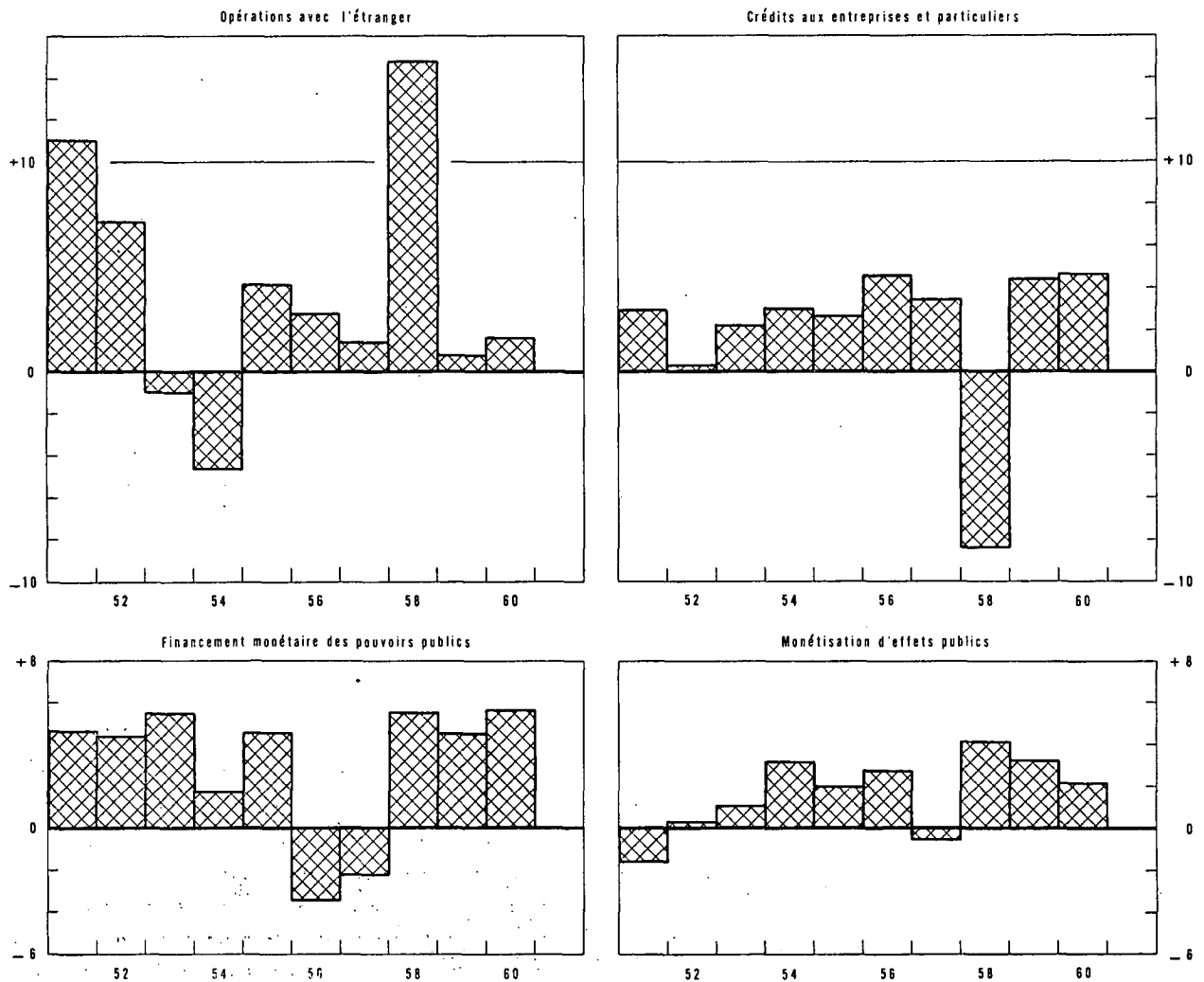
### XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI-MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B.- ORIGINES DES VARIATIONS





XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (18)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1955 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	...	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 0,2	...	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	...	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	...	- 1,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2
Total ...	+ 8,9	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3
1956 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	...
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,7	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 <sup>1</sup>	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 <sup>1</sup>	+ 1,9	- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5 <sup>1</sup>	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 <sup>1</sup>	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,6	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.  
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

<sup>1</sup> Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3 et 0,2 milliard, respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960 et au 1<sup>er</sup> trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (3) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois, d'autre part.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>2</sup>	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>2</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>2</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>2</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1952 Juin .....	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre .....	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin .....	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre .....	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin .....	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre .....	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
1960 Juillet .....	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2	56,9
Août .....	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6 <sup>4</sup>	84,1	91,9	214,9	57,2
Septembre .....	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0 <sup>4</sup>	82,0	90,6	214,2	57,7
Octobre .....	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9	57,7
Novembre .....	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8 <sup>4</sup>	83,3	90,7	212,4	57,3
Décembre .....	5,8	124,1	126,8	7,3 <sup>5</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>4</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Janvier .....	5,8	122,0	124,9	7,7	0,6	27,7	58,9 <sup>4</sup>	87,2	94,9	219,8	56,8
Février .....	5,8	122,0	124,9	8,2	0,5	26,8	60,2 <sup>4</sup>	87,5	95,7	220,6	56,6
Mars .....	5,8	122,7	125,6	8,7	0,5	25,9	61,9	88,3	97,0	222,6	56,4
Avril .....	5,8	123,6	126,7	7,9	0,4	27,1	61,1	88,6	96,5	223,2	56,8
Mai .....	5,8	123,7	126,5	8,4	0,5	27,1	63,4	91,0	99,4	225,9	56,0
Juin .....	5,9	124,3	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
Juillet .....	5,9	125,6	128,5	7,7	0,4	27,5	61,3	89,2	96,9	225,4	57,0
Août .....	5,9	124,8	127,8	7,7	0,4	26,2	62,2	88,8	96,5	224,3	57,0
Septembre .....	5,9	125,9	129,2	9,7	0,4	27,0	62,3	89,7	99,4	228,6	56,5

<sup>1</sup> Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>3</sup> Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

<sup>4</sup> En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août 1960 et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier 1961 et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août — septembre 1960 et de novembre 1960 à février 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

<sup>5</sup> Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

**XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES**

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période			Evolution					Evolution	
	B.N.B. 1	Engagements nets à vue des autres organismes monétaires	Autres avoirs et engagements nets non à vue	Total  (4) = (1) + (2) + (3)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique	Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics)  (8) = (5) - (6) - (7)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (5)] et ceux de la balance des paiements [col. (10)] 5 (9)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (10)
						Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1953 Année .....	52,4	- 4,8	2,7	50,3	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année .....	50,5	- 3,7	1,5	48,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 1 <sup>er</sup> trimestre .....	53,7	- 4,7	2,4	51,4	+ 3,2	+ 1,8	...	+ 1,4	- 0,2	+ 3,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	52,9	- 4,8	2,7	50,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 2,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	54,3	- 4,8	2,9	52,4	+ 1,7	...	...	+ 1,7	+ 0,1	+ 1,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	56,1	- 4,8	3,4	54,7	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 1,6
					+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 <sup>er</sup> trimestre .....	58,8	- 4,9	3,6	57,5	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	59,2	- 3,8	3,1	58,5	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	59,2	- 5,1	2,3	56,4	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	56,9	- 6,1	3,2	54,0	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
					- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .....	53,2	- 6,2	3,4	50,4	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	53,3	- 4,8	3,0	51,5	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	51,4	- 4,7	2,6	49,3	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	57,0	- 3,9	3,0	56,1	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
					+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	60,5	- 2,4	2,1	60,2	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	67,5	- 3,8	2,5	66,2	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	70,8	- 4,1	3,4	70,1	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	74,1	- 5,4	3,4	72,1	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
					+ 16,3	+ 1,4	...	+ 14,9	- 0,4	+ 15,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	70,2	- 2,9	3,0	70,3	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	72,2	- 6,5	4,0	69,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	70,3 <sup>8</sup>	- 5,8	6,7 <sup>7</sup>	71,2 <sup>7,8</sup>	- 0,7 <sup>7</sup>	+ 0,3	- 0,7 <sup>8</sup>	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	65,8 <sup>7</sup>	- 3,8	8,7 <sup>7</sup>	70,7	- 0,6	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
					- 4,1	- 4,0	- 0,8	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	69,5	- 5,2	8,5	72,8	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	71,9	- 5,5	8,1	74,5	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	64,7	- 6,2	8,7	67,2 <sup>9</sup>	- 6,3 <sup>9</sup>	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	73,6	- 9,0	10,4	75,0 <sup>9</sup>	+ 7,4 <sup>9</sup>	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,3	+ 7,1
					+ 4,6 <sup>9</sup>	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	74,4	- 11,8	10,7	73,3 <sup>9</sup>	- 2,0 <sup>9</sup>	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	75,4	- 18,8	11,6	68,2	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4

1 A l'exclusion des effets en francs belges sur l'étranger et de la créance sur le F.M.I., qui sont compris dans les « Autres avoirs et engagements nets non à vue » [col. (8)] (voir note 7 ci-dessous).

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatistiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses écritures, comme avoir propre, la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. La créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures en vertu de ces dispositions législatives figure à la colonne (8) « Autres avoirs et engagements nets non à vue » à concurrence de 2,8 milliards le 30 septembre 1959 et à concurrence de 4,4 milliards à partir de la fin de 1959. Les 2,8 milliards comptabilisés au cours du troisième trimestre de 1959 représentent une simple reprise de créance à l'Etat; en conséquence, l'évolution des avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5)] en fait abstraction. Par contre presque toute l'augmentation de 1,6 milliard au cours du quatrième trimestre de 1959 résulte de la majoration de la quote-part belge au Fonds Monétaire International et a eu pour contrepartie une diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. repris à la colonne (1).

8 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (8); en effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (7).

9 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) à (4) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 et 0,2 milliard, respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960 et au 1<sup>er</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	—	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	—
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A .....	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. ....	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer .....	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale : pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I. ....	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 9 janvier	1961 10 avril	1961 10 juillet	1960 10 octobre	1961 9 octobre	1960 7 novembre	1961 6 novembre
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	56.693	58.525	58.516	56.582	53.827	54.701	58.697	55.808	61.114
Monnaies étrangères .....	4.407	12.606	13.032	17.140	20.673	7.841	20.246	8.994	20.552
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	7.357	5.981	4.030	3.541	6.802	5.735	6.670
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	3.509	3.081	2.413	4.109	697	3.846	422
b) A.M.E. ....	...	...	...	10	...	20	...	10	...
c) F.M.I. ....	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	7.388	4.388	7.988
d) autres accords .....	...	...	...	40	47	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	12.166	16.934	20.162	6.969	18.711	7.757	18.233
Effets de commerce .....	7.560	6.773	3.361	2.612	3.631	4.119	2.398	2.644	2.317
Avances sur nantissement .....	102	51	26	84	190	2.204	134	1.320	96
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor .....	8.215	6.040	9.890	8.140	9.715	8.890	8.090	9.865	8.190
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	591	683	561	658	568	655	562
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.519	2.562	2.567	2.524	2.568	2.524	2.562
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.508	1.519	1.519	1.508	1.519	1.508	1.519
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.120	1.123	1.134	1.076	1.128	1.074	1.126
Divers .....	515	698	1.237	896	743	906	871	820	779
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>153.222</b>	<b>155.777</b>	<b>159.601</b>	<b>137.456</b>	<b>163.818</b>	<b>140.949</b>	<b>166.131</b>
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>2.095</b>	<b>1.753</b>	<b>1.378</b>	<b>1.572</b>	<b>893</b>	<b>1.432</b>	<b>738</b>
<b>PASSIF</b>									
Billets en circulation .....	118.325	124.091	124.386	122.363	125.671	120.301	125.802	120.171	125.880
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire ...	7	24	19	12	20	10	20	13	6
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	185	146	141	234	25	210	13
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	296	327	320	286	475	265	1.003
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	3.219	5.284	4.393	1.079	6.654	1.603	8.702
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E. ....	344	249	273	223	173	180	134	278	165
b) autres accords .....	224	263	233	158	160	236	358	199	421
<i>Total des engagements à vue ...</i>	<i>122.808</i>	<i>127.726</i>	<i>128.611</i>	<i>128.513</i>	<i>130.878</i>	<i>122.326</i>	<i>133.468</i>	<i>122.739</i>	<i>136.190</i>
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	19.553	22.880	24.090	10.485	25.470	13.464	24.957
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.120	1.123	1.134	1.076	1.128	1.074	1.126
Divers .....	767	938	1.414	692	930	1.045	1.183	1.148	1.289
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.124	2.169	2.169	2.124	2.169	2.124	2.169
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>153.222</b>	<b>155.777</b>	<b>159.601</b>	<b>137.456</b>	<b>163.818</b>	<b>140.949</b>	<b>166.131</b>
<b>Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>2.095</b>	<b>1.753</b>	<b>1.378</b>	<b>1.572</b>	<b>893</b>	<b>1.432</b>	<b>738</b>

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>**

(millions de francs)

Rubriques	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 31 août	1961 31 août	1960 30 septembre	1961 30 septembre
<b>ACTIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.908	6.031	5.972	5.933	3.042	3.299	2.935	3.122
Prêts au jour le jour .....	848	1.415	1.013	1.277	2.099	2.742	2.552	3.020
Banquiers .....	4.304	4.393	6.696	8.103	9.153	9.638	9.748	9.791
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.066	1.005	2.345	3.236	3.387	4.536	2.974	4.677
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.481	4.745	5.205	6.017	5.096	5.971	5.289	7.057
Portefeuille-effets .....	44.270	51.103	52.469	55.155	55.545	64.382	55.992	66.204
a) Portefeuille commercial <sup>2</sup> .....	15.596	18.353	18.128	21.528	18.165	22.792	18.239	23.438
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	14.156	19.228	20.709	20.496	23.244	27.533	23.330	27.998
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % .....	14.518	13.522	13.632	13.131	14.136	14.057	14.423	14.768
Reportis et avances sur titres .....	1.114	1.222	1.364	1.168	1.160	1.164	1.144	1.147
Débiteurs par acceptations .....	9.326	10.637	11.944	12.682	11.256	12.523	11.177	12.663
Débiteurs divers .....	21.638	20.863	22.792	26.064	25.478	28.429	25.376	28.521
Portefeuille-titres .....	24.474	29.276	34.988	39.274	38.293	52.737	39.576	54.398
a) Valeurs de la réserve légale .....	295	340	366	401	397	425	397	425
b) Fonds publics belges .....	21.692	26.575	32.021	36.199	35.180	49.337	36.339	50.990
c) Fonds publics étrangers .....	78	67	231	275	272	540	244	494
d) Actions de banques .....	1.113	1.196	1.340	1.291	1.339	1.234	1.309	1.236
e) Autres titres .....	1.296	1.098	1.030	1.108	1.105	1.201	1.237	1.253
Divers .....	976	1.060	1.730	1.570	1.150	1.663	1.303	1.715
Capital non versé .....	5	6	7	7	7	7	7	7
<b>Total disponible et réalisable ...</b>	<b>118.410</b>	<b>131.756</b>	<b>146.525</b>	<b>160.486</b>	<b>155.666</b>	<b>187.091</b>	<b>158.073</b>	<b>192.322</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	21	23	23	20	21	24	21	24
Immeubles .....	1.001	1.082	1.126	1.190	1.153	1.225	1.171	1.241
Participation dans les filiales immobil.	267	267	257	258	257	272	258	273
Créances sur filiales immobilières .....	340	355	350	345	339	310	344	313
Matériel et mobilier .....	121	136	140	153	153	165	150	162
<b>Total de l'immobilisé ...</b>	<b>1.750</b>	<b>1.863</b>	<b>1.896</b>	<b>1.966</b>	<b>1.923</b>	<b>1.996</b>	<b>1.944</b>	<b>2.013</b>
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>120.160</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>157.589</b>	<b>189.087</b>	<b>160.017</b>	<b>194.335</b>

<b>PASSIF</b>									
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—	
B. Exigible :									
Créanciers privilégiés ou garantis .....	296	283	415	330	2.083	313	2.275	1.180	
Emprunts au jour le jour .....	90	103	644	1.332	1.136	2.368	1.353	2.410	
a) Garanties par des sûretés réelles .....	—	—	571	1.247	970	2.283	1.240	2.320	
b) Non garant. par des sùr. réelles .....	—	—	73	85	166	85	113	90	
Banquiers .....	6.786	8.186	8.568	14.208	11.247	27.065	13.301	28.986	
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.054	1.770	2.398	3.165	2.616	3.885	2.489	3.463	
Acceptations .....	9.326	10.637	11.945	12.683	11.256	12.524	11.178	12.664	
Autres valeurs à payer à court terme	2.255	2.574	2.690	2.382	2.821	2.785	3.020	3.264	
Créditeurs pour effets à l'encaissement	861	788	889	990	900	1.135	929	1.174	
<b>Dépôts et comptes courants .....</b>	<b>81.113</b>	<b>89.494</b>	<b>99.256</b>	<b>103.790</b>	<b>102.370</b>	<b>113.282</b>	<b>101.962</b>	<b>114.912</b>	
a) A vue .....	} 69.307 <sup>3</sup>	57.215	62.077	61.080	61.782	63.356	60.481	63.561	
b) A un mois au plus .....		3.540	3.319	4.873	3.748	5.485	4.139	5.849	
c) A plus d'un mois .....		12.223	14.800	19.200	18.096	25.072	18.693	25.878	
d) A plus d'un an .....		11.806	1.281	1.495	956	1.054	1.198	1.047	1.343
e) A plus de deux ans .....		2.028	2.097	1.975	1.957	2.234	1.917	2.290	
f) Carnets de dépôts .....		11.448	13.730	14.115	14.134	14.212	14.098	14.257	
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....		1.764	1.738	1.591	1.599	1.725	1.587	1.734	
Obligations et bons de caisse .....	4.938	6.607	6.891	7.573	7.186	8.376	7.257	8.438	
Montants à libérer sur titres et partic.	634	641	664	635	697	646	792	620	
Divers .....	3.622	3.589	4.451	4.940	5.052	5.868	5.235	6.379	
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>111.975</b>	<b>124.672</b>	<b>138.811</b>	<b>152.028</b>	<b>147.364</b>	<b>178.247</b>	<b>149.791</b>	<b>183.490</b>	
C. Non exigible :									
Capital .....	4.844	5.202	5.746	6.201	6.033	6.391	6.033	6.391	
Fonds indispos. par prime d'émission ...	139	193	283	284	284	286	284	286	
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	299	343	369	406	400	425	400	425	
Réserve disponible .....	2.825	3.103	3.106	3.363	3.355	3.634	3.355	3.638	
Provisions .....	78	106	106	170	153	104	154	105	
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>8.185</b>	<b>8.947</b>	<b>9.610</b>	<b>10.424</b>	<b>10.225</b>	<b>10.840</b>	<b>10.226</b>	<b>10.845</b>	
<b>Total du passif ...</b>	<b>120.160</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>157.589</b>	<b>189.087</b>	<b>160.017</b>	<b>194.335</b>	

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

<sup>2</sup> Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques (millions de francs)

1957 31 décembre	12.804	1959 31 décembre	6.835	1960 31 août	7.373	1961 31 août	6.414
1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1960 30 septembre	6.581	1961 30 septembre	6.853

<sup>3</sup> Les dépôts inscrits en carnets ou livrets sont compris à fin 1957 dans les « Dépôts et comptes courants » sub a) et b).

### XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

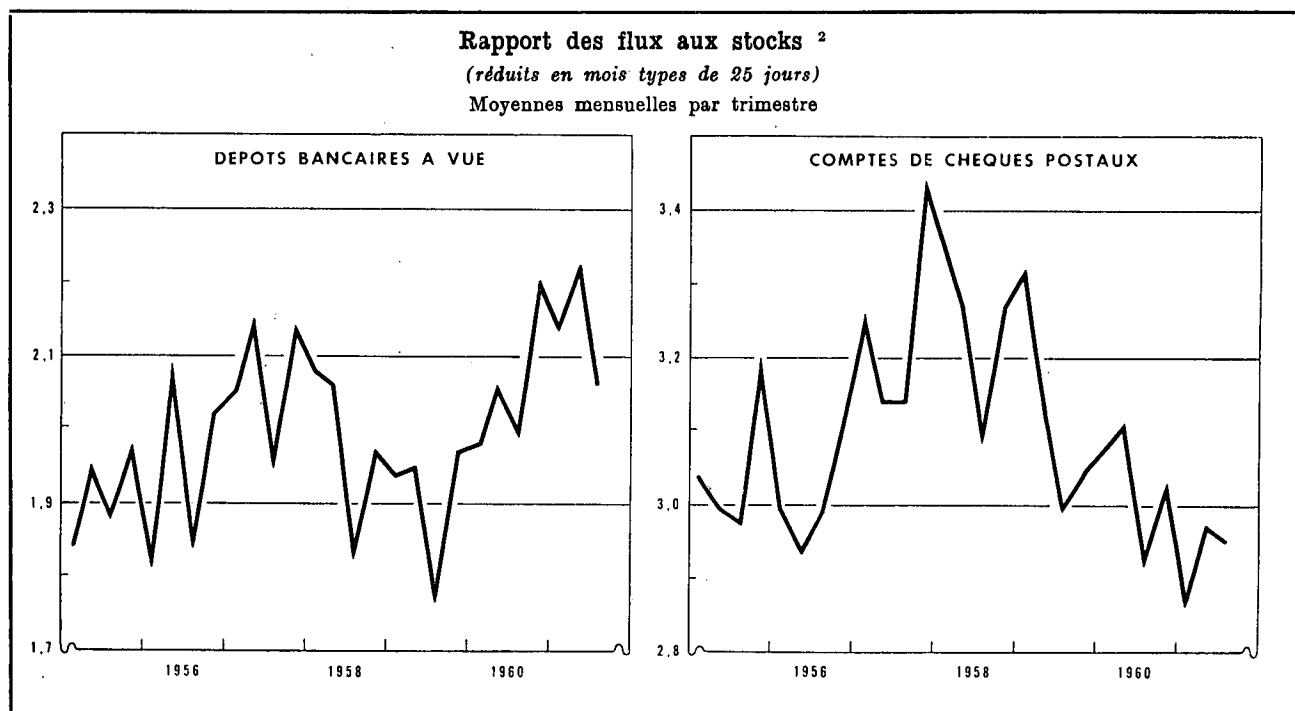
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global <sup>1</sup>	Avoir des particuliers <sup>2</sup>	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières)		(moyennes journalières ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1952 .....	652	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,4	91
1953 .....	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954 .....	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955 .....	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956 .....	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957 .....	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958 .....	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	825	36,2	26,2	40,8	103,3	41,2	103,3	288,6	92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	830	36,9	27,0	42,0	102,8	41,2	102,8	288,8	92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	846	38,6	27,2	43,6	106,8	44,5	106,8	301,7	91
4 <sup>e</sup> trimestre .....	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	861	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
1960 Octobre .....	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92
Novembre .....	853	35,9	26,7	40,3	99,0	39,1	99,0	277,3	93
Décembre .....	855	37,8	27,5	48,5	98,5	36,5	98,5	282,0	91
1961 Janvier .....	857	46,0	29,7	44,3	118,4	52,1	118,4	333,2	93
Février .....	859	39,5	29,6	42,8	107,2	44,6	107,2	301,9	92
Mars .....	861	39,6	29,4	45,1	109,4	44,7	109,4	308,5	92
Avril .....	863	38,6	29,6	43,2	102,6	41,4	102,6	289,8	92
Mai .....	864	41,7	29,7	45,2	109,7	46,6	109,7	311,3	92
Juin .....	866	40,5	29,2	46,8	112,2	46,3	112,2	317,4	92
Juillet .....	868	42,7	29,2	50,5	118,8	51,6	118,8	339,7	92
Août .....	871	38,8	28,7	44,6	109,7	46,1	109,7	310,1	92
Septembre .....	874	37,6	28,3	44,1	104,4	41,6	104,4	294,5	92
Octobre .....	878	40,0	28,6	46,6	115,7	48,1	115,7	325,0	92

<sup>1</sup> Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours <sup>5</sup>	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue	dépôts bancaires à vue	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
1952 .....	61,1	62,7	123,8	1,75	1,73	2,94
1953 .....	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954 .....	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955 .....	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956 .....	83,5	70,3	153,8	1,98	1,95	3,01
1957 .....	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958 .....	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959 .....	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960 .....	100,9	87,2	188,1	2,09	2,06	3,04
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	95,1	86,0	181,1	2,01	1,97	3,05
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	97,4	86,0	183,4	2,04	1,98	3,08
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104,3	89,3	193,6	2,03	2,06	3,11
3 <sup>e</sup> trimestre .....	98,7	86,5	185,2	2,05	2,00	2,93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	103,3	86,9	190,2	2,22	2,20	3,03
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	102,5	90,4	192,9	2,17	2,14	2,87
2 <sup>e</sup> trimestre .....	109,1	94,4	203,5	2,19	2,22	2,97
1960 Septembre .....	95,5	81,8	177,3	2,05	1,97	2,83
Octobre .....	96,9	87,7	184,6	2,10	2,02	3,06
Novembre .....	102,5	90,9	193,4	2,19	2,28	3,22
Décembre .....	110,5	82,0	192,5	2,38	2,29	2,82
1961 Janvier .....	101,0	85,4	186,4	2,15	2,15	2,72
Février .....	94,3	96,4	190,7	2,02	2,10	3,06
Mars .....	112,2	89,4	201,6	2,33	2,16	2,83
Avril .....	100,7	95,8	196,5	2,08	2,17	3,01
Mai .....	110,2	96,5	206,7	2,20	2,29	3,01
Juin .....	116,3	91,0	207,3	2,30	2,21	2,88
Juillet .....	106,4	95,2	201,6	2,17	2,17	3,03
Août .....	103,6	91,8	195,4	2,12	2,04	3,02
Septembre .....	100,3	86,1	186,4	2,05	1,97	2,81

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

<sup>5</sup> De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (ofr. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.



## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
1952 .....	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	...	344
1953 .....	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954 .....	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	...	1.327
1955 .....	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	...	920
1956 .....	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	...	1.998
1957 .....	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958 .....	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959 Janvier .....	4.298	90	—	...	—	3.893	107	—	...	45
Février .....	3.985	20	—	...	—	3.651	68	—	...	...
Mars .....	4.152	...	—	427	—	4.300	...	—	...	...
Avril .....	4.339	420	—	1.098	—	5.512	...	—	...	...
Mai .....	4.715	40	—	1.351	—	5.757	...	—	...	...
Juin .....	5.107	204	—	729	—	5.706	...	—	...	...
Juillet .....	4.044	160	—	1.072	—	4.949	...	—	...	...
Août .....	4.228	50	—	4.883	—	6.021	...	—	...	...
Septembre ...	4.784	453	—	3.479	—	5.514	...	—	...	...
Octobre .....	4.292	187	300	5.056	—	6.663	...	—	...	...
Novembre ...	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	...	—	...	...
Décembre .....	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier .....	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février .....	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars .....	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril .....	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai .....	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin .....	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet .....	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août .....	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre .....	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.583	6.165	...	—	...	...
Décembre .....	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

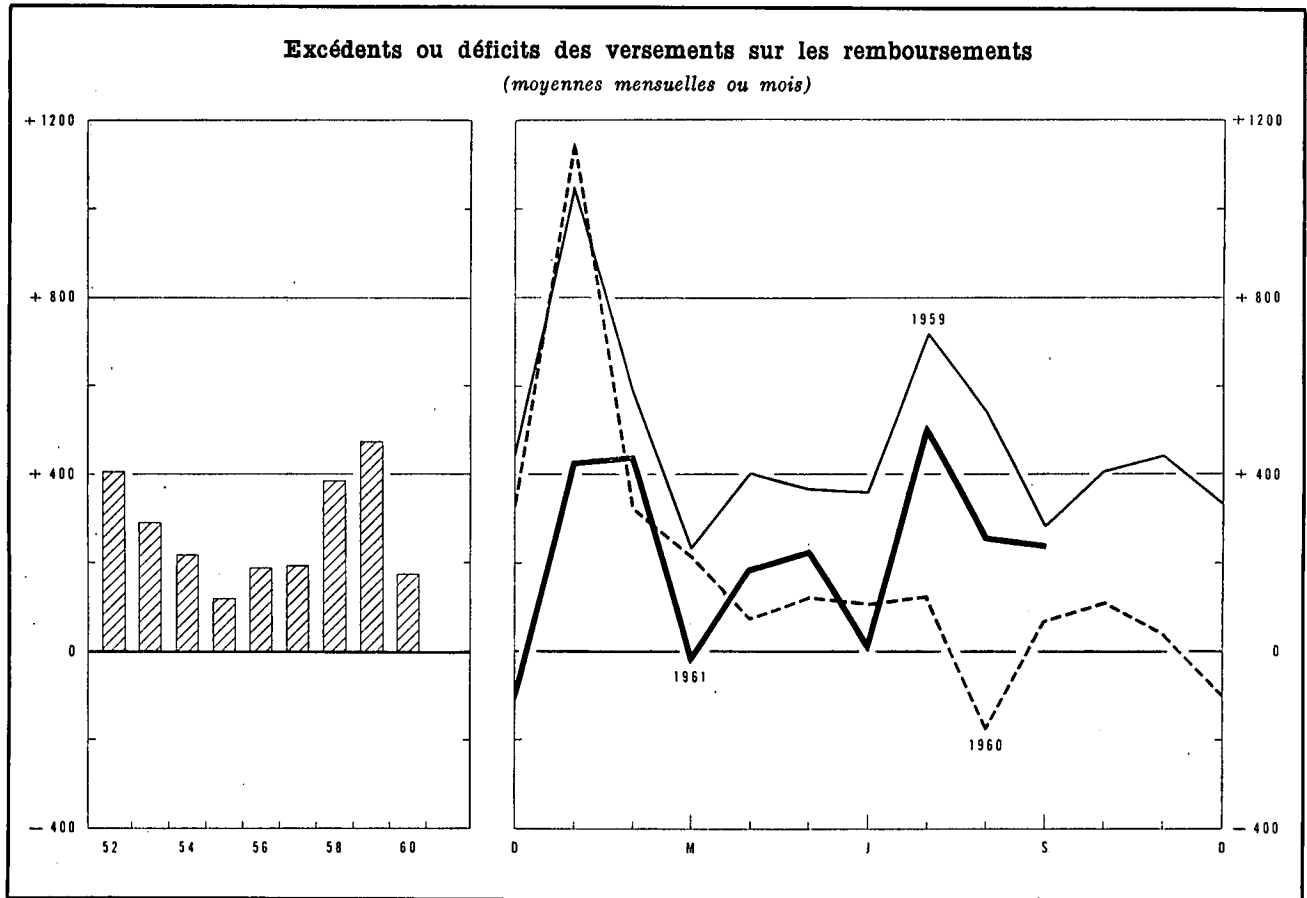
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits (—)		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)		(2)		(3) = (1) — (2)		(4)	
1951 .....	9.271		8.134		1.137		34.842 <sup>1</sup>	
1952 .....	12.958		8.127		4.831		40.748 <sup>1</sup>	
1953 .....	13.204		9.684		3.520		45.493 <sup>1</sup>	
1954 .....	13.833		10.764		2.619		49.459 <sup>1</sup>	
1955 .....	13.624		12.176		1.448		52.354 <sup>1</sup>	
1956 .....	14.518		12.295		2.223		56.132 <sup>1</sup>	
1957 .....	16.783		14.455		2.328		60.144 <sup>1</sup>	
1958 .....	18.912		14.316		4.596		66.700 <sup>1</sup>	
1959 .....	21.939		16.232		5.707		74.442 <sup>1</sup>	
1960 .....	21.837		19.784		2.053		78.887 <sup>1</sup>	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier .....	2.326	1.994	1.185	1.561	1.141	433	75.583	79.320
Février .....	1.854	p 1.953	1.530	p 1.511	324	p 442	75.907	p 79.762
Mars .....	1.853	p 1.860	1.635	p 1.880	218	p -20	76.125	p 79.742
Avril .....	1.787	p 1.867	1.717	p 1.681	70	p 186	76.195	p 79.928
Mai .....	1.778	p 1.909	1.658	p 1.680	120	p 229	76.315	p 80.157
Juin .....	1.799	p 1.927	1.694	p 1.920	105	p 7	76.420	p 80.164
Juillet .....	1.899	p 2.117	1.777	p 1.617	122	p 500	76.542	p 80.664
Août .....	1.646	p 1.752	1.825	p 1.502	-179	p 250	76.363	p 80.914
Septembre .....	1.722	p 1.793	1.649	p 1.550	73	p 243	76.436	p 81.157
Octobre .....	1.834	p 1.946	1.719	p 1.602	115	p 344	76.551	p 81.501
Novembre .....	1.680		1.637		43		76.594	
Décembre .....	1.659		1.758		-99		78.887 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3
Placements provisoires :					
Effets sur la Belgique .....	5,3	6,5	7,6	7,7	9,1
Avances à l'industrie .....	—	—	—	2,0	3,3
Crédit d'exportation .....	—	—	—	...	0,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	0,1	0,2	0,4	1,6	1,7
Certificats de Trésorerie .....	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3
Prêts au jour le jour .....	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7
Placements définitifs :					
Rentes belges directes .....	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
et communes .....					
Obligations de sociétés belges .....	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des alloca-					
tions complémentaires aux prisonniers politiques, et					
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la					
guerre .....	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires .....	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3
Crédit agricole .....	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5
Avances à la Société nationale du Logement, aux					
sociétés agréées et aux communes en vue de la					
construction d'habitations sociales .....	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2
<b>PASSIF</b>					
<i>Exigible :</i>					
Dépôts sur livrets <sup>2</sup> :					
Particuliers .....	52,2	55,9	60,0	66,5	74,3
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	56,8	61,1	65,0	71,8	78,5
Dépôts en comptes courants <sup>2</sup> .....	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7
<i>Non exigible :</i>					
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds					
de réserve .....	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des chèques Postaux.

<sup>2</sup> Comprend les intérêts capitalisés.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite \*

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes .....	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges .....	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2
Prêts hypothécaires .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitation sociales .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5
<b>PASSIF</b>					
Fonds des Rentes <sup>1</sup> .....	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0
Réserves mathématiques <sup>2</sup> .....	6,7	7,4	8,2	8,2	8,2
Total ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0

\* Depuis 1957, la C.G.E.R. publie séparément :

- 1) un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres.
  - 2) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1980 sur la Pension des Employés. Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
  - 3) un bilan se rapportant aux retraites des employés, telles qu'elles ont été fixées par la loi du 12-7-1957, conçue également selon le principe de la capitalisation.
  - 4) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants.
- <sup>1</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions.
- <sup>2</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes .....	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5
<b>PASSIF</b>					
Réserves mathématiques et provisions .....	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2
Fonds de réserve .....	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4

**XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES**

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956 .....	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957 .....	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958 .....	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959 .....	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 .....	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1959 2 <sup>e</sup> trimest.	17,0	4,7	4,2	25,9	2,0	14,7	0,3	17,0	4,6	0,3	0,1	0,4	0,4	5,2	11,0	28,0
3 <sup>e</sup> trimest.	17,5	4,8	4,3	26,6	2,2	15,3	0,3	17,8	4,9	0,3	0,1	0,3	0,4	5,3	11,3	29,1
4 <sup>e</sup> trimest.	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 1 <sup>er</sup> trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 <sup>e</sup> trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 <sup>e</sup> trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
4 <sup>e</sup> trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 <sup>er</sup> trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
2 <sup>e</sup> trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5

**XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE**

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat .....	2,0	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8
2 <sup>o</sup> garantis par Banques et Sociétés financières ...	4,0	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2
3 <sup>o</sup> autres que ceux visés sub 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> 1 .....	4,6	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 <sup>er</sup> octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956) .....	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8
Crédits commerciaux à moyen terme .....	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,9	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2 .....	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7
<b>PASSIF</b>						
Obligations .....	12,9	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1
Bons de caisse .....	2,7	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3
Etat Belge :						
Fonds d'Aide Marshall .....	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

**XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE**

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires .....	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police .....	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères .....	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit .....	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux .....	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes .....	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

**PASSIF**

Cautionnements déposés .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 9. — INSCRIPTIONS  
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1952 .....	1,27
1953 .....	1,47
1954 .....	1,65
1955 .....	1,67
1956 .....	1,80
1957 .....	1,78
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .	2,14
2 <sup>e</sup> trimestre .	2,51
3 <sup>e</sup> trimestre .	2,76
4 <sup>e</sup> trimestre .	2,59
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .	2,65
2 <sup>e</sup> trimestre .	2,84
3 <sup>e</sup> trimestre .	2,75

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

## XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959	
<b>1. Epargne-dépôts <sup>1</sup> :</b>																		
Caisse d'épargne .....	4,7		8,2		6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4	
Banques .....	0,6		2,4		2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1	
Institutions parastatales de crédit ..	0,2		0,4		0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3	
<b>Total ...</b>		<b>5,5</b>		<b>11,0</b>		<b>9,9</b>		<b>8,8</b>		<b>7,1</b>		<b>5,9</b>		<b>6,2</b>		<b>17,7</b>		<b>15,8</b>
<b>2. Epargne-réserves <sup>1</sup> :</b>																		
Organismes de pensions .....	2,8		3,1		3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,0		3,1	
Organismes d'assurance contre les accidents du travail .....	0,6		1,0		1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9	
Caisse de vacances annuelles .....	0,8		0,6		0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1			
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,3		2,7		2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile .....	0,1		0,2		0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,3		0,1	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière .....	0,3		0,2		0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4	
<b>Total ...</b>		<b>6,9</b>		<b>7,8</b>		<b>7,8</b>		<b>7,9</b>		<b>9,1</b>		<b>8,9</b>		<b>10,7</b>		<b>9,4</b>		<b>9,9</b>
<b>3. Epargne hypothécaire et immobilière :</b>																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers .....	2,5		2,6		3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		1,9		1,8	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires .....	3,6		4,3		4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5	
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers) .....	6,3		5,4		6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,2		10,3	
<b>Total ...</b>		<b>12,4</b>		<b>12,3</b>		<b>14,5</b>		<b>15,4</b>		<b>16,8</b>		<b>16,1</b>		<b>17,6</b>		<b>18,4</b>		<b>20,6</b>
<b>4. Emissions de capitaux :</b>																		
Nouveaux placements du public ...	6,2		11,0		6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		11,0	
<b>Total (1 à 4) .....</b>		<b>31,0</b>		<b>42,1</b>		<b>38,3</b>		<b>45,2</b>		<b>43,5</b>		<b>38,8</b>		<b>48,1</b>		<b>61,7</b>		<b>57,3</b>
Doubles emplois <sup>2</sup> ...	-1,0		-0,8		-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6	
<b>Total net (1 à 4) ...</b>		<b>30,0</b>		<b>41,3</b>		<b>38,0</b>		<b>45,3</b>		<b>43,6</b>		<b>38,0</b>		<b>48,4</b>		<b>59,1</b>		<b>57,9</b>
<b>5. Epargne interne des entreprises :</b>																		
Amortissements .....	24,2		23,6		23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7	
Epargne nette .....	11,0 <sup>3</sup>		9,0 <sup>3</sup>		7,8 <sup>3</sup>		7,8 <sup>3</sup>		9,6 <sup>3</sup>		10,0		9,2		5,2		5,6	
<b>Total ...</b>		<b>35,2</b>		<b>32,6</b>		<b>31,0</b>		<b>31,6</b>		<b>35,0</b>		<b>38,5</b>		<b>40,1</b>		<b>35,0</b>		<b>36,7</b>
<b>Total général (1 à 5) ...</b>		<b>65,2</b>		<b>73,9</b>		<b>69,0</b>		<b>76,9</b>		<b>78,6</b>		<b>76,5</b>		<b>88,5</b>		<b>94,1</b>		<b>94,6</b>

<sup>1</sup> Accroissement de l'année.

<sup>2</sup> Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

<sup>3</sup> Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement négociables <sup>2</sup>					Titres non généralement négociables			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) <sup>1</sup>	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet <sup>4</sup>	Emissions nettes totales	Emissions brutes <sup>5</sup>	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes (9) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5	
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7	
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,6	1,3	- 0,7	...	- 0,7	3,0	0,4	2,6	1,9	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8	
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	1,9	0,2	1,7	4,8	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2	
	1959	2,8	0,6	2,2	3,3	5,5	2,3	0,6	1,7	7,2	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,0	5,2	3,1	0,7	2,4	7,6	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4	
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6	
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6	
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1	
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	0,4	0,2	0,2	3,3	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1956	23,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5
		1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	5,6	3,5	2,1	17,4
		1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
		1959	32,7	11,4	21,3	7,4	28,7	6,0	3,0	3,0	31,7
		1960	35,6	20,7	14,9	8,0	22,9	8,9	2,6	6,3	29,2
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8	
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3	
	1958	4,0	0,3	3,7	...	3,7	...	...	...	3,7	
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6	
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5	
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi		1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3
		1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	5,6	3,5	2,1	17,1
		1958	27,9	13,8	14,1	10,2	24,3	5,8	3,5	2,3	26,6
		1959	32,7	12,0	20,7	7,4	28,1	6,0	3,0	3,0	31,1
		1960	35,6	22,2	13,4	8,0	21,4	8,9	2,6	6,3	27,7
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement négociables d'une part et des titres non généralement négociables d'autre part — correction : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
		1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
		1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
		1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission <sup>6</sup>	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
		1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
		1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
		1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
		1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : 4,0; en 1957 : 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : — 8,0.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

<sup>5</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>6</sup> La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.



**XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \***

**Emprunts en francs belges**

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis <sup>1</sup> (millions de francs)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Septembre ...	15	Etat belge 1958-1968	5,00	99,00	10 ans	10.695	5,16
	Novembre ...	26	Emprunt à lots du Congo 1958	2,00 — 5,00 <sup>2</sup>	100,00	15 ans	2.000	5,41
1959	Janvier .....	19	Etat belge 1959-1971	4,75	98,25	12 ans	8.194	4,98
	Mars .....	16	S.N.C.B.	4,75	98,25	10 ans	700	5,02
	Avril .....	15	Fonds des Routes	4,75	98,25	12 ans	2.500	4,98
	Mai .....	12	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin .....	8	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,06 <sup>7</sup>
	Juillet .....	6	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre ...	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre .....	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre ...	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre .....	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février .....	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars .....	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril .....	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 <sup>3</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 <sup>7</sup>
	Avril .....	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 <sup>3</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,19 <sup>7</sup>
	Juin .....	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin .....	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 <sup>3</sup>				
	Octobre .....	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 <sup>7</sup>
	Novembre ...	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 <sup>7</sup>
	Novembre ...	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>				
1961	Janvier .....	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	1.597	5,76
	Février .....	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 <sup>7</sup>
	Avril .....	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai .....	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 <sup>7</sup>
	Juin .....	8	Etat belge 1961-73	5,25-5,50-5,75 <sup>8</sup>	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	août .....	24	Ville d'Anvers	5,25-5,50-5,75-6,00 <sup>9</sup>	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,92 <sup>7</sup>
	Octobre .....	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 <sup>10</sup>				
	Novembre ...	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 <sup>10</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 <sup>7</sup>

<sup>1</sup> Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistres par la C.A.D.G.  
<sup>2</sup> Après le 30 novembre 1968.  
<sup>3</sup> Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.  
<sup>4</sup> Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> année et 5,50 % de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup> année.  
<sup>5</sup> Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.  
<sup>6</sup> Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.  
<sup>7</sup> Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.  
<sup>8</sup> Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.  
<sup>9</sup> Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année, 5,75 % de la 11<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> année et 6 % de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup> année.  
<sup>10</sup> Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

**Emprunts en monnaies étrangères**

Date de l'arrêté <sup>1</sup>		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission
Mois	Jour						
1959	Novembre ...	25	Congo	5,50	{ 3 ans 4 ou 5 ans	{ U.S. \$ 20	n.d.
	Novembre ...	28	Sabena	5,75			
	Décembre .....	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	6,02
1960	Janvier .....	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	6,02
	Février .....	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	4,72 <sup>4</sup>
	Mars .....	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	6,13
	Mars .....	31	Otraco <sup>3</sup>	6,00	100,0		
	Mars .....	31 <sup>2</sup>	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	10 ans	6,08
	Mars .....	31 <sup>2</sup>	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	6,09
	Mars .....	31 <sup>2</sup>	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	6,10
1961	Mai .....	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	4,50
	Mai .....	18	Etat belge 1961-81	4,75	100,0	20 ans	4,75
	Juillet .....	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	4,75
	Juillet .....	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	5,00
	Juillet .....	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	5,32 <sup>4</sup>
	Octobre .....	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	4,92
	Novembre ...	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	5,61

<sup>1</sup> La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.  
<sup>2</sup> Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.  
<sup>3</sup> Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.  
<sup>4</sup> Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.  
<sup>5</sup> Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

**XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales <sup>2</sup>
	intérieure					extérieure					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2		
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959 Octobre	191,9	22,7	75,5	27,0	317,1	17,8	16,2	34,0	351,1	20,7	371,8
Novembre	191,2	22,7	77,3	26,8	318,0	17,8	16,2	34,0	352,0	20,7	372,7
Décembre	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Janvier	189,6	24,3	77,6	27,0	318,5	17,7	16,2	33,9	352,4	22,0	374,4
Février	202,0	21,2	74,8	27,2	325,2	17,7	15,8	33,5	358,7	22,0	380,7
Mars	201,8	21,0	76,7	27,2	326,7	18,2	15,6	33,8	360,5	21,4	381,9
Avril	203,5	17,6	82,7	27,2	331,0	18,1	16,3	34,4	365,4	21,4	386,8
Mai	207,7	17,6	78,5	27,9	331,7	18,1	17,5	35,6	367,3	21,4	388,7
Juin	207,2	17,6	77,5	28,7	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,4	330,7	17,4	27,0	44,4	375,1	21,1	396,2
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8

<sup>1</sup> E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

<sup>2</sup> Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

## XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

### a) Par émetteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public 1.  
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956		1957		1958		1959	
								A	B	A	B	A	B	A	B
Etat <sup>2 3</sup> .....	146,6	141,0	140,2	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	143,6	50,9	154,9	46,4	169,8	43,7
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs <sup>3</sup> .....	14,8	18,5	18,2	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	20,0	8,8	22,1	11,2	24,6	13,5
Congo .....	2,4	4,6	4,6	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	9,0	1,3	12,7	1,3	12,2	1,3
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal .....	21,9	22,0	23,2	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	38,8	1,3	44,4	1,3	48,6	1,2
Organismes paraétatiques d'exploitation .....	16,4	19,9	21,9	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	31,7	4,1	29,9	4,6	33,0	4,9
Organismes paraétatiques de crédit .....	11,7	14,1	15,6	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	28,6	13,3	34,0	15,0	39,6	16,7
Total ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	271,7	79,7	298,0	79,8	327,8	81,3

1 Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, les Caisses d'Épargne privées, les banques de droit belge et les filiales établies en Belgique de banques de droit étranger).

2 Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

3 En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».

### b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.  
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959		
									A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. <sup>1 2</sup> .....	5,0	5,9	6,2	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5
Fonds des Rentes .....	3,9	5,9	4,7	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	...	4,0	3,2	...	3,2	4,5	...	4,5
Organismes monétaires <sup>2</sup> .....	45,4	45,9	47,9	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne .....	29,0	28,5	28,0	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
b) Organismes de sécurité sociale .....	23,0	25,1	27,6	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
c) Fonds de pensions spéciaux .....	1,9	2,0	2,1	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,2	0,3	2,5
d) Entreprises d'assurances .....	6,3	7,1	7,7	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
e) Entreprises de capitalisation .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total .....	60,3	62,8	65,5	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	98,7	37,3	136,0
Congo et Ruanda-Urundi <sup>3</sup> .....	2,3	2,4	2,5	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7
Entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	96,9	97,2	96,9	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	9,8	155,5	160,8	8,3	169,1	175,0	6,7	181,7
Total général ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

1 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

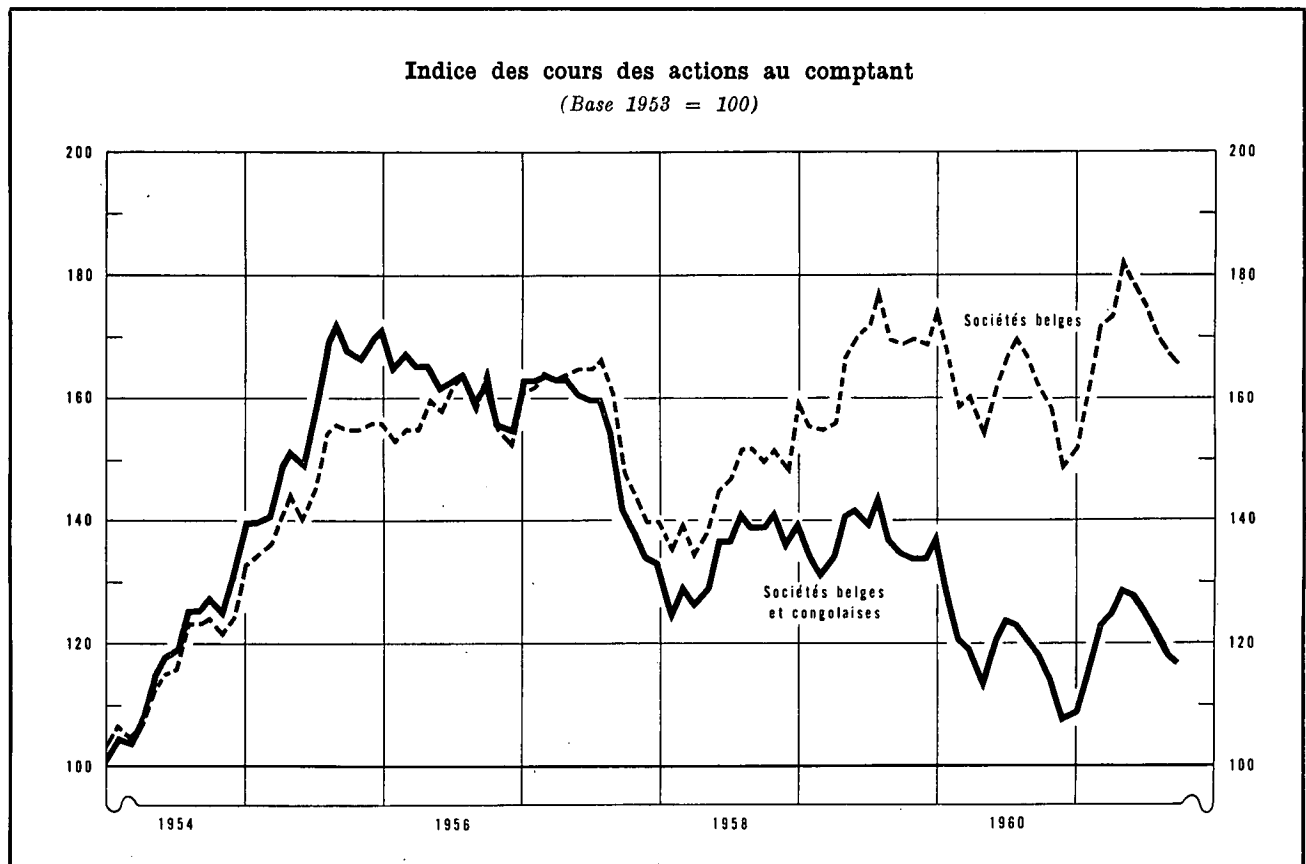
2 A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

3 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Banque du Congo Belge (jusqu'en 1951), sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

4 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séance - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1951 Moyenne mensuelle .	85	88	86	—	3,7	n.d.						
1952 Moyenne mensuelle .	79	99	98	104	4,7	n.d.						
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	3,9	n.d.						
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,0	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	2,9	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,2	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	4,1	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,8	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961		
Janvier .....	102	75	138	109	175	152	134	109	3,4	5,8	2,6	2,9
Février .....	91	114	129	116	168	161	124	115	3,7	5,7	2,7	2,8
Mars .....	88	151	121	123	159	172	115	119	4,0	5,1	2,8	2,9
Avril .....	83	137	119	125	161	173	111	122	4,3	5,3	2,8	3,0
Mai .....	95	180	114	129	155	182	106	123	4,0	5,1	2,8	2,9
Juin .....	143	105	121	128	162	179	116	122	3,8	4,0	2,8	3,1
Juillet .....	116	77	124	125	167	175	118	117	4,9	4,2	2,8	3,1
Août .....	105	77	123	122	170	171	117	116	5,3	4,1	2,7	3,2
Septembre .....	87	73	121	118	167	168	117	112	4,6	3,9	2,8	3,3
Octobre .....	72		118	117	162	166	115	110	5,0	3,7	2,9	3,3
Novembre .....	66		114		158		113		5,1		3,0	
Décembre .....	67		108		149		108		5,4		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).  
 2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.  
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.  
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.  
 5 Bourse de Bruxelles.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques 4**

1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.845	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305

**Sociétés financières et immobilières 5**

1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.355	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	9.973	467

**Industrie des fabrications métalliques**

1952	1.080	8.282	7.177	2.066	89	882	110	1.029	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.313	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.915	120

**Métallurgie du fer**

1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.378	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.197	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.763	282

**Industrie textile**

1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	479	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	463	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	457	26

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**Industrie alimentaire**

1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	586	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	657	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	872	62

**Industrie chimique**

1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.059	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	48	1.088	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.266	76

**Electricité**

1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.597	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	380
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	380

**Industrie du charbon**

1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	956	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	780	50

**Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup>**

1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.862	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.359	1.989

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1952	409	22.094	12.226	7.557	134	3.829	277	1.183	49
1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	3.183	78

**C. — Total général des sociétés belges et congolaises <sup>6 7</sup>**

1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	876
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	40.542	2.067

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>7</sup> Total général net, après déduction des doubles emplois.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES <sup>1 5</sup>**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1959	4 premiers mois	5.858	54,7	36,2	6,3	1,3	3,5	0,6
	5 premiers mois	9.535	99,3	60,9	11,7	2,5	6,5	0,7
	6 premiers mois	11.425	118,0	75,7	13,9	2,8	7,6	0,9
	7 premiers mois	11.990	124,2	80,5	14,6	2,9	8,0	1,0
	8 premiers mois	12.205	125,2	81,2	14,7	3,0	8,1	1,1
	9 premiers mois	12.558	127,4	83,0	15,1	3,1	8,2	1,2
	10 premiers mois	13.144	136,5	86,7	16,1	3,3	8,9	1,3
	11 premiers mois	13.566	149,9	95,1	17,5	3,4	9,9	1,5
	12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960	Janvier	146	2,5	1,0	0,3	...	0,2	0,2
	2 premiers mois	368	3,7	3,0	0,7	0,1	0,7	0,3
	3 premiers mois	2.266	19,6	12,5	2,7	0,4	1,8	0,5
	4 premiers mois	5.589	54,6	34,0	7,0	1,0	4,2	0,7
	5 premiers mois	9.358	102,7	63,2	13,1	2,4	7,4	0,8
	6 premiers mois	11.272	121,7	78,0	15,9	2,7	8,7	1,0
	7 premiers mois	11.929	129,8	83,6	16,8	2,8	9,2	1,2
	8 premiers mois	12.121	130,8	84,4	16,9	2,8	9,2	1,3
	9 premiers mois	12.507	133,3	86,2	17,4	2,9	9,4	1,4
	10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
	11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
	12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961	Janvier	p 101	3,0	1,1	0,3	...	0,2	0,3
	2 premiers mois	p 270	3,8	2,7	0,7	0,1	0,7	0,4
	3 premiers mois	p 1.739	21,8	13,5	3,3	0,3	2,1	0,5

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES <sup>1 5</sup> (suite)**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	4 premiers mois	66	1,8	1,0	0,3	...	0,1	...
	5 premiers mois	174	20,6	11,4	4,3	0,1	3,5	...
	6 premiers mois	347	34,5	16,6	6,7	0,3	5,0	...
	7 premiers mois	436	42,6	20,7	7,7	0,3	5,9	0,1
	8 premiers mois	453	43,1	21,2	7,8	0,3	5,9	0,1
	9 premiers mois	467	43,4	21,2	7,8	0,4	6,0	0,1
	10 premiers mois	503	44,0	21,4	7,9	0,4	6,0	0,1
	11 premiers mois	541	47,9	21,8	8,2	0,4	6,3	0,1
	12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960	Janvier	4	0,1	0,1	...	—	...	0,1
	2 premiers mois	11	0,2	0,2	0,1	—	...	0,1
	3 premiers mois	27	1,4	0,2	0,2	...	...	0,1
	4 premiers mois	58	1,8	0,8	0,3	...	0,2	0,1
	5 premiers mois	158	22,9	12,7	7,2	...	5,0	0,1
	6 premiers mois	309	36,4	17,0	8,6	0,2	6,4	0,1
	7 premiers mois	364	42,3	20,6	9,4	0,2	7,1	0,1
	8 premiers mois	376	43,0	20,9	9,5	0,3	7,1	0,1
	9 premiers mois	384	43,2	21,0	9,5	0,3	7,1	0,1
	10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
	11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
	12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961	Janvier	p 3	0,7	0,4	...	...	...	...
	2 premiers mois	p 6	0,8	0,4	...	...	...	...
	3 premiers mois	p 14	1,0	0,4	0,1	...	...	...

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1959	4 premiers mois	5.924	56,5	37,2	6,6	1,3	3,6	0,6
	5 premiers mois	9.709	119,9	72,3	16,0	2,6	10,0	0,7
	6 premiers mois	11.772	152,5	92,3	20,6	3,1	12,6	0,9
	7 premiers mois	12.426	166,8	101,2	22,3	3,2	13,9	1,1
	8 premiers mois	12.658	168,3	102,4	22,5	3,3	14,0	1,2
	9 premiers mois	13.025	170,8	104,2	22,9	3,5	14,2	1,3
	10 premiers mois	13.647	180,5	108,1	24,0	3,7	14,9	1,4
	11 premiers mois	14.107	197,8	116,9	25,7	3,8	16,2	1,6
	12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960	Janvier	150	2,6	1,1	0,3	...	0,2	0,3
	2 premiers mois	379	3,9	3,2	0,8	0,1	0,7	0,4
	3 premiers mois	2.293	21,0	12,7	2,9	0,4	1,8	0,6
	4 premiers mois	5.647	56,4	34,8	7,3	1,0	4,4	0,8
	5 premiers mois	9.516	125,6	75,9	20,0	2,4	12,4	0,9
	6 premiers mois	11.581	158,1	95,0	24,5	2,9	15,1	1,1
	7 premiers mois	12.293	172,1	104,2	26,2	3,0	16,3	1,3
	8 premiers mois	12.497	173,8	105,3	26,4	3,1	16,3	1,4
	9 premiers mois	12.891	176,5	107,2	26,9	3,2	16,5	1,5
	10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
	11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
	12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961	Janvier	p 104	3,7	1,5	0,3	...	0,2	0,3
	2 premiers mois	p 276	4,6	3,1	0,7	0,1	0,7	0,4
	3 premiers mois	p 1.753	22,8	13,9	3,4	0,3	2,1	0,5

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> A partir de fin 1960, on a tenu compte dans la statistique, de la conversion graduelle des sociétés de droit congolais en sociétés de droit belge exploitant au Congo.



**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. <sup>2</sup>).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1952	18.047	2.755	1.398	est. 600 <sup>3</sup>	est. 798 <sup>3</sup>	n.d.	est. 798 <sup>3</sup>	est. 3.553 <sup>3</sup>	5.641 <sup>4</sup>
1953	4.660	1.561	1.068	est. 700 <sup>3</sup>	est. 368 <sup>3</sup>	n.d.	est. 368 <sup>3</sup>	est. 1.929 <sup>3</sup>	2.525 <sup>4</sup>
1954	7.546	3.500	1.777	879	898	529	1.427	4.927	8.331
1955	15.354	5.356	1.560	1.257	303	532	835	6.191	9.680
1956	17.965	4.560	1.701	1.404	297	389	686	5.246	7.619
1957	27.917	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	9.076	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.327	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	17.409	7.146	1.213	1.631	— 418	957	539	7.685	12.460

**Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo**

1952	7.369	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 <sup>4</sup>
1953	3.212	1.997	130	n.d.	130	n.d.	130	2.127	1.834 <sup>4</sup>
1954	2.572	1.753	391	46	345	...	345	2.098	1.465
1955	3.549	1.912	316	88	228	— 7	221	2.133	1.545
1956	7.222	2.089	341	110	231	5	236	2.325	1.580
1957	6.759	1.759	724	158	566	...	566	2.325	1.917
1958	2.007	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.342	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	5.099	399	20	167	— 147	— 21	— 168	231	131

**Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)**

1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 <sup>3</sup>	est. 1.010 <sup>3</sup>	n.d.	est. 1.010 <sup>3</sup>	est. 6.222 <sup>3</sup>	7.452 <sup>4</sup>
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 <sup>3</sup>	est. 498 <sup>3</sup>	n.d.	est. 498 <sup>3</sup>	est. 4.056 <sup>3</sup>	4.359 <sup>4</sup>
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.796
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.225
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.619	2.325	833	3.158	10.490	12.604
1958	11.033	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.545	1.233	1.798	— 565	936	371	7.916	12.591

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Estimations B.N.B.

<sup>4</sup> Amortissements non déduits.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1959 3 premiers mois ...	1.341	542	275	817	519	63	—	63
6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	—	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	—	460
12 mois .....	10.327	3.324	3.196	6.520	2.342	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.971	1.020	79	1.099	710	59	—	59
6 premiers mois ...	5.326	2.413	302	2.715	5.011	254	—	254
9 premiers mois ...	11.888	5.316	805	6.121	n.d.	n.d.	—	n.d.
12 mois .....	17.409	6.545	1.213	7.758	5.099	299	20	319
1961 3 premiers mois ...	2.957	645	176	821				
1960 Juillet .....	3.791	2.016	500	2.516				
Août .....	843	398	—	398				
Septembre .....	1.427	490	3	493	77	45	—	45
Octobre .....	2.005	168	—	168				
Novembre .....	810	291	103	394				
Décembre .....	3.215	771	—	771				
1961 Janvier .....	398	122	146	268				
Février .....	1.650	327	—	327				
Mars .....	909	196	30	226				
Avril .....	1.391	191	—	191				
Mai .....	767	347	—	347				
Juin .....	2.080	664	—	664				
Juillet .....	729	256	—	256				
Août .....	448	215	—	215				
Septembre .....	630	238	—	238				

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

## XVIII. — MARCHE MONETAIRE

### 1. — MARCHE DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par		Capitaux empruntés par		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)	Capitaux refusés (6)
	Banques de dépôts 1	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)		
1952 .....	2.357	3.440	9	5.788	5.797	...
1953 .....	2.378	3.013	9	5.382	5.391	...
1954 .....	2.330	3.006	19	5.317	5.336	...
1955 .....	2.325	3.314	23	5.616	5.639	43
1956 .....	2.428	2.795	22	5.201	5.223	185
1957 .....	2.288	3.305	17	5.576	5.593	5
1958 .....	2.078	1.829	15	3.892	3.907	577
1959 .....	2.191	1.324	73	3.442	3.515	188
1960 .....	2.415	2.668	1.025	4.058	5.083	37
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.429	2.582	701	4.310	5.011	35
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.522	2.661	1.024	4.159	5.183	27
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.233	3.164	1.109	4.288	5.397	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.482	2.252	1.272	3.462	4.734	90
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.527	2.493	1.449	3.571	5.020	3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.381	3.701	1.993	4.089	6.082	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.320	4.416	2.069	4.667	6.736	...
1960 Octobre .....	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873	3
Novembre .....	2.410	2.021	1.331	3.100	4.431	233
Décembre .....	2.383	2.500	1.489	3.394	4.883	42
1961 Janvier .....	2.424	2.184	1.267	3.341	4.608	4
Février .....	2.500	2.504	1.627	3.377	5.004	7
Mars .....	2.649	2.778	1.468	3.959	5.427	...
Avril .....	2.545	2.974	1.596	3.923	5.519	...
Mai .....	2.349	3.869	2.083	4.135	6.218	...
Juin .....	2.270	4.176	2.254	4.192	6.446	...
Juillet .....	2.101	4.887	2.239	4.749	6.988	...
Août .....	2.423	4.476	2.069	4.830	6.899	...
Septembre .....	2.421	3.903	1.908	4.416	6.324	...
Octobre .....	2.777	2.905	1.595	4.087	5.682	17

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959 cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment le Fonds des Rentes, la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment l'I.R.G., le Fonds des Rentes, la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'I.R.G., l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

**Mouvement du débit**

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1952 .....	38	2	159	162	98	164	257	177	59	341	316
1953 .....	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954 .....	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955 .....	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956 .....	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957 .....	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958 .....	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	208	267	149	270	357	241	59	511	416
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	206	287	156	290	362	245	55	535	417
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	226	293	162	296	388	241	56	537	444
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	208	378	161	381	369	258	60	639	429
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
1960 Octobre .....	39	3	200	308	162	311	362	250	56	561	418
Novembre .....	39	3	174	304	169	307	343	249	56	556	399
Décembre .....	39	3	203	315	169	318	372	237	57	555	429
1961 Janvier .....	39	3	193	354	167	357	360	258	60	615	420
Février .....	39	3	192	349	149	352	341	240	57	592	398
Mars .....	39	3	240	432	167	435	407	276	64	711	471
Avril .....	39	3	202	367	151	370	353	233	53	603	406
Mai .....	39	3	241	423	163	426	404	276	60	702	464
Juin .....	39	3	274	445	175	448	449	275	65	723	514
Juillet .....	39	3	268	400	176	403	444	251	59	654	503
Août .....	39	3	293	406	164	409	457	254	64	663	521
Septembre .....	39	3	256	384	153	387	409	243	61	630	470
Octobre .....	39	3	239	454	183	457	422	286	66	743	488

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts *						
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	sur certificats de trésorerie			sur Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	sur autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		ayant maximum 120 jours à courir	ayant maximum 8 mois à courir	émis à maximum 366 jours 1			
1951 5 juillet .....	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
13 septembre .....	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
1952 18 décembre .....	3,—	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50		
1953 5 mars .....	3,—	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	—	5,—		
21 mai .....	3,—	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	—	4,75		
29 octobre .....	2,75	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	—	4,50		
1955 4 août .....	3,—	3,—	3,75	4,50	4,75	2,1875			—	4,75		
1956 6 décembre .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	2,25			—	5,25		
1957 21 mars .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %			—	5,25		
25 juillet .....	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,25		
12 novembre .....	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25				»	»	»	6,25
1958 27 mars .....	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—				»	»	»	6,—
5 juin .....	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	»	»	»	5,75			
3 juillet .....	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	»	»	»	5,50			
28 août .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	»	»	»	5,25			
30 octobre .....	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	»	»	»	5,—			
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	»	»	»	4,75			
24 décembre .....	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	»	»	»	5,—			
1960 4 août .....	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	»	»	»	6,25			
		représentatives d'importations   d'exportations										
10 novembre .....	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»	»	6,25		
1961 24 août .....	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	»	»	6,—		

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Quantité de l'avance au 31 octobre 1961

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) ..... max. 80 %

## XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2	1,70
Du 12-11 au 31-12 3	2,25
1958 .....	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960 .....	2,80
1960 Novembre .....	2,81
Décembre .....	2,67
1961 Janvier .....	2,68
Février .....	2,47
Mars .....	2,38
Avril .....	2,33
Mai .....	2,79
Juin .....	2,85
Juillet .....	2,90
Août .....	2,53
Septembre .....	2,50
Octobre .....	2,54

## XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4					Certificats de trésorerie bancaires 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			4 mois	6 mois	9 mois
1957 .....	1,90	—	—	—	—	1,3125 6				
1956 .....	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1957 .....	1,25	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1958 .....	—	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1959 .....	—	—	—	—	—	—	1960 6 déc.	*	*	*
1960 Nov. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
Déc. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 fév.	4,846	*	4,993
1961 Janv. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 mars	4,872	4,937	*
Févr. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 avril	4,875	4,950	4,960
Mars ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 mai	4,850	*	*
Avril ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 juin	4,850	4,950	*
Mai ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 juillet	4,850	4,950	4,998
Juin ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	3 août	4,850	*	5,000
Juillet ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	5 sept.	4,711	4,800	4,900
Août ...	—	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	3 oct.	4,703	4,800	4,900
Sept. ...	—	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	7 nov.	4,700	4,800	4,900
Oct. ...	—	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50				

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

2 Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

3 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 % ; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B ; ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

5 Cfr. Arrêtés ministériels du 30 mars 1956 et du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 4 mai 1956, p. 3.148 et du 10 novembre 1957, p. 8.023).

6 Certificats que les banques peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus. L'encours de ces certificats émis à 4 mois était peu important jusqu'à la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui les a remplacés par des certificats de même nature, mais dont l'intérêt est lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque. Ces certificats sont désignés par le terme « certificats B » (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours de ces certificats s'est élevé à 8,9 milliards de francs jusqu'au 8 avril 1960. Depuis lors, il atteint 9,1 milliards de francs.

En outre, le Fonds des Rentes émet, depuis novembre 1957, un montant variable de certificats assortis des mêmes conditions, sauf que l'intérêt des certificats B est payable d'avance, et que celui des certificats du Fonds des Rentes est payable à terme échu. (Arrêté amendant l'arrêté d'exécution de l'article 4, § 2 du règlement du 10 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — Moniteur du 27 novembre 1957, p. 8.263).

Il convient également de noter que la réforme du marché monétaire de novembre 1957 a converti un montant de 20 milliards de francs de certificats de trésorerie à 12 mois affectés par les banques à la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus, en des certificats à 12 mois, désignés par le terme « certificats A », d'un taux de 1 15/16 %, payable par anticipation (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur du 10 novembre 1957, p. 8.030).

7 Taux en vigueur depuis le 5 février 1946 (cfr. deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. Moniteur du 10 février 1946, p. 1.185).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 <sup>1</sup> Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	Terme <sup>2</sup>			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1952 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
1956 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75			
1957 .....	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F		au-delà de 200.000 F
1958 .....	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F		au-delà de 250.000 F
1959 .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—		2,—
1960 Octobre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1960 Novembre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1960 Décembre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Janvier .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Février .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Mars .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Avril .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Mai .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Juin .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Juillet .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Août .....	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Septembre .....	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>
1961 Octobre .....	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— <sup>3</sup>		2,— <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — <sup>2</sup> Depuis novembre 1957, les taux des dépôts à préavis et à terme fluctuent en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. — <sup>3</sup> Durant les années 1958 et 1960, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — <sup>4</sup> En 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		(rendement ou égard au cours seulement)	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	
	4 % 1 <sup>re</sup> s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,50 %	
1952 .....	4,60	—	5,19 <sup>1</sup>	—	—	5,32
1953 .....	4,48	—	4,85 <sup>1</sup>	5,09 <sup>2</sup>	—	5,05
1954 .....	4,33	—	4,15 <sup>1</sup>	4,79 <sup>2</sup>	—	4,70
1955 .....	4,20	—	3,89 <sup>1</sup>	4,59 <sup>2</sup>	—	4,46
1956 .....	4,18	—	3,99 <sup>1</sup>	4,63	4,71	4,57
1957 .....	4,47	—	5,17 <sup>1</sup>	5,54	5,59	5,45
1958 .....	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,61	6,41
1959 .....	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960 .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1960 Octobre .....	4,34	5,47	5,26	5,71	5,47	5,58
1960 Novembre .....	4,34	5,40	5,28	5,73	5,53	5,61
1960 Décembre .....	4,40	5,47	5,55	5,85	5,65	5,73
1961 Janvier .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1961 Février .....	4,39	5,50	5,66	6,00	5,82	5,85
1961 Mars .....	4,39	5,45	5,62	6,00	5,82	5,84
1961 Avril .....	4,35	5,40	5,58	5,90	5,77	5,77
1961 Mai .....	4,33	5,46	5,57	5,94	5,79	5,81
1961 Juin .....	4,33	5,41	5,50	5,90	5,77	5,77
1961 Juillet .....	4,35	5,44	5,55	5,93	5,79	5,80
1961 Août .....	4,35	5,45	5,54	5,89	5,77	5,77
1961 Septembre .....	4,35	5,33	5,37	5,85	5,75	5,73
1961 Octobre .....	4,35	5,33	5,32	5,81	5,75	5,71

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encors à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.  
<sup>1</sup> Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — <sup>2</sup> Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.  
N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1956.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 5, mai 1953 : Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis <sup>1</sup>		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1955 ...		3,—		1,50		3,—		3,—		4,—		2,50		2,75		1,50
1955 Janvier ...							27	3,50								
Février ...							24	4,50								
Avril .....			15	1,75									19	3,75		
Août .....	4	3,50	5	2,—												
Septembre .			9	2,25												
Novembre .			18	2,50												
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars .....	8	4,50														
Avril .....			13	2,75												
Mai .....	19	5,50														
Août .....			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril .....					11	4,—										
Mai .....															15	2,50
Juillet .....											17	4,25	11	5,—		
Août .....			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars .....			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50					3	4,50		
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai .....	5	3,—														
Juillet .....							25	7,—								
Octobre ...							5	6,5								
Novembre .							2	6,—								

<sup>1</sup> Federal Reserve Bank of New York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

*(millions de nouveaux francs français)*

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 8 septembre	1961 7 septembre	1960 6 octobre	1961 5 octobre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	2.012	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes .....	1.000	1.201	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger .....	118	141	3.969	5.744	6.119	9.378	6.006	9.381
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	...	...	...	656	444	1.314	656	1.314
Monnaies divisionnaires .....	99	84	101	23	6	17	8	21
Comptes courants postaux .....	716	512	669	561	493	518	530	543
Prêts à l'Etat .....	6.548	6.510	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>
Avances à l'Etat .....	4.297	4.337	2.640 <sup>2</sup>	901 <sup>2</sup>	3.830 <sup>2</sup>	4.457 <sup>2</sup>	3.484 <sup>2</sup>	4.165 <sup>2</sup>
Portefeuille d'escompte :	19.872	22.217	16.392	18.851	15.202	15.364	15.706	16.305
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	5.917	6.707	4.232	5.118	4.472	5.018	4.594	5.307
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	1	3	1	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> <sup>3</sup> .....	575	481	699	878	166	195	372	265
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i> .....	13.379	15.026	11.460	12.854	10.563	10.150	10.739	10.732
Effets négociables achetés en France <sup>4</sup> .....	2.883	2.609	2.827	3.554	2.250	2.596	2.807	2.646
Avances à 30 jours sur effets publics ...	193	222	169	205	154	164	186	166
Avances sur titres .....	105	97	83	70	65	61	70	70
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	783	763	863	529	247	324	272	337
Divers .....	649	562	627	764	639	743	661	810
Total ...	<b>39.275</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>42.680</b>	<b>40.271</b>	<b>45.758</b>	<b>41.208</b>	<b>46.580</b>

**PASSIF**

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	32.681	34.694	34.947	39.320	36.830	41.844	37.710	42.648
Comptes courants créditeurs :	5.246	5.720	2.943	2.066	2.149	2.512	2.118	2.571
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	1	...	...	1	...
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> .....	...	...	...	...	...	—	...	—
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i> .....	4.091	4.564	1.965	967	1.261	1.640	1.231	1.616
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i> .....	1.154	1.155	978	1.098	888	872	886	955
Capital de la Banque .....	2	2	150	150	150	150	150	150
Divers .....	1.346	1.315	1.122	1.144	1.142	1.252	1.230	1.211
Total ...	<b>39.275</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>42.680</b>	<b>40.271</b>	<b>45.758</b>	<b>41.208</b>	<b>46.580</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>3</sup> Loi du 18 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>4</sup> Décret du 17 juin 1938.



**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1958 28 February	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1960 7 September	1961 6 September	1960 5 October	1961 4 October
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

**Issue Department**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	1.985	2.035	2.136	2.237	2.236	2.338	2.237	2.313
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	3	3	2	1	2	...	1	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.000	2.050	2.150	2.250	2.250	2.350	2.250	2.325
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.000</b>	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>	<b>2.250</b>	<b>2.350</b>	<b>2.250</b>	<b>2.325</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	1.965	2.013	2.116	2.212	2.230	2.326	2.220	2.308
In Banking Department .....	35	37	34	38	20	24	30	17
<b>Total ...</b>	<b>2.000</b>	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>	<b>2.250</b>	<b>2.350</b>	<b>2.250</b>	<b>2.325</b>

**Banking Department**

Government Securities .....	254	265	274	425	418	427	428	502
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	23	10	38	28	28	84	18	52
Securities .....	22	22	20	19	19	20	19	19
Notes .....	35	37	34	38	20	24	30	17
Coin .....	2	1	1	1	1	1	1	1
<b>Total ...</b>	<b>336</b>	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>511</b>	<b>486</b>	<b>556</b>	<b>496</b>	<b>591</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	3	4
Public Deposits :	11	17	12	18	9	11	12	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	—	—	—	155	150	214	150	233
Other Deposits :								
Bankers .....	232	229	264	251	245	245	251	259
Other Accounts .....	74	70	67	68	63	67	65	68
<b>Total ...</b>	<b>336</b>	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>511</b>	<b>486</b>	<b>556</b>	<b>496</b>	<b>591</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1957 31 December	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1960 7 September	1961 6 September	1960 5 October	1961 4 October
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	21.216	19.013	18.186	16.413	17.731	16.142	17.367	16.009
Redemption fund for F.R. notes .....	869	938	978	1.066	970	1.044	973	1.065
Total gold certificate reserves ...	22.085	19.951	19.164	17.479	18.701	17.186	18.340	17.074
F.R. notes of other Banks .....	443	477	524	525	380	—	431	—
Cash .....	339	336	359	363	388	386	395	400
Discounts and advances .....	56	64	458	33	177	68	137	68
Industrial loans .....	1	...	...	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright .....	42	43	44	54	32	34	35	34
Held under repurchase agreement .....	23	6	31	20	—	—	6	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	983	2.250	2.606	2.900	2.639	2.811	2.899	3.071
Certificates .....	19.934	18.650	10.507	9.060	14.007	1.683	14.007	1.632
Notes .....	...	2.868	11.010	12.481	7.510	19.872	7.510	19.678
Bonds .....	2.802	2.484	2.484	2.543	2.484	3.536	2.484	3.551
Total bought outright ...	23.719	26.252	26.607	26.984	26.640	27.902	26.900	27.932
Held under repurchase agreement .....	519	95	41	400	82	...	150	...
Total U.S. Government securities ...	24.238	26.347	26.648	27.384	26.722	27.902	27.050	27.932
Total loans and securities .....	24.360	26.460	27.181	27.491	26.931	28.004	27.228	28.034
Due from foreign banks .....	...	...	...	...	...	—	...	—
Cash items in process of collection .....	5.495	5.631	6.438	6.809	4.614	4.013	5.475	4.674
Bank premises .....	84	94	100	108	106	110	106	110
Other assets .....	223	146	262	209	227	205	293	283
Total assets ...	<b>53.029</b>	<b>53.095</b>	<b>54.028</b>	<b>52.984</b>	<b>51.347</b>	<b>49.904<sup>3</sup></b>	<b>52.268</b>	<b>50.575<sup>3</sup></b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserves notes .....	27.535	27.872	28.262	28.449	27.817	27.813	27.698	27.717
Deposits :								
Member bank reserves .....	19.034	18.504	18.174	17.080	17.322	16.580	17.817	16.912
U.S. Treasurer - general account .....	481	358	504	485	518	557	376	481
Foreign .....	356	273	345	217	195	274	194	241
Other .....	246	391	693	554	376	324	387	293
Total deposits ...	20.117	19.526	19.716	18.336	18.411	17.735	18.774	17.927
Deferred availability cash items .....	4.071	4.335	4.847	4.941	3.778	2.933	4.462	3.487
Other liabilities and accrued dividends ...	15	22	29	32	41	65	43	86
Total liabilities ...	<b>51.738</b>	<b>51.755</b>	<b>52.854</b>	<b>51.758</b>	<b>50.047</b>	<b>48.546</b>	<b>50.977</b>	<b>49.217</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	345	363	388	409	402	430	403	432
Surplus .....	837	868	775	817	775	817	775	817
Other capital accounts .....	109	109	11	...	123	111	113	109
Total liabilities and capital accounts ...	<b>53.029</b>	<b>53.095</b>	<b>54.028</b>	<b>52.984</b>	<b>51.347</b>	<b>49.904<sup>3</sup></b>	<b>52.268</b>	<b>50.575<sup>3</sup></b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	76	68	82	230	203	135	202	123
Industrial loan commitments .....	1	1	...	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined .....	46,3 %	42,1 %	39,9 %	37,4 %	40,5 %	37,4 %	39,5 %	37,1 % <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> « F. R. note liabilities combined » includes \$ 421 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

<sup>3</sup> Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks » Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK***(miljoenen guldens)*

	1957 31 december	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1960 5 september	1961 4 september	1960 10 oktober	1961 9 oktober
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	2.812	3.972	4.281	5.487	4.733	5.698	5.091	5.698
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	1.008	1.603	786	1.107	771	466	810	523
Buitenlandse betaalmiddelen .....	1	1	1	...	1	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens <sup>1</sup> .....	182	88	71	40	48	47	43	26
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto <sup>2</sup> .....	10	...	6	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	128	181	547	249	113	313	197	790
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) <sup>3</sup> .....	198	40	62	12	9	6	45	18
Boekvorderingen op de Staat (overeen- komst van 26 februari 1947) .....	560	—	—	—	—	—	—	—
Nederlandse munten .....	11	24	35	51	54	23	53	22
Belegging van kapitaal en reserves .....	142	159	165	174	171	183	172	183
Gebouwen en inventaris .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen .....	39	15	12	12	8	5	6	6
<b>Totaal ...</b>	<b>5.092</b>	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>7.133</b>	<b>5.909</b>	<b>6.742</b>	<b>6.419</b>	<b>7.267</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	4.187	4.418	4.513	4.900	4.663	5.068	4.593	4.961
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	629	1.284	1.139	1.603	950	1.351	1.531	1.987
's Rijks schatkist .....	307	643	528	934	276	476	978	1.281
Banken in Nederland .....	250	485	484	519	530	665	392	542
Andere ingezetenen .....	72	156	127	150	144	210	161	164
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	46	97	65	59	62	77	57	71
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	—	56	48	52	70	46	63
Andere niet-ingezetenen .....	16	22	9	11	10	7	11	8
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden .....	30	75	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	6	64	6	320	5	12	9	12
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	131	142	152	164	152	164	152	164
Diverse rekeningen .....	73	59	72	67	57	50	57	52
<b>Totaal ...</b>	<b>5.092</b>	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>7.133</b>	<b>5.909</b>	<b>6.742</b>	<b>6.419</b>	<b>7.267</b>

<sup>1</sup> Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bilaterale akkoorden .....

2 1 9 ... 2 ... 2 ...

<sup>2</sup> Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....

... .. ... .. ... ..

<sup>3</sup> Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1953 — Staatsblad n<sup>o</sup> 99) .....

13 11 8 5 5 3 5 3

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten .....

127 110 105 110 107 70 108 68

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1957 dicembre	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1960 luglio	1961 luglio	1960 agosto	1961 agosto
Oro in cassa .....	4	5	5	1.000	172	1.000	172	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato .....	2	2	2	—	2	—	2	—
Cassa <sup>1</sup> .....	6	10	11	10	10	12	9	11
Portafoglio <sup>2</sup> .....	405	386	430	443	427	441	425	458
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	82	34	46	64	72	106	81	91
Prorogati pagamenti .....	5	—	—	7	—	—	—	2
Ufficio italiano dei cambi .....	—	—	—	1.257	—	1.438	—	1.562
Disponibilita in divisa all' estero .....	71	62	62	63	62	63	62	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato .....	72	56	70	75	59	80	59	80
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	1.039	1.654	2.191	119	2.103	131	2.175	135
Partite varie .....	3	3	3	2	3	—	2	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro .....	77	77	77	64	75	—	75	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	343	343	343	485	488	485	488	485
Emissioni per forze alleate .....	145	145	145	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria .....	170 <sup>6</sup>	137	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	345	325	128	20	64	—	50	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	32	18	—	—	—	—	—	—
Spese .....	40	41	44	43	24	24	26	25
<b>Totale attivo ...</b>	<b>2.841</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.652</b>	<b>3.561</b>	<b>3.780</b>	<b>3.626</b>	<b>3.913</b>
Circolazione dei biglietti <sup>4</sup> .....	1.914	2.061	2.237	2.424	2.179	2.407	2.147	2.362
Vaglia assegni e debiti a vista <sup>5</sup> .....	27	26	28	23	15	21	17	17
Depositi in c/c liberi .....	140	167	130	117	79	89	84	92
Conti correnti vincolati .....	548	774	772	694	820	783	795	807
Creditori diversi .....	160	211	173	170	163	177	179	210
C/c servizio tesoreria .....	—	—	146	159	194	261	302	389
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	17	—	5	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro .....	—	—	—	—	63	—	63	—
Aiuti internazionali .....	9	14	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	—	5	16	13	12	8	4
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	2	2	2	3	3	4	3	4
Fondo di riserva straordinario .....	1	1	2	2	2	2	2	2
Rendite .....	40	42	45	44	25	24	26	26
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>2.841</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.652</b>	<b>3.561</b>	<b>3.780</b>	<b>3.626</b>	<b>3.913</b>
Depositanti in titoli e valori .....	3.430	4.413	3.604	4.407	5.194	4.853	5.022	4.611
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	5	8	8	5	6	5	6	5
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi .....	—	—	—	437	—	431	—	450
<sup>3</sup> Comprese operazioni con privati .....	—	—	—	3	—	5	—	5
<sup>4</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	1	1	2	2	...	1	3	...
<sup>5</sup> Compresi vaglia e assegni .....	18	17	16	14	10	12	12	12
<sup>6</sup> Al netto del Fondo speciale .....	2	—	—	—	—	—	—	—

**XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK**

(Millionen DM)

	1958 31 Dezember	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1960 7 September	1961 7 September	1960 7 Oktober	1961 6 Oktober
<b>AKTIVA</b>							
Gold .....	10.963	10.934	12.286	11.943	14.408	12.029	14.409
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	9.311	8.249	15.905	13.640	10.742	14.582	11.063
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	152	180	157	133	342	152	325
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite .....	6.089	4.817	3.657	3.797	2.485	3.688	2.469
davon : a) aus der Abwicklung der <i>E.Z.U.</i> .....	4.590	3.156	1.998	2.147	1.065	2.055	1.053
b) an Weltbank .....	1.234	1.486	1.560	1.531	1.345	1.513	1.345
Deutsche Scheidemünzen .....	85	88	91	105	100	98	91
Postcheckguthaben .....	192	226	193	151	144	114	133
Inlandswechsel .....	722	853	1.283	1.949	1.042	2.200	1.705
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	100	80	137	38	—	80	1
Lombardforderungen .....	64	234	419	80	18	81	16
Kassenkredite .....	90	265	79	8	2	3	1
Wertpapiere .....	270	235	324	224	886	224	928
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	4.382	5.731	3.561	3.708	2.866	3.854	2.353
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	662	1.211	1.387	1.340	2.866	1.340	2.928
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse .....	—	—	—	—	3.778	—	3.778
Sonstige Aktiva .....	372	311	370	274	304	269	331
	<b>33.454</b>	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>37.390</b>	<b>39.983</b>	<b>38.714</b>	<b>40.531</b>

**PASSIVA**

Banknotenumlauf .....	17.661	19.046	20.470	18.986	21.121	19.483	21.568
Einlagen von	13.037	11.605	16.696	16.000	15.981	16.918	16.219
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck und Postsparkassenämter)</i> ...	8.243	9.344	13.036	13.458	10.851	12.557	10.044
<i>Öffentlichen Einlegern</i> .....	4.585	2.039	3.440	2.331	4.899	4.156	5.957
<i>Anderen inländischen Einlegern</i> .....	209	222	220	211	231	205	218
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	1.136	672	447	403	841	380	735
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i> .....	550	299	282	297	755	284	647
<i>Sonstige</i> .....	586	373	165	106	86	96	88
Rückstellungen .....	656	671	806	806	867	806	867
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	492	522	562	562	588	562	588
Sonstige Passiva .....	182	558	578	343	295	275	264
	<b>33.454</b>	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>37.390</b>	<b>39.983</b>	<b>38.714</b>	<b>40.531</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 7 septembre	1961 7 septembre	1960 7 octobre	1961 7 octobre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	7.384	8.329	8.369	9.455	8.481	10.506	8.567	10.808
Devises .....	781	561	535	583	543	1.381	547	1.064
Portefeuille effets sur la Suisse .....	226	58	58	53	48	46	46	45
<i>Effets de change</i> .....	226	58	58	53	48	46	46	45
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	52	22	40	38	16	11	22	13
Titres .....	45	45	44	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	...	1	1	17	1	17
<i>autres</i> .....	45	44	44	42	42	26	42	26
Correspondants :								
<i>en Suisse</i> .....	41	33	52	52	15	16	16	11
<i>à l'étranger</i> .....	...	...	7	7	5	8	8	3
Autres postes de l'actif .....	29	35	28	30	28	31	32	33
Total ...	<b>8.558</b>	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>9.174</b>	<b>12.034</b>	<b>9.273</b>	<b>12.017</b>

	1957	1958	1959	1960	1960	1961	1960	1961
<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	49	50	51	52	52	53	52	53
Billets en circulation .....	5.931	6.109	6.344	6.854	6.104	6.773	6.203	6.894
Engagements à vue .....	2.393	2.726	2.535	2.756	2.825	3.572	2.422	3.430
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> .....	1.831	2.541	2.330	2.288	2.400	2.396	2.068	2.235
<i>Autres engagements à vue</i> .....	562	185	205	468	425	1.176	354	1.195
Comptes de virements de banques temporairement liés .....	—	—	—	—	—	1.035	—	1.035
Engagements à terme .....	—	—	—	390	—	400	400	400
Autres postes du passif .....	185	198	196	202	193	201	196	205
Total ...	<b>8.558</b>	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>9.174</b>	<b>12.034</b>	<b>9.273</b>	<b>12.017</b>

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.) — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

Actif	31	31	31	31	30	30	Passif	31	31	31	31	30	30
	décembre 1959	décembre 1960	août 1960	août 1961	septembre 1960	septembre 1961		décembre 1959	décembre 1960	août 1960	août 1961	septembre 1960	septembre 1961
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	1.165	1.636	1.554	2.377	1.538	2.552	<b>I. Capital :</b>						
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .....</b>	106	60	55	83	46	92	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
<b>III. Portefeuille réescomptable .....</b>	859	277	641	352	574	230	<b>II. Réserves :</b>	23	23	23	24	23	24
1. Effets de commerce et acceptations de banque .....	13	19	44	20	45	20	1. Fonds de Réserve légale ...	9	10	10	11	10	11
2. Bons du Trésor .....	846	258	597	332	529	210	2. Fonds de Réserve générale ..	14	13	13	13	13	13
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem.</b>	21	13	21	15	23	13	<b>III. Dépôts (or) :</b>	1.751	1.812	1.971	2.183	1.898	2.159
<b>V. Dépôts à terme et avances : ...</b>	379	1.130	838	1.226	955	1.213	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	319	918	529	1.170	779	1.145	a) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or) ...	10	7	3	3	4	4	b) de 3 à 6 mois .....	169	24	96	3	82	3
c) de 3 à 6 mois .....	49	144	188	35	54	48	c) à 3 mois au maximum ...	407	329	662	306	683	295
d) de 6 à 9 mois .....	1	3	63	9	63	7	d) à vue .....	821	1.372	1.074	1.824	1.094	1.810
e) de 9 à 12 mois .....	—	55	—	—	—	—	2. Autres déposants :						
f) à plus d'un an .....	—	3	55	9	55	9	a) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	853	730	800	679	798	811	b) de 3 à 6 mois .....	6	6	9	6	10	16
1. Or :							c) à 3 mois au maximum ...	31	21	18	18	18	18
a) à 3 mois au maximum ...	24	73	21	57	34	63	d) à vue .....	117	60	112	26	11	17
b) de 3 à 6 mois .....	104	39	61	25	67	13	<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	1.346	1.734	1.642	2.246	1.740	2.452
c) de 6 à 9 mois .....	37	—	18	—	12	10	1. Banques centrales :						
d) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	10	a) à plus d'un an .....	—	36	107	—	108	—
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	10	b) de 9 à 12 mois .....	—	71	—	—	—	—
2. Monnaies :							c) de 6 à 9 mois .....	—	—	2	36	—	36
a) à 3 mois au maximum ...	478	445	427	303	457	327	d) de 3 à 6 mois .....	268	156	268	442	224	488
b) de 3 à 6 mois .....	130	30	97	206	66	231	e) à 3 mois au maximum ...	871	1.167	911	1.483	1.057	1.604
c) de 6 à 9 mois .....	2	4	63	67	65	61	f) à vue .....	18	30	15	41	15	54
d) de 9 à 12 mois .....	8	23	16	3	3	2	2. Autres déposants :						
e) à plus d'un an .....	20	66	97	18	94	34	a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1	1	1	1	1	1	b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne</b>	68	68	68	68	68	68	c) de 3 à 6 mois .....	31	—	—	16	—	16
<b>Total actif ...</b>	<b>3.452</b>	<b>3.915</b>	<b>3.978</b>	<b>4.801</b>	<b>4.003</b>	<b>4.980</b>	d) à 3 mois au maximum ...	121	256	305	208	305	225
							e) à vue .....	37	18	34	20	31	29
							<b>V. Divers .....</b>	42	44	39	34	40	31
							<b>VI. Compte de profits et pertes ...</b>	9	8	8	8	8	8
							<b>VII. Provision pour charges éventuelles .....</b>	156	169	170	181	169	181
							<b>Total passif ...</b>	<b>3.452</b>	<b>3.915</b>	<b>3.978</b>	<b>4.801</b>	<b>4.003</b>	<b>4.980</b>

## Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme : .....						
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) .....	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) .....	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<b>Total ...</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>68</b>
							<b>Total ...</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>		Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>		Bureau International du Travail.
	<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.E.I.</b>		Banque des Règlements Internationaux.
	<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>		Communauté Economique Européenne.
	<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>		Food and Agricultural Organization.
	<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>		Fonds Monétaire International.
	<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
	<b>I.R.E.S.P.</b>	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
	<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
	<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>		Organisation de Coopération et de Développement économique.
	<b>O.N.E.</b>	Office National de l'Emploi.
	<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>		Organisation des Nations Unies.
	<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	<b>S.N.C.V.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux
<b>U.E.B.L.</b>		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>		Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.



# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>		<b>VII. — Prix et indices de prix.</b>	
1. Population .....	I - 1	1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs .....	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2
3. Produit national brut :		3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants .....	I - 3a	4. Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants .....	I - 3b		
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1950 .....	I - 3c	<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>	
		1. Tableau général .....	VIII - 1
		2. Exportations par groupes de produits .....	VIII - 2
		3. Importations par groupes de produits .....	VIII - 3
		4. Indices du volume et des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4
		5. Orientation géographique .....	VIII - 5
<b>II. — Emploi et chômage.</b>		<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1	1. Chiffres annuels .....	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux .....	II - 2	2. Chiffres trimestriels et semestriels .....	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3	3. Balance des paiements avec les pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi .....	IX - 3
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>		<b>X. — Marché des changes.</b>	
1. Production agricole .....	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles .....	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2		
		<b>XI. — Finances Publiques.</b>	
		1. Situation de Trésorerie .....	XI - 1
		2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 2
		3. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 3
		4. Détail des recettes fiscales .....	XI - 4
<b>IV. — Industrie.</b>		<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>	
1. Indices généraux de la production industrielle .....	IV - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des orga- nismes publics monétaires et des banques de dépôts .....	XIII - 2
3. Energie .....	IV - 3	3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3
4. Métallurgie .....	IV - 4	4. Stock monétaire .....	XIII - 4
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958) .....	XIII - 6
		Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959) .....	XIII - 6
		7. Situation globale des banques .....	XIII - 7
		8. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. ....	XIII - 9
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a		
b) Navigation maritime .....	V - 1b		
c) Navigation intérieure .....	V - 1c		
2. Tourisme .....	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes .....	V - 3a		
b) Ventes à tempéramen. ....	V - 3b		
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1		

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
<b>XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.</b>			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	3. Taux des certificats de Trésorerie .....	XIX - 3
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
a) Mouvements des dépôts .....	XIV - 5a	5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 5
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	XIV - 5b	<b>XX. — Banques d'Émission étrangères.</b>	
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c	1. Taux d'escompte .....	XX - 1
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie .....	XIV - 5d	2. Banque de France .....	XX - 2
6. Caisses d'épargne privées .....	XIV - 6	3. Bank of England .....	XX - 3
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 7	4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
8. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 8	5. De Nederlandsche Bank .....	XX - 5
9. Inscriptions hypothécaires .....	XIV - 9	6. Banca d'Italia .....	XX - 6
		7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
		8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
		9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle .....	XX - 9
<b>XV. — Principales modalités de l'épargne dispo- nible à l'intérieur du pays .....</b>			
	XV		
<b>XVI. — Émissions et dettes du secteur public.</b>			
1. Émissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1	<b>Principales abréviations utilisées.</b>	
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public .....	XVI - 2	<b>Liste des graphiques :</b>	
3. Dette de l'État .....	XVI - 3	I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dé- b) et c) } penses aux prix courants et aux prix de 1950 .....	I - 3b et c
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 4	II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3
<b>XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.</b>			
1. Évolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	XVII - 1	IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
2. Rendement des sociétés par actions belges et congo- laises — chiffres annuels .....	XVII - 2	VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée .....	VI - 1
3. Rendement des sociétés par actions belges et congo- laises — chiffres mensuels cumulés .....	XVII - 3	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Émissions des sociétés belges et congolaises — chif- fres annuels .....	XVII - 4	VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
5. Émissions des sociétés belges et congolaises — chif- fres mensuels .....	XVII - 5	VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
<b>XVIII. — Marché monétaire.</b>			
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	XVIII - 1	IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
3. Activité des chambres de compensation .....	XVIII - 3	XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 2
<b>XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende- ment.</b>			
1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires .....	XIII - 3
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 2	XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks .....	XIII - 9
		XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
		XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant .....	XVII - 1

---

---

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.  
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---